Directeur : André Fontaine

- MARDI 15 JUILLET 1986

Les sanctions

contre Pretoria

M™ Thatcher de plus en plus isolée au sein du Com-

PAGE 16

«Don Carlos»

à Avignon

Coup de foudre pour la

PAGE 6

Une lettre

de M. Gattaz

Le président du CNPF sou-

haite une adaptation de

l'organisation patronale « à

la nouvelle économie de

PAGE 15

Le vignoble

corse à l'encan

Des 32 000 hectares de

vigne de 1976, il ne reste

plus que 11000

tragédie de Schiller.

monwealth.

Le nucléaire entre Paris et Bonn

communication and

historia tatugali ost an<mark>ada sam</mark>an primis i siste i siste.

of 1 junta data to the

Les policiers sont notre premier remi-

déclare M. January

sme et concentrali

L'ECHEC des manifestations organisées le dimanche 13 juillet par les écolo-gistes ouest-allemands et luxembourgeois contre la centrale ire de Cattenom, en Lorraine, ne doit pas faire croire aux autorités françaises qu'elles sont débarrassées de cet épineux problème. D'abord parce que d'autres manifestations do suivre. Ensuite parce que Catte nom constitue déjà une pomme de discorde entre Paris d'un côté, Luxembourg et Bonn de l'autre, même si officiellement les gouvernements concernés ne

Le rebondissement de l'affaire de Cattenom est dû au début des opérations de chargement du réacteur de la première tranche de la centrale, qui doit entrer en service en octobre. Il s'inscrit lement dans le traumatisme qu'a créé dans de nombreux pays ouest-européens la catastrophe de Tchernobyl.

Cattenom fait l'objet d'âpres dis-cussions en Allemagne fédérale. M. Walter Wallmann, le ministre de l'environnement nommé au rait la semaine dernière : « Je suis conscient des inquiétudes et Cattenom a fait naître dans les régions frontalières. Le gouvernement du chancelier Kohl prend ces développements très au sérieux.» C'est bien pourquoi d'ailleurs M. Wallmann sera mardi à Paris pour s'entretenix du problème avec M. Alain Carignon, son collègue français, et avec M. Alain Madelin, le ministre de l'industrie.

UFFICIELLEtenir compte d'un très fort mouvernent d'opposition à la tête duquel on trouve la Sarre, dirigée par le social-démocrate Oskar Lafontaine, très proche des parifistes. Pour M. Lafon-taine, Lum doit obtenir de Paris, « au nom de l'amitié francoallemande », l'ajournement de la mise en marche de la nouvelle centrale jusqu'à ce que des véri-fications sur le site aient apporté la garantie d'un degré maximum

de sécurité. Les Allemands, déià méfiants par nature envers la technique française, sont convaincus que les centrales nucléaires de leur voisin sont moins sûres que les leurs. Le début des opérations de chargement de Cattenom est donc considéré comme une provocation par les autorités de Sarre, qui ont introduit un recours devant le tribunal admi-nistratif de Strasbourg pour ten-ter de retarder l'entrée en service de la centrale. Ils craignent en particulier le degré de radioactivité des eaux rejetées

ES assauts de M. Lafontaine sont moliement repoussés par le gouvernement du chancelier Kohl; celui-ci a pourtant beau jeu de faire remarquer que la construction de Cattenom a été lancée alors que le social-démocrate Helmut Schmidt était au pouvoir et qu'il n'avait alors rien trouvé à redire au projet. Bonn se déclare offi-ciellement satisfait aujourd'hui des garanties françaises, mais, même dans le camp gouvernemental — à commencer per les dirigeants de Rhénanie-Palatinat, une région proche également de Cattenom, — on préférerait voir les promesses consignées dans un traité en bonne et due forme. Ce à quoi Paris n'est pas résigne. La France en effet veut rester maîtresse de ses normes de sécurité et n'accepte en la matière que les critères de l'Agence atomique de Vienne. Agir différemment, fait-on valoir à Paris, serait prendre le risque de voir des gouvernements étrangers imposer toutes les mesures de sécurité imaginables, donc enlever toute rentabilité à l'energie nucléaire civile.

(Lire nos informations page 10.)

Le terrorisme en Europe

Une voiture piégée explose à Madrid: huit morts

Huit personnes ont trouvé la mort dans un attentat à la voiture piégée commis ce lundi matin 14 juillet dans le centre de Madrid. Trente-cinq gardes civils ont été blessés, certains très grièvement.

de notre correspondant

La capitale espagnole a été le théâtre, ce lundi 14 juillet, de l'un des attentats les plus san-glants jamais commis en Espagne. Une bombe placée dans une voiture en stationnement a fait explosion, à 7 h 50, au passage d'un autobus de la garde civile dans lequel se trouvaient une cinquantaine d'élèves de la section de circulation. L'attentat a été perpetré dans le nord de la ville, près de l'avenue Principe de Vergara, l'une des principales artères de Madrid.

Huit gardes civils, ainsi qu'un balayeur municipal qui se trou-vait à proximité, ont été tués par l'explosion, qui a été particulière ment violente et a pu être enten-dae à plusieurs kilomètres à la ronde. Près d'une quarantaine de gardes civils ont par ailleurs été blessés, dont quatre grièvement. La voiture piégée et le véhicule des forces de l'ordre

ferraille calcinée. THIERRY MALINIAK.

n'étaient plus que des amas de

(Lire la suite page 2.) de Navale, et celle du vice-premier



Europe et critiquent la «légèreté» de la peine infligée par le tribunal au responsable des FARL, Georges Ibrahim Abdallah.

(Lire page 2.)

Incidents lors des parades orangistes

La poudrière de l'Ulster

usies protesta manifestent pour l'union avec la Grande-Bretagne et contre l'accord entre Londres et Dublin. Comme chaque année, les incidents se multiplient entre manifestants et policiers.

PORTADOWN de notre envoyé spécial

Une bombe à retardement. C'est ainsi que la presse d'Irlande du Nord désigne Portadown. Cette petite ville de 35 000 habitants, située à une quarantaine de kilomètres au sud de Belfast, est

attente, un défilé orangiste a eu lieu sans débordements graves, alors que depuis des jours on craignait que cette manifestation traditionnelle ne dégénère en bataille

Mais de violents incidents se sont produits quelques heures auparavant, puis dans la soirée, du fait de manifestants apparemment déçus par la tournure trop pacifique » du défilé. Une Landrover de la police provinciale a été encerclée par plusieurs dizaines de manifestants éméchés

Pierre Magnan

courriers

de la mort

Des personnages d'exception

dans le décor mouvementé

des Alpes de Haute Provence.

DENOEL

gorge, avant d'être dégagé par d'autres policiers. Lundi 14 juillet, une autre procession des confréries protestantes était prévue et, de nouveau, on redoutait le

Comme chaque année à cette saison, les mouvements protestants unionistes et loyalistes - notamment l'ordre d'Orange, le plus important - organisent des parades à travers la plupart des localités de la province pour célébrer l'anniversaire de la victoire, en 1690, des troupes protes-

Depuis trois jours, les loya- l'épicentre de la tension actuelle. et le chauffeur a été rossé et tantes de Guillaume d'Orange sur

(Lire la suite page 16.)

Terrible folklore qui se perpétue avec achamement depuis bientôt trois siècles et qui, cette année, prend une signification particulière. Les dirigeants unionistes ont en effet voulu faire des marches de l'été le « sommet » de leur campagne de protestation contre l'accord anglo-irlandais qui donne au gouvernement de Dublin un certain droit de regard sur les affaires de la province.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite nave 3.1

Premier 14 Juillet de la cohabitation

Le plus important défilé de blindés depuis 1945

En vedette du premier défilé militaire de la cohabitation, sur les Champs-Elysées, à Paris, le corps blindé mécanisé de l'armée de terre. Dans la tribune officielle avaient pris place le chef de l'Etat et le premier ministre.

Sur la tribune, parmi les invités, on notait la présence du président de la République de Madagascar. M. Didier Ratsiraka, ancien élève

ministre de l'île Maurice, Sir Gaetan Duval, et du président des Comores, M. Ahmed Abdallah

Outre les détachements des grandes écoles militaires, de la Légion étrangère, des sapeurs-pompiers de Paris, de la sécurité civile et de la gendarmerie natio-nale, le défilé a réuni six cent trente-six véhicules, dut trois cent quatre-vingt-deux blindés de tous les modèles appartenant au 3° corps d'armée de Lille. Ce qui a fait de ce 14 juillet le défilé militaire le plus important en nombre de blindés jamais organisé depuis 1945. L'un des équipages du sousmarin nucléaire lance-missiles l'Indomptable a participé au défilé pour célébrer le centenaire de l'apparition du sous-marin en France. Le défilé aérien comprenait soixanto-quatre avions (parmi lesquels des bombardiers nucléaires Mirage-IV des avions de combat Mirage-2000) et vingt

aujourd'hui.

PAGE 15

Une loi pour rien

Un point de vue de M. Roger-Gérard Schwartzenberg sur la réforme des universités.

PAGE 5

Le Monde **ÉCONOMIE**

Le second marché boursier

La chronique de Paul Fabra Pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve page 16

«Tannhäuser» à Orange

L'envoûtement des cantatrices

Le • Tannhäuser » de Wagner, mis en scène par Jacques Karpo n'emporte pas tous les suffrages. Ce fut cependant une soirée réussie grâce aux chanteurs dominés par Grace Bumbery et, surtout, par la sublime Léonie Rysaneck.

ORANGE

de natre envoyé spécial

Prestige intact de Wagner. Samedi, « Tannhäuser » avait intégra-lement rempli, malgré le vent et les nuages manacants, le théâtre antique d'Orange. Grâce aux chanteurs, personne ne regrettera sa soirée dominée par d'inusables monstres secrés : Grace Bumbery et la sublima Léonie Rysaneck.

Seule la mise en scène de Jacques

Karpo excita la colère de nombreux spectateurs, assez injustement, me semble-t-il. Rien de révolutionnaire, certes, dans cette realisation transposée de celle que le même Karpo présentait il y a quelques années à Marseille. Une esthétique un peu vieil opéra, mais une mise en place assez rigoureuse, respectueuse des intentions de Wagner, dont les chorégies ne nous ont pas donné tant d'examples ces demières années.

Le dispositif de Jean-Noël Laveswe, les rochers noirs, les escaliers, les daux terrasses, avec la grande statue d'une vierge de vitrail, réduit quelque peu l'immense espace scénique du mur d'Orange, mais se révèle fonctionnel en concentrant l'action aur les héros, sans brider le déploie-

Jacques Karpo a quelque peu

abusé des marches de pèlerins en les faisant paraître à quatre reprises, en vertu du procédé qui lui est cher, l'illustration des préludes symphoni-ques. Pèlerins courbés, cheminant, dès l'ouverture, et dont les derniers, rejetant leur robe de bure, deviennent les sirènes et les éphèbes quasi nus d'une Venusberg très lascif, mais nullement grotesque (ballet de l'Opéra de Nica, réglé par Françoise Adret). Pêlerins toujours pour le prélude du troisième acte, couronné par une apparition grandiloquente du pape jetant l'anathème sur Tannhäuser. L'entrée des invités au deuxième acte n'en finit pas d'aligner gardes, pages, croisés, chevaliers et dames de tous

Le contraste n'en est que plus saisissant avec le jeu très dépouillé et le lyrisme intense de la plupart des protagonistes. Sans doute, le Tannhauser d'Erwin Stephen n'est-il pas le plus convaincant. Cet artiste jeune semble accumuler de vieux poncifs scéniques ; mais, malgré une certaine molesse du phrasé, sa voix puissante, son beau timbre chamu et coloré lui promettant un bel avenir et, bien pris en mains, on ne lui tiendra pas rigueur d'avoir totalement détonné pendant le premier chœur des pèlerins, incident qui ne se reproduisit

Côté hommes, on ne pouvait mieux rêver que le landgrave très vibrant de Victor von Halem et

ment des nombreux, trop nombreux, l'admirable Wolfram de Bernd Weikl, chevalier franc comme l'or au chant si pudique et fraternel, idéal dans sa mmance à l'étoile, laquelle eut l'intelligence d'émerger des nuages à ce moment, juste en face de lui. Bonnes performances également des autres chanteurs, Robert Dumé, Gérard Garino et Alain Vernhes.

Mais le théâtre antique était surtout envoûté par les cantatrices; la Vénus de Grace Bumbery à la voix de feu, dans son immense manteau rougeoyant, dont la majesté n'extuait pas le charme, et plus encore, Léonie Rysanek dans le rôle d'Elisabeth.

Survivante de l'incomparable Bayreuth de l'après-guerre, Rysanek incarne la plus grande tradition wagnérienne. Toute blonde en sa robe bleu ciel, une vivacité et une grâce de jeune fille (sa descente à reculons comme l'ombre d'Eurydice vers la mort et le dernier adieu à Wolfram sont inoubliables), elle illuminait la scène de cette voix immense, au timbre un peu tremblant du deuxième acte, mais pleinement retrouvée, transparente dans la prière finale d'une âme de cristal s'évadant de la terre.

On ne ménagera pas les éloges aux chœurs de Radio France et à l'Orchestre national dirigés par Chris-tophe Periok (chef de l'Opéra de Berlin-Ouest), qui a mené la représentation avec rigueur et dynamisme, sans montrer toutefois une souplesse et un lyrisme exceptionnels.

JACQUES LONCHAMPT.







la réponse des indépendantistes basques à l'expulsion par la France en direction du Gabon, la veille, de Domingo Itrube Abasolo, « Txomin », considéré par la police espagnole comme le numéro un de l'ETA militaire. Cet attentat, le premier commis dans la capitale depuis les élections, vient rappeler aux socialistes que le problème basque sera, une fois de plus, l'un des plus ardus qu'il leur faudra affronter durant la législature qui com-

THIERRY MALINIAK.

Deux chiites graciés en Espagne

Madrid (AP. Reuter). – Le gouvernement espagnol a libéré, le dimanche 13 juillet, deux chiites libanais purgeant une peine de vingt-trois ans de prison pour avoir tenté d'assassiner, en septembre 1984, un fonctionnaire de l'ambassade libyenne à Madrid. Mohamed Rahal, vingt-deux ans, et Mustapha Khalil, vingt-quatre ans, ont été libérés peu après minuit et emmenés à l'aéroport de Madrid-Barajas, où des responsables ont affirmé qu'ils scraient probablement placés dans un avion à destination de Beyrouth.

La grâce dont ont bénéficié les deux terroristes est liée à la libération en février au Liban de trois employés de l'ambassade espagnole à Beyrouth, qui avaient été enlevés le 17 janvier par des extrémistes chites alors qu'ils se rendaient en voiture de l'aéroport à l'ambassade. Leur libération avait été réclamée

Les trois otages espagnols avaient été libérés peu après le voyage à Beyrouth, le 18 février, du sous-secrétaire d'Etat espagnol à l'intérieur. Rafael Vera, pour tenter de négocier leur libération. A son retour à Madrid deux jours plus tard, M. Vera avait déclaré que le gouvernement espagnol étudiait le moyen de faire purger leur peine à Rahal et Khalil dans une prison libanaise. Il avait toutefois ajouté qu'un

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerles)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1089 F 1380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1404 F 1890 F

Par role aérieuse : turif sur demande.

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'ouvel à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obliguence d'écrire

tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

pas pu regarder plus long-temps », a raconté un vendeur de journaux qui allait ouvrir son kiosque. — (AFP.) tel arrangement « ne se produirait pas aussitôt et ne constituerait en rien une concession ». Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Télécopleur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs: Hubert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) Améré Laureus (1982-1985) Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F Principaux associés de la société Société civile - Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fentaine, gérant,
Hubert Beuve-Méry, fondate Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet, Corédacteur en chef : Claude Sales.



252y, 75007 PARIS Tel.: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437

ISSN: 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algária, 3 DA; Merce, 4,20 dk.; Turkis, 400 st.; Alleumgas, 1,50 DM; Autricks, 17 sch.; Balgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Destauerk, 9 kr.; Espagna, 130 pes.; G.-E., 55 p.; Grica, 120 dr.; brande, 85 p.; Italia, 1 700 L.; Libys, 0,400 DL; Lusyshbourg, 30 f.; Norvège, 9 kr.; Pays-Bas, 2 ft.; Portingal, 110 esc.; Sánágal, 235 F CFA; Salde, 8 kr.; Salsee, 1,60 ft.; USA, 1,25 \$; USA (West Court), 1,50 \$;

Etranger

Les Etats-Unis et le terrorisme en Europe

Le Quai d'Orsay juge « inacceptable » la déclaration américaine estimant « légère » la condamnation d'Ibrahim Abdallah

Le ministre des affaires étrangères a reçu en personne le chargé d'affaires américain à Paris. M. William Barraclough. Dans un communiqué, le Quai d'Orsay a souligné que « cette déclaration traduit une méconnaissance grave du principe de l'indépendance de la justice et constitue une ingérence regrettable dans les affaires

Le porte-parole de l'ambassade des États-Unis s'était déclaré « surpris » par la « légèreté » – le code pénal prévoit un maximum de cinq ans de prison pour ces délits – de la sentence de quatre ans de prison infligée le 10 juillet dernier à Abdallah pour détention d'armes et d'explosifs, usage de faux papiers et association de malfaiteurs. « Nous espérons qu'Abdallah, qui ne fait pas mystère de ses intentions violentes à l'égard des Américains et qui est associé à un groupe qui a tué ou essayé de tuer plusieurs diplomates américains, purgera la totalité de sa peine », avait-il

Washington accorde de l'importance à cette affaire parce que Georges Ibrahim Abdallah est également inculpé, cette fois à Paris, de complicité d'homicide volontaire pour les assassinats de deux diplomates, revendiqués par les FARL : celui du lieutenantcolonel Charles Robert Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade américaine à Paris, tué d'une balle dans la nuque le 18 janvier 1982, et celui d'un deuxième secrétaire de l'ambassade d'Israel, M. Yacov Barsimantov, abattu par une femme le 3 avril

La veille de la déclaration du porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis, le gouvernement et la famille du lieutenant-colonel Ray, de quatre ans après l ont déposé plainte avec constitution de partie civile, officiellement pour « avoir accès à tous les détails du dossier - et - pouvoir présenter leur propre version des

Le président Reagan a tenu à évoquer cette affaire avec M. François Mitterrand, le 4 juillet dernier à New-York. Apparemment, les Etats-Unis craignent que le ches des FARL, qui a été arrêté le 25 octobre 1984 à Lyon et a donc déjà purgé près de la

Nouvelle friction dans les relations franco-américaines, moins de leux semaines après la visite effectuée par M. Mitterrand à New-York pour le centenaire de la statue de la Liberté : M. Jean-Bernard Raimond le ministre français des affaires étrangères, a fait savoir, samedi 12 juillet, qu'il estimait « inacceptable » une déclaration faite la veille rapport américain sur les risques de recrudescence du tarrorisme en

moitié de sa condamnation, ne bénésicie prochainement d'une remise de peine et soit ainsi libéré vers la fin de l'année.

En effet, pour les assassinats de MM. Ray et Barsimantov, Abdallah pourrait obtenir, faute de preuves, un non-lieu. Les inculpations de complicité d'homicide volontaire lui avaient été signifiées après la découverte à Paris, en avril 1985, par la DST, de l'arme - un pistolet tchécoslovaque CZ-70 - qui avait servi aux deux meurtres. Elle se trouvait dans un appartement qu'il louait rue Lacroix (17º). Mais jusqu'à présent, le juge d'instruction chargé du dossier, M. Gilles Boulouque, n'a pu apporter la preuve que le dirigeant terroriste était lui-même directement impliqué dans ces assassinats.

Si, récemment, les FARL semblent avoir respecté une trêve, elles avaient revendiqué six attentats de 1981 à 1984 sur le territoire français. De plus, le 23 mars 1985, elles avaient enlevé au Liban, à Tripoli, le directeur du Centre culturel français, M. Gilles Sidney Peyrolles, fils de l'écrivain Gilles Perrault. A l'époque, les FARL avaient réclamé la libération d'Abdallah en échange de celle de M. Pevrolles. Mais ce dernier, après une médiation des autorités algériennes, avait été relâché neuf jours plus tard sans contrepartie apparente.

La libération du dirigeant des FARL avait également été exigée par le mystérieux Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) qui a revendiqué les sanglants attentats commis à Paris fin 1985 contre la galerie marchande du Claridge, aux Champs-Elysées, la librairie Gibert Jeune, au Quartier latin, et contre la FNAC-Halles.

Les FARL seraient formées de jeunes chrétiens libanais, à l'image d'Abdallah, presque tous ligne commerciaux, évitant ainsi la originaires du même village du nord du Liban, Koubbeyat, situé sécurité renforcée dans les aérodans une zone sous contrôle

Le journal rapporte, d'antre part,

Considéré comme un des chefs historiques de l'ETA militaire

Domingo Iturbe Abasolo, alias «Txomin», considéré comme un des chefs historiques de l'ETA mili-

syrien. Pour la plupart, il s'agit

d'anciens militants du Front

populaire pour la libération de la

Palestine (FPLP), dirigé par

M. Georges Habbache, ou d'une

formation politique libanaise, le

Parti socialiste national syrien

Des attaques sondaines

destinées à tuer

Cette affaire intervient alors que,

selon le New York Times du diman-

che 13 juillet, les Etats-Unis s'atten-

dent à une nouvelle vague de terro-

risme aveugle en Europe. Selon le

rapport des services de renseigne-ment américains que cite le journal,

les terroristes se sont adaptés au ren-

(PSNS).

en France, où il avait obtenu le statut de réfugié politique. Il avait été arrêté le 27 avril dernier par la

«Txomin» avait joué un rôle dans les négociations engagées avec le gouvernement espagnol, depuis août 1984, pour régler pacifique-ment le problème basque. Les différentes mouvances nationalistes au Pays basque français ont dénoncé, Abasolo, « les méthodes expéditives du gouvernement français qui trans-forme une peine de prison en expulsion pure et simple ».

et vont tenter de lancer des attaques soudaines destinées à tuer un maximum de gens. - Les groupes [terro-ristes] du Proche-Orient ont réalisé qu'il est plus facile de faire pression sur un gouvernement d'un pays d'Europe de l'Ouest en perpétrant des attentats à la bombe aveugles dans la capitale de ce pays qu'en enlevant ses citoyens au Liban», affirme le rapport cité par le New York Times. L'une des parties di

Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne neen doute en Espagne qu'il est l'œuvre de l'ETA militaire, et plus particulièrement de son insaisissable « commando Madrid » ou « comrapport insiste sur la possibilité de mando Espana ». Tenu pour responsable de la majorité des attenvoir les terroristes utiliser des missiles sol-air contre des avions de tats commis dans la capitale espagnole durant ces cinq der-

(Suite de la première page.)

bli des contrôles à toutes les sor-

ties de la ville, mais sans résultat.

nières années, celui-ci semble

avoir déjà à son actif quelque

vingt-cinq assassinats. Le 25 avril

dernier, cinq gardes civils avaient

été tués lors d'un autre attentat à

la voiture piégée, dans des condi-tions similaires. Le 17 juin, cinq

Un rond-point

fumant

Madrid, n'était plus, ce lundi

matin, qu'un rond-point fumant,

jonché de verres, de tôles noir-

cies et de taches de sang. La voi-ture piégée est réduite à un petit

cube de ferraille tordue au pied

Au centre de la place, cernée

par d'importantes forces de

police et survolées par deux héli-

coptères, trois voitures totale-ment déchiquetées achèvent de

se consumer. Un peu plus loin,

un taxi a été projeté sur un trot-

toir et est allé s'encastrer dans

une camionnette en stationne-

Des gens hébétés, sont aux

fenêtres, occupés à enlever les

débris de vitres. Les commer-

çants, dont beaucoup paraissent

peuvent les restes de leurs

A l'entrée de la rue de Costa-

Rica, le grand autobus qui trans-

portait cinquante jeunes gardes civils git sur la chaussée. Il a été

atteint de plein fouet par la défla-

gration. « Il y avait du sang par-

tout. J'ai vu des gardes civils

illongés par terre, d'autres

attalés sur leurs sièges. Je n'ai

affondrés, déblaient cor

d'un arbre.

aine, dans le centre de

La police a immédiatement éta-

des déclarations faites la semaine dernière à huis clos par le responsable du bureau de lutte contre le terrorisme au département d'Etat, M. Robert Oakley, selon lequel il y a eu une . réduction significative . du terrorisme moyen-oriental depuis le bombardement de la Libye, en avril

La Libye n'est « pas engagée activement en ce moment dans des activités terroristes», a affirmé M. Oakley, selon le journal, estimant toutefois que . cela ne signifie pas que [les Libyens] ont pris de longues vacances ou ont changé d'avis». Comme les Syriens, a-t-il ajouté, «ils sont en général en posi-

« Txomin » a été expulsé de France

taire, a été expulsé de France vers Libreville (Gabon), où il est arrivé le dimanche 13 juillet.

Depuis janvier 1984, de nombreux Basques espagnols ont été expulsés par la France vers Panama, la République dominicaine, le Togo, le Cap-Vert, l'Equateur, Cuba et le Venezuela. « Txomin » ne pouvait pas être extradé vers l'Espagne en raison de son statut de réfugié. Il est toutefois le premier militant nationaliste basque expulsé hors de France bien que protégé par le sta-tut de réfugié politique.

police de l'air et des frontière condamné, le 24 juin, à un an de pri-son ferme pour port d'armes prohibé et, deux jours plus tard, à trois mois

d'emprisonnement ferme pour infraction à une assignation à résidence. Il était détenu à la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde). Sans doute le militant basque le plus traqué par les commandos antiterroristes espagnols, il avait échappé à quatre tentatives d'assas-

Désaccord entre le gouvernement et la guérilla

gouvernement et de la guérilla pa-raissent, toutefois, encore éloignés. M. Duarte a, en effet, insisté pour un cessez-le-feu immédiat et l'orgamisation d'élections auxquelles la guérilla participerait. Le communi-qué diffusé vendredi par la radio clandestine Radio-Venceremos, au nom du FMNL et de son allié politi-que, le Front démocratique révolu-tionnaire (FDR), ne semble, au

Un tel gouvernement, compre-nant tous les secteurs du pays, no-tamment les mouvements de guérilla et leurs organisations politiques, aurait pour but d'accom-plir les tâches définies à l'issue d'un

Le président salvadorien, M. Napoleon Duarte, a demandé, le samedi 12 juillet, à la guérilla de déposer les armes et d'accepter des négociations pour restaurer la paix intérieure, après sept ans de guerre civile. Cet appel fait suite à une déclaration faite la veille par le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMNL), indiquant qu'il était prêt à œuvrer en faveur d'une solution politique à la guerre.

Selon le New-York Times, mille deux cents soldats américains sont stationnés au Honduras, où les Etats-Unis ont construit neuf ter-rains d'aviation pour les appareils militaires, des routes pour le transport de troupes et ont installé deux stations radar.

Dans un précédent article consa-cré au Nicaragua, le New-York Times avait affirmé samedi que le gouvernement de M. Reagan avait confié à la CIA la conduite tactique des opérations des contras contre le régime sandiniste. Le département d'État ne serait responsable que de la direction générale des opérations dans le cadre de la politique améri-caine au Nicaragua. La Maison Blanche a refusé tout commentaire

A Rome, l'Osservatore romano, l'organe du Vatican, a accusé, dimanche, les sandinistes d'orchestrer « une vague de calomnies » contre l'Eglise catholique nicaraguayenne en vue de . détruire sa crédibilité . et de - manipuler plus facilement le peuple -. Ces critiques interviennent une semaine après l'expulsion du pays de Mgr Vega, numéro deux de la hiérarchie catholique. - (AFP.,

المكذا مسنه المأصل

Amériques CHILI

ÉTATS-UNIS Accident d'un avion ultra-secret

L'armée de l'air américaine se refuse à préciser le type d'avion qui s'est écrasé, le vendredi 11 juillet, dans la soirée, dans une forêt proche de Bakersfield (Californie) aussitôt ceinturée par d'importantes forces de sécurité qui en interdisaient l'accès. Il semble que l'appareil en cause puisse être un prototype ser-vant à mettre au point des techni-ques susceptibles de rendre plus dif-ficile toute détection radar. Le pilote de l'avion a trouvé la mort dans cet accident.

Selon la presse américaine, qui cite des sources généralement non identifiées, l'avion serait un F-19, appellation qui cache un prototype de la société américaine Lockheed pour la conception d'un appareil de combat rendu le moins détectable possible en raison de sa configuration extérieure, des matériaux qui le composent ou de ses équipements internes. D'autres sociétés aéronautiques, aux Etats-Unis, travaillent à un tel projet sur des crédits du Pentacone qui concernent le programme dit - Stealth - autrement baptisé « avion invisible ».

Le Pentagone n'a jamais reconnu qu'il expérimentait un avion de ce type et qu'il aurait commandé, selon des spécialistes de l'armée de l'air américaine, une vingtaine de proto-types F-19 à Lockheed. On sait seulement que le pilote tué, le comman-dant Ross E. Mulhare, trente-cinq ans, appartenait à la base de Nellis dans le Nevada, où sont experimentés divers modèles d'avions

Les évêgues catholiques se disent solidaires des syndicalistes emprisonnés

Les évêques catholiques du Chili se sont déclarés, le dimanche 13 juillet, solidaires des quinze dirigeants syndicaux incarcérés à Santiago depuis le début du mois pour subver-sion à l'encontre du gouvernement du général Pinochet. Par l'intermédiaire de son secrétaire général, Mgr Sergio Contreras, l'épiscopat a fait parvenir une lettre aux détenus, membres de l'Assemblée civile, à l'origine de la grève des 2 et 3 juillet qui a paralysé à moitié le pays.

· Nous avons la conviction que vous servez une cause légitime et que vous le faites avec des moyens pacifiques », écrivent les signataires de cette lettre dont les termes ont été approuvés en assemblée par les

D'autre part, la mère d'un jeune photographe chilien, Rodrigo Rojas, tué au cours des récentes manifestations, a sévèrement condamné, le sa-medi 12 juillet à Washington, le ré-gime militaire du général Pinochet après avoir assisté, le mercredi pries avoir assiste, le mercredi 9 juillet, aux obsèques de son fils à Santiago. Agé de dix-neuf ans, Ro-drigo Rojas, qui résidait aux Etats-Unis, est décédé le 2 juillet des suites de brûlures qui lui ont été in-fligées, selon des témoins, par des soldats. Le président chilen a laissé entendre que le jeune homme transportait un cocktail Molotov.

M. Robert Gelbard, adjoint au sous-secrétaire d'Etat pour les ques-tions interaméricaines, a quitté Wa-shington, samedi, pour le Chili, où il fera part aux autorités des préoccu-pations des Etats-Unis à la suite de la dure répression des manifesta-tions organisées à Santiago par l'opposition. - (AFP, Reuter.)

sur les conditions de la reprise du dialogue

Les points de vue respectifs du que, le riont democratique révolu-tionnaire (FDR), ne semble, au contraire, prévoir de cessez-le-feu qu'après l'installation d'un gouver-nement - provisoire de consensus national ».

dialogue notional », dont l'organi-sation d'élections libres.

trale pourrait, si l'on en croit le New-York Times, pousser les Etats-Unis à établir une présence militaire permanente au Honduras, Rappelant que les forces américaines dans ce pays ne cessent de se renforcer depuis trois aus et demi, le quotidien

Une voiture piégée erstore à Madrid : huit

The part to the series of the

Us road-point

Companies the to Adoption of mente de carea, de ables ou mas se de public de carea de care note parties des rédictes e de pre-quies de facilité historie de des

M. Hair & the program of an inches

-

Made is grand subther size to be a gentler grandwise grands (per lan grant (f) our de Mariento de l'ors top a S y man die berg de ----

Le Monde

Europe

RFA: projet de nouveau programme pour le SPD

Le Parti social-démocrate se veut européen, écologiste et étatiste

Depuis 1959, le SPD vivait avec un programme réformiste dit « de Bad-Godesberg ». Un congrès devrait adopter en 1988 une nou-velle charte fortement marquée par Pair du temps écologiste.

Harris Maria Carlo Carlo

de notre correspondant

Il y a vingt-sept ans, le pro-gramme de Bad-Godesberg avait vu le Parti social-démocrate rompre avec un certain ouvriérisme pour s'affirmer comme un parti de masse ouvert à tous. Le SPD s'y déclarait résolument réformiste et y procla-mait sa foi dans la croissance et les forces du marché pour construire une société socialiste et démocrati-que. Près de trois décennies plus tard, dont treize ans passés au gou-vernement, le SPD estime le moment venu de remettre ce promoment venu de remettre ce pro-gramme au goût du jour pour tenir compte des nouvelles évolutions.

compte des nouvelles évolutions.

Le premier jet de ce nouveau programme, qui ne doit être officiellement entériné qu'en 1988 au cours d'un congrès extraordinaire, vient d'être rendu public par la commission chargée de sa rédaction. Dirigée par le président du parti, M. Willy Brandt, elle comprend des représentants de toutes les tendances importantes du SPD, notamment de son aile syndicale. Ce premier projet est, pour le Ce premier projet est, pour le moment, une esquisse destinée à lancer la discussion. Il n'en prend pas moins une importance particulière à six mois des prochaines élec-

Dean chins

. . ": =

gracies et Eggs

tions législatives de janvier 1987. A première lecture, on est frappé de l'importance que prement des thèmes dont la résonance a été par-ticulièrement grande ces dernières amées en Allemagne fédérale : problèmes des femmes, de l'environne-ment, refus de laisser les deux ment, reius de lameer les deux superpuissances menacer par leur confrontation le reste du globe, rejet d'une société fondée sur le tra-vail des uns et le chômage des

La planète que décrit la commission est menacée par « toutes sortes de formes de nouvelles dépendances », et. où, « pour la première fois dans son histoire, l'honme met en danger la survie de l'espèce ».

peration internationale entre l'Est et l'Ouest, bien sûr, mais aussi entre le monde industrialisé et le tiers-monde. La réunification des deux Allemagnes, leitmotiv du pro-gramme de Godesberg, disparaît des priorités. Elle n'apparaît plus comme une solution possible au problème de la nation allemande. Les rédacteurs se bornent à affirmer que « reste ouverte la question de savoir et sous quelle forme les Allemands des deux Etats trouve Allemands des deux Etats trouve-ront à se doter d'une communauté institutionnelle dans le cadre d'un ordre de paix européen ». Ils souli-gnent, en revanche, qu'il ne peut y avoir de « solution allemande spé-cifique » au problème de l'Europe, excluant toute idée d'une neutrali-

Une mise en garde à Washington

sation du pays.

a Washington

Cette question n'a pas suscité de
polémique particulière alors que, au
contraire, le projet de programme a
été vivement attaqué par les partis
de la majorité chrétienne-démocrate
libérale, en raison de sa mise en
cause de la politique actuellement
suivie par le gouvernement américain, accusé de viser une supériorité
militaire sur l'URSS et de mettre
en danger l'alliance atlantique.

La commission réaffirme, à ce La commission réaffirme, à ce

propos, la nécessité de remplacer la dissussion nucléaire par un concept de sécurité commune », supposant la destruction des potentiels de menace et la mise en œuvre de structures de défense ne comportant pas d'éléments offensifs. Elle estime qu'une telle révolution des esprits pourrait être facilitée par des mesures pollatérales limitées et des mesures unilatérales limitées et lance, à ce propos, un avertissement aux États-Unis. « En effet, l'alliance ne peut qu'être affaiblie quand sa principale puissance vise quand sa principale puissance vise à la supériorité et pratique une politique de puissance mondiale sans tenir compte de ses alités européens et de leurs intérêts.

Les rédacteurs appellent les Européens à prendre davantage leur avenir en main. Parmi les objectifs prioritaires de l'Europe, le SPD

La poudrière de l'Ulster

Au premier rang de ses préoccu-pations, le SPD place la paix. Il prône le retour à un effort de coo-et d'une politique en matière de monnaie, d'une politique étrangère et d'une politique en matière de sécurité qui leur soient communes. Réclamant pour le Parlement européen des droits identiques à ceux des Parlements nationaux à l'égard de laure mousements le projet de leurs gouvernements, le projet constate d'une manière générale que d'e importants objectifs de la social-démocratie ne se laissent plus réaliser dans le cadre d'un seul pays - et que - la Commu-nauté européenne donne aux peu-ples d'Europe une marge de manœuvre que les Etats nationaux ont perdu ou perdront encore ».

Les sociaux-démocrates veulent innover en prenant leurs distances par rapport à la notion traditionpar rapport à la notion tradition-nelle du progrès et en s'efforçant de formuler un projet économique inté-grant aussi bien l'écologie que la protection des acquis sociaux. Leur appel à la coopération avec les appel à la coopération avec les « nouveaux mouvements sociaux » peut être interprété, selon les exégètes, comme une main tendue aux Verts ou, au contraire, une volonté de récupération de leur mouvement. Dans un entretien publié par Der Spiegel, le pésident du parti, M. Willy Brandt, estime qu'il serait vain de nier l'influence que les écologistes ont eue sur le SPD. Mais il affirme aussitôt qu'on parviendra, en fin de compte, à réaliser les grands changements espérés avec un grand parti possédant l'expérience et la capacité à se renouveler et non avec un « parti périphérique ».

Le marxisme « dans l'héritage »

« MAIS l'heritage »

« Ni trop d'Etat ni trop peu », avait proclamé le programme de Bad-Godesberg. Cette affirmation est reprise en insistant cette fois davantage sur le rôle d'encadrement que doit joner l'Etat pour donner l'impulsion aux réformes nécessaires. Il y a trente ans, le SPD avait éprouvé le besoin de convaincre l'opinion de sa bonne volonté envers la libre entreprise. On en revient aujourd'hui à une conception plus traditionnelle. Non conception plus traditionnelle. Non pas qu'il s'agisse de remettre en cause le rôle du marché, qui doit conserver sa fonction de • force

d'entrainement de l'économie ». Mais le SPD entend mettre en garde contre les sirènes - néoconservatrices . qui menacent, selon lui, de faire retomber la société dans l'ornière de l'exploita-

nouveau puisé aux sources mar-xistes pour affirmer que la société de classes n'avait pas encore dis-paru et mettre en garde contre une trop grande concentration de pou-voirs économiques et politiques aux mains des grands groupes indus-triels de dimension nationale ou pla-

Ils jugent utile de rappeler au passage que le marxisme – mot qui avait disparu du programme de Godesberg – faisait partie de l'héritage » de la social-democratie.
Une planification à long terme » prudente et réaliste » doit rester e prudente et reausse » dont resier un élément essentiel pour modifier les structures, éviter une catastro-phe écologique et protéger les tra-vailleurs des conséquences des crises en les associant davantage aux décisions.

Contrairement au programme de Bad-Godesberg, qui voyait dans la croissance et la révolution indus-trielle une source de prospérité infinie, le SPD aborde la nouvelle révo-lution technologique avec prudence. Il note que, si elle peut aider à amé-liorer la vie, notamment en favorisant la réduction du temps de tra-vail ou l'élimination des tâches répétitives, elle est, surtout, por-teuse de nombreux dangers. Mani-lestement, le parti se méfic des augures qui prédisent la libération de l'individu par les nouvelles tech-

Du coup, il n'aborde pas vrai-ment les contradictions propres aux expériences socialistes ou socialdémocrates des dernières décennies auxquelles on a reproché de vouloir bâtir pour l'individu une cage dorée plus oppressante que libéra-trice. Contrairement aux idées en vogue dans de nombreux pays occidentaux, le SPD estime que l'Etat aura à l'avenir des devoirs croissants et que, à vouloir déterminer quel doit être son poids dans omie nationale, on pose un

HENRI DE BRESSON.

POLOGNE: la mort d'Edward Lipinski L'opposant d'outre-tombe

indéracinable comme l'esprit d'opposition en Pologne. Mais Edward Lipinski a fini par mourir le dimanche 13 juillet dans un hôpital de Varsovie, à près de quatre-vingt-dix-huit ans. Opposant dans sa jeu-nesse (il avait commencé, dès 1904, à militer pour le socialisme et l'indé-pendance d'une Pologne alors inexisiante sur la carte de l'Europe). Le vieil économiste était redevenn opposant au soir de sa vie, rendant sa carte du parti en 1975, et n'ayant plus dès lors de mots assez durs pour ténoncer les - usurpateurs - du socialisme qui détenaient, selon lui,

e pouvoir à Varsovie. Entre-temps, il avait pourtant accumulé distinctions officielles et hautes responsabilités (il fut notamment président de la Banque nationale et de l'Institut national d'économie de 1946 à 1949).

Son très grand âge et sa renommée hi épargnèrent la prison et les divers ennuis réservés au commun des opposants, et c'est dans son appartement varsovien que fut constitué, en 1976, le Co défense des ouvriers, le KOR. Et c'est aussi tout naturellement à lui que revint, cinq ans plus tard, en octobre 1981, l'honneur d'annoncer, depuis la tribune du congrès de Soli-darité, à Gdansk, l'autodissolution du même KOR, qui avait décidé de passer le relais au syndicat indépen-dant qui lui devait tant.

étonnant, et son intervention au congrès de Solidarité fut un vérita-ble triomphe, surtout quand il se lança dans un extraordinaire éle du socialisme qui serait tout le contraire « du socialisme des prisons, de la censure et de la police, qui nous a détruits pendant plus de trente ans, comme il a détruit tant d'autres nations :

C'est lui qui, dès cette époque, s'inquiétait des menaces voilées formulées par le général Jaruzelski quant à une possible intervention de l'armée et qui porta l'enthousiasme à son comble en qualifiant l'organe de l'armée de journal - communo-

faciste.

Deux ans plus tard, il n'était pas plus aimable à l'égard du projet de bannissement des opposants politiques alors préparé par le gouvernement, un projet où il voyait « la preuve d'une stupidité politique et d'une impudence sans bornes». Et après l'assassinat du Père Popieluszko, il prit sa plus belle plume pour faire savoir au général Jaruzelski qu'il le considérait sinon comme le commanditaire, du moins comme le commanditaire, du moins comme le « responsable » de ce drame. Jusqu'à la fin, Edward Lipinski n'aura cessé de signer des pétitions réclamant la libération des prisonniers politiques. Et on a bien l'impression qu'il continuera à le

ITALIE

Les gangsters étaient dans la poubelle

enfermés dans une poubelle publique dument aménagée, ont attaque un fourgon d'une compagnie de police privée et raflé, en trente secondes, 1 milliard de lires (5 millions de francs), dans la nuit du samedi 12 au dimenche 13 iuillet.

Technique aussi inédite qu'efficace, les bandits ont utilisé une poubelle à double fond, présentant, à la surface, le débordement habituel d'ordures mais dotée en dessous d'une cache. de meurtrières pour voir audehors, et d'un panneau mobile s'abattant pour sortir.

Ca chef-d'œuvre d'ingénierie le portail même de la compagnie de police privée — située non loin

Rome. (AFP) – Deux bandits, du Vatican, – à la place de la fermés dans une poubelle vraie poubelle habituelle, le fourgon qui rentrait avec les recettes des supermarchés.

A l'arrivée du véhicule, les deux hommes, masqués et fusil au poing, ont jeilli, maîtrisé les gardiens, et fait main basse sur les sacs d'argent et de chèques. Trente secondes plus tard ils ont disparu à bord d'une voiture où se trouvaient deux complices.

Selon la police, cette opéra-tion « poubelle » a été organisée à l'échelle même du quartier, les bandits ayant prévu le support logistique de trois voitures et chauffeurs d'autobus, sur les lieux lors de l'attaque, ont été immobilisés sous la menaces des

Asie

INDE: dans l'Etat de Gujarat

Une quarantaine de morts lors d'affrontements entre hindous et musulmans

New-Delhi (AFP, AP, Reuter). - Au moins quarante personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées lors de violents affrontements qui ont opposé, dimanche 13 juillet, pour la cinquième journée consécutive, hindous et musulmans dans l'Etat du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde. Les émeutes, qui avaient commencé mercredi lorsque des musulmans avaient attaqué une procession religieuse hindoue à Ahme-dabad, se sont étendues à quatre autres grandes villes de l'Etat. L'armée a été mise en état d'alerte sur l'ensemble du Gujarat et un couvre-seu décrété vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Trente-quatre personnes ont été tuées dans la seule ville d'Ahmedabad, où les forces de l'ordre ont recu pour consigne de tirer à vue en cas

La police - qui dispose de dix mille hommes armés - a ouvert le feu au cours du week-end alors que de véritables batailles rangées opposaient des milliers d'hindous et de musulmans dans les rues d'Ahmedabad où un grand nombre de com-merces et d'habitations ont été incendiés. La police semblait avoir repris, dimanche, le contrôle du centre de la ville et attendait un renfort de quinze mille hommes promis par le gouvernement central.

La tension avait semblé retomber un peu en fin de semaine. Mais deux incidents samedi ont relancé l'émente : deux jeunes musulmans ont été brûlés vis dans un bôpital d'Ahmedabad, alors que, peu avant, cinq membres d'une famille musulmane, dont une fillette de trois ans. avaient été attaqués chez eux, inondés d'essence et brûles dans les rues d'un faubourg populaire. - La situation redevenait normale avant cette tragédie », a expliqué un commissaire de police.

Les autorités estiment que les précautions prises ont évité des affron-tements encore plus violents, du type de ceux qui avaient eu lieu l'an passé à la même époque, à l'occasion de cette procession annuelle, et qui avaient fait près de trois cents

Toute activité industrielle et commerciale était suspendue à la suite d'une grève générale lancée par les dirigeams de la communauté hin-doue. Celle-ci regroupe 60 % envi-ron de la population de l'Etat, le reste étant composé de musulmans. Les deux communautés vivent en état de tension permanente et le moindre incident est susceptible de mettre le feu aux poudres, comme ce fut le cas, mercredi, lorsque des passants musulmans, répondant à des provocations, lancèrent quelques pierres sur une procession religieuse hindoue. Un peu plus tôt cette année, des désaccords lors d'un festival de cerfs-volants à Ahmedabad avaient déclenché de sévères affrontements qui firent vingt-cinq morts.

SRI-LANKA

Pourparlers entre les séparatistes tamouls et le gouvernement

Des dirigeants du principal parti politique tamoul, le Front de libération uni tamoul (TULF), ont entamé, le dimanche 13 juillet, à Colombo, des discussions avec le président Junius Jayewardane pour examiner les propositions du gouver-nement central de Sri-Lanka sur l'octroi de l'autonomie aux provinces à majorité tamoule. La délégation du TULF, dirigée par son secrétaire général, M. Appapillai Amirthalin-gam, est arrivée samedi de Madras (sud de l'Inde) pour cette première rencontre entre le président srilankais et le TULF depuis l'échec. en décembre 1984 de la conférence nationale réunie pour étudier le même problème.

Le gouvernement central propose l'accession à l'autonomie provinciale des régions à majorité tamoule au moyen de conseils élus. Les diri-geants du TULF, dit-on de même source, ont déjà fait connaître au président Jayewardane leurs réserves sur certains points. Ils souhaitent la fusion des provinces septentrionale et orientale de l'île de Ceylan en une seule région d'un seul tenant. Le gouvernement et les prin-cipaux partis politiques de l'île s'opposent à une telle fusion, prélude, à leurs yeux, à une sécession de la région tamoule.

L'ouverture de ces pourparlers n'a pas empêché la poursuite des com-

bats: dix-huit maquisards sépara-tistes tamouls et six soldats ont été tués au cours d'un accrochage, dimanche, dans le district de Man-nar, au nord-ouest de Sri-Lanka.

AFGHANISTAN

Tass annonce une victoire des troupes régulières à Hérat

Des - dizaines de bandits -(moudjahedine), dont treize - chefs de bande -, ont été liquides par les forces armées afghanes au cours d'une opération menée dans la province de Hérat (Nord-Est), a annoncé le dimanche 13 juillet l'agence Tass. Dans une dépêche datée de Kaboul, l'agence – qui ne précise pas la date de l'opération -affirme que des - quantités impor-tantes de matériel d'artillerie et de fusées, de mitrailleuses de gros calibre et de fusils » ont été saisies à cette occasion par l'armée afghane.

Une des formations de la résistance afghane, le Jamaat Islami. avait affirmé le mois dernier que ses maquisards avaient partiellement pris le contrôle d'Hérat lors d'une offensive de grande envergure. — (AFP, Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Philippines

Série d'enlèvements dans l'île de Mindanao

Manille. - Un missionnaire améri-cain, le Révérend Brian Lawrence, a cain, le rieverend Brian Lawrence, a été enlevé, le samedi 13 juillet, à Marawi, dans le nord de l'île de Mindanao, où des hommes armés avaient, la veille, pris en otage dix religieuses philippines appartenant à un couvent catholique de la ville. Les autorités estiment que ces enlève-ments pourraient être l'œuvre de dissidents du Front de libération nationai musulman opérant dans ce secteur. Mais on relève aussi que Marawi est le fief de l'ancien gouverneur musulman de l'île, M. Ali Dima-poro, qui a déjà tenté, en de nombreuses occasions, d'embarrasser le gouvernement de Mª Cory Aquino.

D'autre part, onze maquisards communistes et six soldats ont été tués, samedi, lors d'une offensive de l'armée contra les guérilleros de la NAP (Nouvelle Armée du peuple), manée dans cette même île de Mindanao, dans la région d'Agusan.

Enfin, la Maison Blanche a rendu public, ce week-end, un message de félicitations adressé par M. Reagan à Mª Aquino et lui faisant part de son « admiration » pour la façon dont elle avait réglé le récent soulèvement contre son régime. (Corresp.).

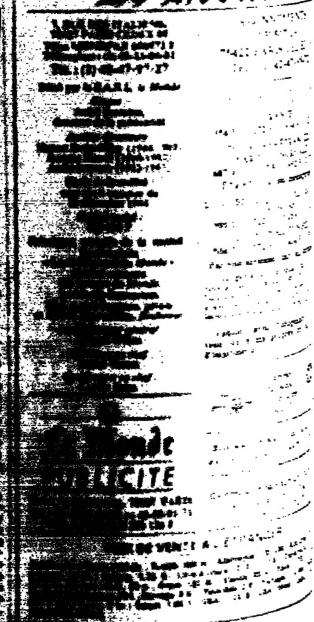
URSS

M. Nixon à Moscou douze ans après

Moscou. – L'ancien président américain Richard Nixon est arrivé le samedi 12 juillet à Moscou en visite privée. M. Nixon pourrait rencontrer le numéro un soviétique Mikhail Gor-

Cette visite est la première de M. Nixon en URSS depuis son sommet de 1974 avec le secrétaire général du PCUS de l'époque, Leonid Brejnev. L'ancien président, qui est âgé de soixante-treize ans, rencontrera en tout cas M. Dobrynine, qui fut ambassadeur de l'URSS à Washington pendant sa présidence. et qui est responsable aujourd'hui de la politique étrangère au secrétariat

M. Nixon a participé dimanche à une réception organisée à la résidence de l'ambassadeur américain à Moscou, M. Hartman, en l'honneur des athlètes participant aux « Jeux de la bonne volonté » qui se déroulent actuellement en URSS, - (AFP.



(Suite de la première page.) possible, « de toute province »

majorité protestante comme un premier pas vers un abandon de l'Ulster par la Grande-Bretagne et vers une réunification de l'île sous l'autorité de la République

Dans cette perspective, Portadown est devenne un symbole, car c'est là que, à la même époque, l'an dernier, la police provinciale, le Royal Ulster Constabulary (RUC), a, pour la première fois, empêché un défilé orangiste de traverser le centre du quartier catholique, comme il était de tradition. De rudes échauffourées avaient opposé manifestants et policiers. Lutte fratricide, puisque le RUC est à 90 % composé de pro-

Dans l'esprit de l'accord qui allait être conclu en novembre, et sur l'insistance du gouvernement de Londres, le RUC, souvent accusé auparavant de parti pris, sinon d'exactions à l'encontre des catholiques nationalistes, avait ainsi commencé à se donner une nouvelle image plus équilibrée. Dès lors, le RUC est presque de-venu l'objet principal de la fureur des loyalistes, qui, à Portadown et ailleurs, se sont livrés à des représailles contre les policiers et leurs familles, obligeant parfois cellesci à déménager.

Défier

la police

Depuis la dissolution de l'Assemblée d'Irlande du Nord, en juin, les leaders unionistes ont perdu la dernière tribune officielle qui leur restait (les députés boycottent le Parlement de Westminster à cause de l'accord). Le pasteur Ian Paisley a d'ailleurs déclaré: « Nous n'avons plus que la rue pour nous exprimer. »

Récemment, il a encore parlé de « guerre civile » et a beaucoup contribué à l'escalade à laquelle on a assisté en Ulster au cours de la semaine dernière. Alors que le dimanche 6 juillet, à Portadown, des incidents vensiont d'avoir lieu entre orangistes et policiers, le pasteur Paisley a appelé les loyalistes à venir, le 12 juillet, dans cette ville aussi nombreux que

pour défier la police et contre son refus d'autoriser l'accès au quartier catholique. Dans la muit de jeudi à vendredi, il a pris luimême la tête d'un raid de trois mille militants loyalistes, qui ont « occupé » pendant quelques heures le bourg de Hillsborough où a été signé l'accord anglo-

Comme pour aggraver la tension, un nouveau groupe paramilitaire loyaliste venait pen auparavant de revendiquer l'attentat dont a été victime, à Belfast, un ouvrier catholique mortellement blessé, jeudi, par plusieurs coups de seu tirés depuis une voiture.



Vendredi, à Belfast également, un chauffeur de taxi a échappé à une semblable fusillade.

A l'autre extrême, pour ajouter au climat, l'IRA, qui a redoublé d'activité ces derniers mois, n'est pas demeurée en reste. Mercredi, deux soldats britanniques ont été tués dans un attentat à la bombe près de la frontière avec la Répuique, et la veille, un policier du RUC avait été abattu devant sa maison, Dimanche 13 iuillet, un autre policier devait être blessé par une rafale d'arme automatique dans le comté de Tyrone, et, au même endroit, quelques heures après, un engin explosif était désamorcé à temps.

FRANCIS CORNU.

Politique

La bataille de la communication au Sénat

M. Léotard confronté à un double test à l'occasion du débat sur TF 1

attendue, crainte ou espérée, la décision du gouvernement d'interrompre l'examen linéaire du projet de loi relatif à la liberté de communication est intervenue samedi 12 juillet à la mi-journée, juste avant la trêve du 14 juillet. Une pause pour affûter les armes avant que ne s'ouvre la bataille de la privatisation mardi à 16 heures au palais da Luxembourg.

Une fois votés, les articles sur la concentration, le pluralisme et la transparence des entreprises audiovisuelles, le gouvernement a préféré faire l'impasse sur le grand chapitre consacré au secteur public, dont l'examen est repoussé... à plus tard.

Le gouvernement en attend une accélération des débats : il espère qu'une fois passé ce « noyau dur » du projet, l'opposition socialiste déposera les armes. Pour M. François Léotard, il importe de reprendre l'offensive après l'enlisement de ces deux dernières semaines. Le ministre de la culture et de la communication est apparu isolé face à une opposition déterminée et à des sénateurs de la majorité qui réécrivaient son texte. Le soutien proclamé par leurs responsables (le Monde du 10 juillet) n'a pas réveillé l'enthousiasme des sénateurs

La réserve, mot magique : de la majorité, n'a pas fait disparaître leurs motifs de critiques, n'a pas gommé les divergences.

La privatisation de TF 1 devrait

être l'occasion pour M. Léotard d'un double test : l'occasion d'abord de vérifier la mobilisation majoritaire et la solidarité gouvernementale, ensuite de mesurer la détermination de l'opposition. Sur ce point, la réaction ne s'est pas fait attendre. M. André Méric, président du groupe socialiste du Sénat, a dénoncé dans la tactique du gouvernement sa volonté de ne s'intéresser au service public que pour vendre TF i. Le PS compte bien relancer dès cette semaine la mobilisation de l'opinion contre le démantèler du secteur public. La poignée de sénateurs socialistes qui, depuis quelque deux semaines, s'acharne dans une partie de bras de fer avec le gouvernement, commence à voir mûrir les fruits de sa détermination : encouragés au départ par le PS, ils sont en passe de convaincre leurs propres amis que la bataille de l'audiovisuel peut être gagnée, que la bataille politique consistant à faire reculer le gouvernement sur l'opportunité de la session extraordinaire à ce sujet peut ne pas être perdue. En un mot, ils entendent démontrer que les sénateurs socialistes peuvent être socialistes avant

livrer la majorité et l'opposition à partir de mardi se nourrit déjà de l'incertitude qui entoure la décision de M. François Mitterrand de signer ou non la première ordonnance sur les dénationalisations. La tension qui, inévitablement, naîtrait de ce premier conflit de l'ère cohabitationniste, ne ferait que conforter les élus socialistes à jouer le pourrissement. M. Léotard serait alors tenté de passer l'obstacle en force. Quitte à lement tous les articles déjà réservés, mais encore ceux qui figurent dans la suite de son texte (la protection du cinéma notamment) supposés pouvoir attendre.

L'agacement des députés

Le gouvernement se contenterait alors de faire voter une loi entérinant la mort de la Haute Autorité, engageant le processus de privatisation de TF 1 et posant le principe de la mise en concurrence de TDF et celui de la dérégulation des télécom-munications. L'impasse faite sur le service public, voire le cinéma, risquerait toutefois de provoquer quelques troubles au sein de la majorité.

S'il renonce à une telle épreuve de force, M. Léotard n'a pas d'autre solution que d'accepter le débat sénatorial sur les cent sept articles du projet et les amendements que sa

propre majorité est décidée à intro-duire. La contre-attaque se jouerait alors, pour lui, à l'Assemblée natio-nale. Les députés de la majorité ne naie. Les deputes de la majorte ne cachent pas leur agacement devant la longueur des débats au palais du Luxembourg, et leur intention d'en finir rapidement. Toutefois, ils ne sont pas prets à entériner purement et simplement une copie sénatoriale qu'ils ne notent pas dix sur dix. M. Michel d'Ornano est le premier à regretter, par exemple, l'augmenta-tion des effectifs de la CNCL. Le rapporteur, encore officieux, M. Michel Péricard, est réservé quant à la substitution pour TF I, d'un administrateur provisoire par un mandataire spécial, prévue par les sénateurs, ainsi que sur le main-tien des concessions de la • 5 • et de la «6» telle qu'elle est envisagée Dar cux.

Reprochant à la commission spéciale du Sénat de s'être laissé impressionner par le Conseil constitutionnel sur ces deux points, le député RPR des Yvelines concocte des amendements correctifs... sans compter ceux qui doivent, selon lui, combler certaines lacunes.

M. Léotard, déterminé à utiliser le 49/3 à l'Assemblée nationale, se devra alors d'établir un équilibre entre les souhaits des sénateurs et ceux des députés, scale solution pour mener à son terme un projet qu'il veut toujours considérer

ANNE CHAUSSEBOURG.

M. Doubin accepte la convocation d'un congrès extraordinaire du MRG

La convocation d'un congrès extraordinaire du MRG que demandaient en vain depuis plusicurs semaines une partie des dirigeants du parti est désormais proposée par M. François Doubin qui, jusque-là, l'avait refusée. L'annonce de cette décision du président du MRG coîncide avec la publication d'un «Appel aux radicaux de gauche» signé par l'un des vice-présidents du parti, M. François Luchaire; par trois députés sur les dix que compte cette formation, après l'annulation de l'élection de son septième élu du 16 mars, M. Emile Zuccarelli, en Haute-Corse; par une vingtaine de présidents de fédération; et par trois des cinq membres du secrétariat national qui s'étaient démis de leurs fonctions à l'issue du dernier comité

Pour les signataires de cet appel, la force du MRG « dépend d'abord de la vitalité de sa vie démocratique, c'est-à-dire de ses aptitudes à débattre les idées collectivemen dans le cadre d'instances régulières périodiquement réunies ». De cet échange dépend la clarté des choix et la constance de nos habitudes, expliquent les signataires avant d'indiquer que la convocation d'un congrès est demandée « pour sortir de la confusion dans laquelle le MRG se trouve et dont la persis-tance serait très préjudiciable à la gauche tout entière ». La contestation interne à l'actuelle direction du MRG s'alimente depuis quelques temps de faits qui inquiètent les plus sceptiques ou les plus réservés quant à un rapprochement avec les radi-caux valoisiens. Ainsi, un dîner a

réuni la semaine dernière autour du président du Parti radical M. André Rossinot qui avait, pour la circonstance, coiffé sa casquette de minis-tre chargé des relations avec le Parlement, quelque vingt-cinq sénateurs de la gauche démocratique mais aussi de sénateurs radicaux UDF et des sénateurs radicaux de gauche.

Les deux partis viennent de railier ensemble l'Internationale libérale dont le comité exécutif, réuni le 28 juin à Helsinki a répondu positi-vement à la demande d'adhésion présentée par Liberté et Démocratie, section française de cette internationale créée par M. Gaston Monerville et actuellement présidée par M. Jacques Pelletier, président du groupe de la gauche démocratique au Sénat, et à laquelle n'adhéaient jusqu'à présent à titre individuel, que des membres de la famille radicale.

A. Ch.

 Election cantonale annulée à La Seyne-sur-Mer. - Le Conseil d'Etat a confirmé, le vendredi 11 juillet, une décision du tribunal administratif de Nice annulant le scrutin cantonal du 17 mars 1985 à La Seyne-sur-Mer (Var), qui avait vu la victoire du maire de La Seyne, M. Charles Scaglia (UDF-PR) sur le conseiller sortant communiste. M. Scaglia s'était cependant démis de son mandat de conseiller général. le mois demier, pour protester contre les décisions prises par le gouverne-ment au sujet des chantiers navals de sa ville.

De nouveaux moyens d'action pour la CNCL

Samedi matin 12 juillet, le Sénat a adopté le dispositif censé donner à la future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) des moyens d'action à l'égard des titulaires d'autorisation. Constatant que la Haute autorité instituée par la loi de 1982 n'avait comme seule possibilité que celle autorisation, mais cu'elle n'avait pas les moyens de faire appliques ses décisions, le gouvernement se propose de laisser à la CNCL me pouvoir de retrait et de suspension mais aussi, avant de prononcer une sanction, celui d'adresser aux fugitifs une mise en demeure.

Le président de la CNCL pourréférés du Conseil d'Etat d'ordonner aux récalcitrants de se conformer à leurs obligations, Le juge serait alors susceptible de prononcer contre eux una astreinte. La CNCL aurait également le droit de saisir le procureur de la République en cas d'infraction pénalement sanc-

majorité ont accepté ces modalités. Toutefois, la commission, avec l'accord du gouvernement, a fait décider que les recours

M. Méhaignerie :

un accroc sévère

à la cohabitation

M. Pierre Méhaignene, ministre de

l'équipement, a déclaré, le dimanche 13 juillet, qu'il ne « comprendrait

pes » un refus de M. François Mitter-

rand de signer l'ordonnance sur la

privatisation, et qu'un tal refus

constituerait, à ses yeux, « un accroc

sévère » à la cohabitation, invité du

Forum > de Radio-Monte-Carlo,

M. Méhaignerie a déclaré que rien ne

justifie la distinction faite au conseil

des ministres, en avril dernier, par le

président de la République, entre les

entreprises publiques nationalisées à

la Libération et celles qui l'avaient

été en 1982. Cet argument « ne

répond à aucune logique économi-

que », a dit le ministre, président du

« Nous ne pouvons abandonner

notre objectif » de privatiser

soixante-cinq groupes industriels et

financiers, a poursuivi le ministre,

contre les décisions de retrait d'autorisation ne seront pas suspensifs, sauf s'ils ont été précádés d'une mise en demeun

Enfin, le Sénat a approuvé un autre article qui rassemble les dispositions relatives aux services de communication audiovisuels soumis à déclaration préalable. La liste de ces services de ceux qui n'appartiennent pas à cette catégorie. De cette définition en creux, il ressort que les règles applicables sont cominter-actifs qui ne relèvent pas de la correspondance privée, aux services de communication audiovisuels distribués sur un réseau câblé interne, aux services de répondeurs téléphoniques fournissant un service de aux services automatiques fournissant des messages préenregistrés par appel automati-

Après 101 heures 55 consacrées à l'examen des articles, 796 amendements ont été examinés, 88 ont été retirés ou annulés. Il reste 925 amendements à examiner pour en aniver au terme des 107 articles du

M. Bérégovoy:

présidentiel

un véritable régime

M. Pierre Bérégovoy, député de la

Nièvre, ancien ministre, s'est pro-noncé, le samedi 12 juillet, pour un

r véritable régime présidentiel ».

Invité de l'émission « Les cahiers du

mégahertz-Le Matin de Paris », sur

Radio 98 FM, l'ancien ministre des

finances a précisé que, « personnelle-

ment », il n'avait « jamais envisagé de

se présenter » à l'élection présiden-

tielle. «Si de hautes responsabilités

me sont proposées, je ne les écarte-

rai pas», a-t-il dit, avant de rendre

mmage à l'action du président de

M. Bérégovoy estime, d'autre

part, que «besucoup regretteront

bientôt l'autonomie de gestion et de

décision (...) dans les entreprises

nationalisées ». «L'économie fran-

çaise, estime-t-il, va être affaiblie par

les privatisations. A cause des limites

du marché financier, celles-ci vont

s'effectuer à raison de deux ou trois

hommes implique une inertie pendant

découragés d'engager des actions en

PROPOS ET DÉBATS

Un entretien avec le nouveau maire de Marseille

« Il me faut du temps pour réussir, c'est pourquoi je serai candidat en 1989 »

nous déclare M. Robert Vigouroux

M. Robert Vigouroux, soixante-trois qu'il nous a accordé, M. Vigouroux s'expli- en appelant à « un rassemblement de tous ans, a été élu, le 17 mai dernier, maire (PS) de Marseille, après le décès brutal de M. Gaston Defferre et une ânre hataille de succession. Les Marseillais découvrent ce neurochirurgien des hôpitaux qui veut donner de lui l'image d'un homme « sérieux dans ses appréciations et sou action », à

l'écoute de la population. Dans l'entretien «Comment remplace-t-on Gas-

m'arrivera encore de me demandes ce qu'il aurait fait s'il avait été là. comparaisons possibles avec le

- On ne le remplace pas mais on

doit lui succéder. Il m'est arrivé et il

ton Defferre?

- Les Marseillais vous découvrent. Quelle image de vous-même souhaitez-vous leur don-

 Celle d'un homme sérieux dans ses appréciations et son action. Celle, aussi, d'un homme de dialogue. Sans un contact permanent avec la population le meilleur gestionnaire risque de faire des erreurs monumentales. Je voudrais, aussi, donner l'image d'un homme de conviction privilégiant, dans son action politique, le côté social et progressiste tout en admettant les opinions des autres.

- Les circonstances de votre élection vous ont fait présenter comme un maire intérimaire. Il vous manque, en effet, la durée. Est-ce la raison pour laquelle vous avez annoncé que vous seriez candidat en 1989 ?

- Par rapport à l'ampleur de la tache à accomplir, un mandat de deux ans et demi est, en effet, très court. Il faut du temps pour réussir et je compte donc me représenter aux suffrages des électeurs pour continuer ce que j'ai entrepris. Il valait micux le dire à l'avance. C'est videmment le parti qui désigne ses encore faut-il faire acte de candidature. Personnellement, c'est fait.

Les séquelles de la crise

Vous avez également évoqué l'opportunité pour les maires de grandes villes de détenir un mandat national. A quel mandat faisiez-vous allusion? Celui de sénateur ?

- Il me semble, en effet, nécessaire de détenir un mandat national compte tenu des rapports que le maire de Marseille doit avoir avec le pouvoir central. Quel mandat? Je n'ai pas d'opinion. Ce sera fonction ments politiques.

La crise de succession n'at-elle pas laissé de graves séquelles au sein du PS marseil-

- Il y a deux sortes de séquelles : celles, indélébiles, qui entraînent un handicap définitif et celles qui sont Je souhaite gérer cette mutation.

que sur la politique qu'il entend mener au les militants ». Il juge également « nécescours de demi-mandat qu'il lui reste à saire » que le maire de Marseille détienne accomplir et confirme son intention de se représenter en 1989 pour poursuivre sa tâche. Dans cette perspective, il rejette toute responsabilité dans les affrontements persistants entre defferristes et pezetistes mais qui deviennent relatives ou s'essacent avec le temps. J'espère,

voquer un rassemblement des militants pour gagner en 1989. - Apparemment, le fossé subsiste entre defferristes et

vivement, que les séquelles qui pen-

vent subsister dans le PS marseillais

soient du deuxième type. Je

m'emploie, personnellement, à pro-

pezetistes... Ce n'est nas de mon fait. l'ai laissé toutes leurs délégations à ceux qui se sont exprimés contre moi et i ai. avec eux, des rapports de camaraderie. Ce qui se passe ailleurs est autre. Je le déplore mais je n'en suis pas responsable.

- On a l'impression que votre élection n'a été qu'une étape et que la lutte pour le pouvoir se poursuivra, entre socialistes, jusqu'en 1989.

Si c'est une lutte d'hommes ou de clans, ce serait déplorable. S'il s'agit, simplement, d'une confrontation d'idées, il est sain, au contraire que le débat soit ouvert dans le

- Regrettez-vous que Michel Pezet, qui a été votre principal adversaire, ait décliné toutes responsabilités dans la nouvelle

équipe municipale ? - Je n'ai pas d'opinion. Il a pris sa décision, c'est donc qu'il la jugeait bonne. A partir de là je n'ai pas à juger s'il a eu tort ou raison.

- Yous le regrettez? Je le constate.

- Acceptez-vous que l'on parle d'un triumvirat Vigouroux-Cordonnier-Sanmarco à la tête de la munici-

- Il n'y a pas de triumvirat mais une équipe dans laquelle chacun a un rôle plus ou moins important mais également utile. La notion de triumvirat implique l'exclusion des autres élus. C'est faux, MM. Cordonnier et Sanmarco ont des responsabilités éminentes mais il n'y a pas de gouvernement à trois.

- Vous vous ètes réservé la délégation de l'OM. Pourquoi? - Tout le monde sait que je suis depuis longtemps un fervent supporteur de l'Olympique de Marseille. Mais il ne s'agit pas seulement d'une prédilection personnelle. Avec ses nouveaux dirigeants, Bernard Tapie et Michel Hidalgo, le club veut

qui démontrent, moins de deux mois après son installation à la tête de la municipalité, sa volonté de ne pas être le « pape de transition » que les circonstances de son élection laissaient voir en lui. - Vous avez indiqué qu'un bilan serais fait de l'action muni-cipale menée depuis 1983 et que

lement, décidés. Cette réflexion est-elle terminée? - Elle avait été commencée par Gaston Defferre et elle est sur le point de s'achever. Aucun projet ne sera abandonné mais il y aura des infléchissements et des efforts supplémentaires à fournir dans certains

les correctifs seraient, éventuel-

- Quelles priorités vous étesvous fixées pour les trois années à venir?

- Les priorités ne sont pas différentes de celles retenues par la municipalité Desferre. Mais certaines seront accentuées. Les principales sont la revitalisation du centreville ainsi que la réhabilitation et l'animation des grands ensembles périphériques, avec la poursuite des grands travaux.

- Comment expliquez-vous le resard qui a été pris dans la revitalisation du centre-ville?

- Il y a dix ans que la reconqête ntre-ville a été lancée, mais les problèmes sont très complexes et demandent beaucoup de réflexion ainsi qu'une action concertée de la ville avec tous ses partenaires publics et privés.

Les Maghrébins resteront à Marseille »

- Quelles décisions comptezvous prendre au sujet du marché maghrébin et de la surpopulation maghrébine, en général, dans l'hypercentre, sujets auxquels les Marselllais sont très sensibilisés?

Comme dans beaucoup de villes le centre ancien de Marseille s'est, en effet, paupérisé. Ses habitants d'origine sont partis et ont été remplacés par une population immigrée. Soyons réalistes. Les Maghrébins sont là et ils resteront à Marseille, sauf événements géopolitiques imprévisibles. Le rééquilibrage se fera par l'arrivée de nouvelles couches de population dans le cadre d'opérations d'urbanisation déjà réalisées ou programmées. Sur le plan commercial, ce marché tant décrié rapporte à Marseille. Notre intention n'est pas de le supprimer brutalement, ce qui est impossible et engendrerait des désordres plus grands que ceux qui sont dénoucés aujourd'hui. Notre objectif est de procéder à une délocalisation partielle du commerce de détail machrébin vers des quartiers différents de la ville sans recréer, bien sûr, de nouveaux ghettos. L'hypercentre a déjà changé et va continuer à chan-ger. D'ici deux ans, tous les Marseilais pourront constater, de manière évidente, les transformations qui se seront opérées. Ils reviendront sur leur Canebière, propre et embellie. Ce dossier a été exagérément poli-tisé par la droite, de façon démagogique. Je me refuse, persoanelle-ment, à le traiter d'un point de vue électoraliste.

- Les effectifs de la police municipale vont être prochainement renforces. Cette mesure s'inscrit-elle dans la politique de lutte contre l'insécurité de la municipalité?

in di 😝

 $\sum_{i=1}^{n} (a_i x_i^{-1} + \sum_{i=1}^{n} (a_i x_i^{-1} +$

The State of

and product and a

فيرجها المحادات

50 - 674 1384

-

y

3 Table 16

-

- Effectivement. Les effectifs de la police nationale, d'après ce qui m'a été indiqué, ne seront pas augmentés. Nous n'avons plus, non plus, de renforts permanents de CRS qui avaient été obtenus par M. Defferre. En contrepartie nous sommes obligés d'étoffer la police municipale. Mais la lutte contre l'insécurité passe, aussi, par des actions en Javeur-des jeunes. Il y eu, jusqu'ici, cinq mille TUC à Marseille. J'ai créé une nouvelle délégation des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, pour que toutes ces actions soient coordonnées.

- La désindustrialisation de Marseille appauvrit la ville et hypothèque, donc, ses possibi-lités d'investissement. Comment comptez-vous remédier à ce phé-

- La ville ne maîtrise que partiellement cette situation qui dépend d'autres acteurs. Il nous faut, d'abord, essayer de conserver les industries existantes, en particulier la réparation navale, et ensuite attirer des entreprises dans le domaine des technologies nouvelles. Je fonde beaucoup d'espoir sur le futur pôle technologique de Château-Gombert. Nous alions également lancer des actions de promotion économique pour faire connaître les possibilités de la ville et lutter contre sa mauvaise image qui peut faire peur à certains investisseurs,

- En quoi estimerez-vous avoir reussi dans votre tache en 1989 >

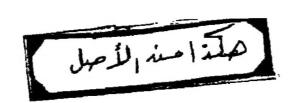
 Je serai satisfait si l'équipe municipale retire une fierté de ce qui a été fait et si nous avont été capables de présenter un projet valable pour l'avenir.

> Propos recueillis par **GUY PORTE.**

entreprises per an en 1986, une banvoie de privatisation ». Si M. Mitterque et Saint-Gobain. Sur toutes les rand refusait de signer l'ordonnance autres planent beaucoup d'hypothèques. D'une part, changer les examinée samedi par le Conseil d'Etat, cala obligerait le gouverne-ment à revenir devant la Parlement un à deux ans, et, d'autre part, beaucoup de chefs d'entreprise vont être avec un projet de loi ordinaire. « Vous connaissez la durée [d'un tel profondeur qui pourraient modifier processus] », a ajouté M. Méhaigneles structures de capital. >

soulignant que tous les pays européens sont « engagés dans la même

حكة اصنه الأصل



Société

accepte la convocation extraordinaire du M

Real of

emps pour réussir. al candidat en 1989. Robert Vigourous

Print state and part of from series to side to past week. Ber mille Grande (MI et gur the restances, making presume STATE OF STREET

to finde which feel appropriate our STATE OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND Briter de a belleter Sante Seine for on a financial dated introducer

States promise two services

Can principle for some game for the send the & distance of

JUSTICE

Selon M. Aurillac

6 millions ont été retirés en liquide des fonds de Carrefour du développement

Invité du « Club de la presse de RFI » (Radio-France internationale) pour une émission diffusée dimanche soir, 13 juillet, le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, a déclaré qu'il ne disposait d'aucun élément permettant d'éta-blir que des fonds publics dont disposait l'association Carrefour du développement aient pu servir à des opérations des services secrets en Afrique. - On a parlé de mercenaires, d'armes, de missions pour le Tchad. Je n'ai rien qui permette de confirmer un propos pareil », a indi-

Interrogé sur la possibilité que ces fonds aient pu être utilisés à des fins politiques, le ministe a répondu : • 11 y a au moins une certitude dans le dossier, c'est qu'environ 6 millions de francs ont été retirés en liquide. » Selon le ministre, il a été établi que cet argent a été retiré « par des par-ticuliers, dont M. Chalier ». M. Aurillac ignore, en revanche, s'il provenait du compte joint que possédait son prédécesseur, M. Christian Nucci, avec son chef de cabinet.

Amené à préciser les propos qu'il avait tenus dans son interview au Monde (nos éditions du 2 juillet). sclon lesquels le conseiller de M. Mitterrand pour les affaires afri-caines, M. Guy Penne, devait avoir été mis au courant de l'organisation du sommet de Bujumbura. M. Aurillac a indiqué : - Dans le dossier, il y a une pièce qui a été remise au juge et qui donne le détail des opérations de Bujumbura; c'est un rapport confidentiel, je ne sais pas si le détail est exact et ce n'est pas à moi de l'établir, mais c'est vrai qu'il y a eu un compte-rendu d'utilisation d'une cinquantaine de millions de francs. »

Interrogé enfin sur l'attitude de M. François Mitterrand dans l'affaire, M. Aurillac a affirmé : Je lui ai rendu compte tout au long de mes investigations et j'ai eu de lui l'indication très claire qu'il voulait que la justice passe. »

M. Guy Penne réfute les allégations de M. Yves Chalier

Interrogé samedi 12 juillet par France-Inter sur les accusations portées par M. Yves Chalier dans la lettre qu'il a adressée à M. Michel-Aurillac, ministre de la coopération (le Monde du 12 juillet), M. Guy Penne, conseiller de M. François Mitterrand pour les affaires africaines, a affirmé qu'il n'avait pas été mis au courant de l'achat du château d'Ortie pour l'association la Promotion française, présidée par l'ancien trésorier de Carrefour du dévelongement . Je réfute avec fermeté les allégations faites par M. Yves Chalier ., a-t-il déclaré.

M. Chalier affirme notamment. dans sa lettre que M. Penne était au courant de l'acquisition du château indiquant qu'il y avait eu « deux petits déjeuners à l'Elysée » à ce sujet. M. Penne a répondu sur ce point : « Au sujet de ce petit déjeu-.), je vouarais dire qui M. Challer (...) avait envisagé d'acheter un château dont il ne nous avait pas parlé. Mais il y a de nombreuses associations qui ont des châteaux ou des organismes d'Etat, ou para-étatiques, qui récupèrent des châteaux, pour faire un certain nombre d'activités à caractère social. Et M. Chalier voulait donc

organiser une formation pour les

Comme je connaissais d'autres personnes appartenant à d'autres organismes, qui eux-mêmes voulaient participer à des formations de jeunes Africains, mon rôle a consisté cette fois - comme dans bien d'autres cas d'ailleurs - à mettre en contact ces différentes personnalités. En effet, j'ai organisé un petit déjeuner avec M. Chalier et d'autres personnalités qui pourraient être entendues pour témoigner de l'exactitude de ce que je

Rien à voir avec l'achat du château ? lui a-t-on demandé. . Absolument rien », a répondu M. Penne.

Sur les fonds qui auraient servi à organiser des week-ends pour les Paris, à Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), commune dont il est le maire, et à Beaurepaire (Isère), sief de M. Christian Nucci, M. Penne a déclaré : « Les fonds n'ont pas du tout été versés par Carrefour du développement, mais il s'agissait d'une subvention donnée par le ministère de la coopération.

L'inhumation de Marcel Basdevant

Un message de M. Mitterrand

Six cents personnes environ, parmi lesquelles le ministre chargé de la fonction publique et du plan, M. Hervé de Charette, et une importante délégation de la police parisienne, ont rendu hommage, samedi 12 juillet, à Planchez (Nièvre) où il a été inhumé, à Marcel Basdevant, le commissaire tué le 9 juillet lors de l'attentat contre le siège parisien de la brigade de répression du bandi-

Cette cérémonie, au cours de laquelle un message de M. François Mitterrand a été lu par le maire du village, succédait aux obsèques officielles, samedi matin, à la préfec-ture de police de Paris. Dans ce message, le président de la République rappelle, en cette triste circons-tance, la nécesssité d'unir tout le pays dans la lutte contre le terro-

 Un avocat de Limoges est ścroué. - Mº Jean Mandon-Joly, ancien bâtonnier du barreau de Limoges, a été écroué jeudi 10 juillet à la maison d'arrêt de Limoges. Il avait été inculpé, voici plus d'un an, d'abus de confiance (le Monde du 14 mars 1985), mais il était en liberté sous contrôle judiciaire. Quel-ques jours plus tôt, le 2 mars 1985, il avait démissionné du barreau, alors que le conseil de l'ordre et le CARPA (caisse des règlements pécuniaires des avocats chargée de gérer les au nom de leurs clients) avaient décidé de saisir les autorités judiciaires. Un trou de quatre millions de francs venait d'être découvert dans la comptabilité du cabinet. - (Cor-

M^{me} Michèle Giannotti directrice de l'éducation surveillée

M™ Michèle Giannotti, premier président de la cour d'appel d'Angers, a été nommée directrice de l'éducation surveillée par le conseil des ministres du vendredi 11 juillet. Elle remplace M. François-Victor Colcombet. ommé le 5 juillet président de chambre à la cour d'appel de Paris. M. Colcombet ne faisait pas mystère de son désir de quitter l'éducation surveillée, en raison du cours nouveau pris, depuis le 16 mars, par la politique pénale.

M™ Giannotti est adhére l'Union syndicale des magistrats (modérée).

[M= Giannotti est née le 21 juin 1930, à Paris. Elle a fait toute sa car-rière à Paris ou dans la région parisienne avant d'être détachée, en 1978, au ministère de la justice, comme sous-directeur des services judiciaires chargé des personnels. Mª Giannotti avait été nommée premier président de la cour d'Angers en décembre 1984.]

POINT DE VUE

Le texte sur l'enseignement supérieur

par Roger-Gérard Schwartzenberg

ancien secrétaire d'Etat chargé des universités député du Val-de-Marne

OICI donc le gouvernement saisi par la fièvre législative. Pour faire adopter une nouvelle loi sur l'enseignement supé-rieur. Un texte préparé à la hête et sans concertation avec la comm nauté universitaire. A la faveur de l'été. Certes, ce projet paie son tribut à la plate-forme RPR-UDF. Mais, à part cela, à quoi peut-il servir ? En inutile, quand elle reprend des dispositions déjà en vigueur, au pis inop-portune, quand elle pose des règles dysfonctionnelles.

Pour donner satisfaction, au moins symbolique, à ses doctrinaires, le gouvernement affirme sa volonté d'abroger la loi du 26 janvier 1984. Pourtant, sur divers points, le nouveau texte reproduit l'ancien et reprend des mesures mises en œuvre ans son cadre de 1984 à 1986. Quitte, parfois, à les présenter comme originales, pour créer le sen-

Ainsi, nous avions favorisé l'exercice par chaque université de son initiative, l'affirmation de sa personnalité. D'où, notamment, la combinaison des diplômes nationaux habilités par le ministère et offrant une garantie essentielle — et des diplômes d'université — créés par les établissements et exprimant leur diversité. D'ailleurs, les formations les plus probantes pouvaient recevoir un label officiel, comme les magistères, ces diplômes d'université accrédités par l'Etat mais conçus par les établissements eux-mêmes, qui sités les plus « performantes » dans certaines disciplines. Il serait donc paradoxal de présenter comme une innovation cette coexistence des diplômes nationaux et des diplômes spécifiques, qui est déjà la règle aujourd'hui.

De même, nous avions développé l'ouverture sur le monde économi que. En permettant aux universités de constituer des groupements d'intérêt public avec divers partenaires, publics ou privés (décret du 13 juin 1985). En les autorisant à prendre des participations et à créer des filiales pour produire et commercialiser les résultats de leurs recherches (décret du 4 décembre 1985). En favorisant les contrats de recher-che (627 millions de francs dès 1984) et de formation continue (538 millions) avec le secteur public ou privé.

les ressources propres des univer-sités. Selon des modalités qui sem-

on incendiaire et de tentative

d'assassinat et de non-dénonciation

de crime » par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Paris. M™ Als-

saoui avait spontanément reconnu

avoir déposé en mars 1984, sur la

demande de Maamar, dans une

cabine d'essavage du magasin

Marks and Spencer à Paris, une

bombe qui n'avait pas explosé. Au

dernier moment, elle avait, en effet,

retiré la pile de mise à feu de

à la prison de Fleury-Mérogis depuis le 12 mai. Le juge a décidé de sa mise en liberté, en tenant probable-

ment compte de la coopération avec

M™ Souad Aĭssaoui était détenue

Cette politique d'ouverture à accru

Une loi pour rien

blent largement reprises par le nouveau projet de loi.

Là aussi, cette reprise d'innovations de la période précédente atteste que celle-ci apportait des solutions adaptées. Mieux vaudrait le reconnaître. Plutôt que de se livrer à ce jeu de l'abrogation-reproduction consistant à reproduire certaines dispositions antérieures tout en affichant une abrogation totale pour complaire à la fraction intégriste de la majorité.

Dissussion

Inutile sur divers points - quand elle reconstruit à l'identique, - cette nouvelle loi sera souvent inopportune dans d'autres cas - là où elle innove

Ainsi, là où nous avions choisi l'orientation des étudiants - avec, pour résultat, une baisse sensible du taux d'abandon et d'échec, - le gouvernement préfère la sélection, y compris pour l'accès au premier

Désormais, même și elle paraît rester un droit pour les bacheliers l'entrée dans l'enseignement supéneur peut devenir une opération incertaine et aléatoire. Car, dorenavant, la fixation des conditions d'accès relevera des établissements eux-mêmes. Tel nouveau bachelier pourra donc se heurter à la porte close d'une ou plusieurs universités, pour être finalement contraint de se replier vers une autre université, souvent non choisie, proposée par le rec-

Ne voit-on pas le risque de la création d' « universités-débarras » où l'on remiserait les bacheliers mis au rebut par d'autres universités, au nom de critères d'accès souvent peu probants ou peu fiables ? Ne voit-on pas le risque d'un système dual, avec des universités haut de gamme et des universités bas de gamme, alors qu'il importe de garantir un seuil de qualité pour l'ensemble des formations supérieures ?

De plus, cette sélection peut agir comme une dissuasion. Confrontés à une procédure d'accès complexe et hasardeuse, ou faute de pouvoir s'inscrire dans les universités et les formations de leur choix, beaucoup de nouveaux bacheliers risquent finalement, de renoncer à entreprendre des études supérieures en étant découragés, dissuadés par ces diffi-

Peut-on prendre ce risque, alors que nous avons besoin de former un nombre croissant d'étudiants, comme le font les autres pays indusrialisés, pour lutter avec eux à armes

Par ailleurs, la mise en chantier de cette nouvelle loi va ouvrir une pénode d'instabilité et de désordre institutionnel pour les université.

Alors que les trois quarts des uni-versités (56 sur 74) sont dotées de nouveaux statuts, le gouvernement actuel les oblige à les abandonner et les contraint à en rédiger d'autres. Alors que les deux tiers des universités ont organisé des élections mettant en place leurs nouveaux s. ceux-ci devront s'effacer devant de nouvelles instances

Un sonelette

L'objectif est-il vraiment l'autono mie des universités ? Ou ne serait-il pas, plutôt, leur prise de contrôle ? Comme si l'on voyait dans l'Université un enjeu de pouvoir plus encore qu'un lieu d'enseignement. Avec ce texte « squelette » qui dit tout sur les structures de pouvoir et si peu sur les finalités de l'enseignement supérieur.

Pourtant, les universités ont mieux à faire. Elles aspirent à travailler en paix. Sans être contraintes de s'interroger à l'infini sur le détail de leurs propres structures. Car elles le savent bien : au-delà des débats théologiques sur les statuts, ce qui importe encore plus que la structure, c'est le contenu de l'enseignement C'est sa qualité, son adaptation aux nécessités modernes, sa capacité i préparer l'avenir des étudiants.

C'est là-dessus qu'il faut rassen bler la communauté universitaire. Au lieu de la diviser par ce texte hâtif qui risque d'être une loi de désorganisa tion de l'enseignement supérieur. De grâce, laissez les universités travail-

Les lauréats des « prêts d'honneur aux jeunes » de la Fondation de France

monde, a récemment remis leurs diplômes aux vingt lauréats des prêts d'honneur aux jeunes » de la Fondation de France. Cette fondation des prêts d'hon-

neur, créée en 1975 par un couple généreux, attribue chaque année une bourse de 25 000 francs à des ieunes de dix-huit à trente ans afin de les aider à poursuivre sur le plan sonnel des travaux, études, leur per-mettant de réaliser un projet créatif Voici la liste des lauréats, le nom

de chacun étant suivi de la spécialité dans laquelle il souhaite appliquer sa vocation : Martine Bailly (restauration verres peints); Jean-Claude Baudon imetteur au pointornemaniste); Pierre-Samy Chenard (médecine-génie biomédical); orchestration).

Le docteur Bernard Kouchner, Anne-Sophie Cismaresco (sciences de la vie); Fabrice Clerfeuille (génétique : chiens d'aveugles) : Patricia Dal-Pra (restauration textiles anciens); Francine Darmon (palynologie [pollens fossiles]); Martine Durand-Gasselin (souf-fleuse de verre); Habib El Habr (hydrologie, écologie) : Pierre Gaucher (ferronnerie d'art) : Daniel Kawka (direction orchestre et chœurs); Philippe Léon (acoustique-informatique); Ahmed Masmoudi (biologie moleculaire); Thikim Nguyem (peinture); Véronique Picur (restauration-sculpture sur pierre); Didier Rocher (animation artistique); Charles Simon (génie civil); Pascal Villard (éthologie-écologie); Jean-Gilles Vivier (poterie céramique) : Jean-François Zygel (composition-

Un diplôme européen trilingue à l'université de Provence

AIX-EN-PROVENCE

de notre correspondant régional Au terme de deux ans de négocia-

tions, une convention internationale

prévoyant la mise en place d'un programme d'enseignement et d'un diplôme trilingue en langues étran-gères appliquées (licence et maitrise) communs aux trois institu-tions contractantes vient d'être signée à Aix-en-Provence entre l'université de Provence (Aix-Marseille-I), la Fachhochschule de Cologne et le Faling College of Higher Educa-tion de Londres. Ce projet pilote, qui entrera en vigueur dès la rentrée de l'année scolaire 1986-1987, a reçu l'appui des autorités universi-taires françaises (direction de la coopération et des relations internationales) et de la Commission des communautés européennes (Office de la coopération en éducation), qui l'ont subventionné. Il devrait déboucher, à terme, sur la délivrance d'un diplôme européen et s'étendre à d'autres pays. Les trois institutions signataires

de la convention étaient liées, à l'origine, par des accords bilatéraux d'échanges d'étudiants. C'est à l'initiative de deux enseignants, MM. Jean-Claude Crapoulet et Yves Carbonnel, directeurs respectivement des départements d'anglais et d'allemand de la faculté des let-tres d'Aix-en-Provence, que des

négociations ont été engagées pour transformer ces accords en une convention trilatérale. Encourage par le président de l'université de Provence, M. Yves Pouzard, leur projet a abouti à la mise en place d'un programme d'études paralièle de quatre ans, s'adressant aux étuants bacheliers, dans chacun des établissements concernés. Ce programme comprend, essen-

tiellement, l'enseignement de deux langues étrangères, des cours de civilisation et une application dans les domaines de l'économie, de la gestion et du droit. Chaque établissement assurera, pour les étudiants étrangers, des cours spécifiques dans la langue du pays d'accueil. Les étudiants, dont le nombre a été limité, dans un premier temps, à vingt-cinq par promotion et par pays, passeront la première et la dernière année dans leur établissement d'origine et les deux autres dans chacun des pays d'accueil. Sous réserve de l'approbation des

autorités de tutelle, tout étudiant avant achevé avec succès son cursus recevra les diplômes délivrés par un jury international et propres aux institutions partenaires (les sujets d'examen étant harmonisés). Les responsables des trois établissements se sont par ailleurs engages à obtenir la reconnaissance d'un diplôme européen commun.

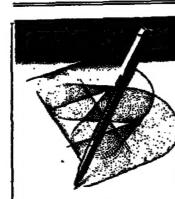
GUY PORTE.

Condamnation à mort d'une mineure de seize ans

Anx Etats-Unis

Crown Point (Indiana) (AFP). - Une jeune fille, âgée de seize ans, Paula Cooper, est devenue, vendredi 11 juillet, la première mineure à être condamnée à mort aux Etats-Unis, un juge d'un tribunal de Crown Point (Indiana) ayant proponcé cette sentence à son encontre pour le meurtre atroce d'une veuve de soixante-dix-huit ans.

Paula Cooper avait plaidé coupable en avril dernier pour l'assassinat, en 1985, de M= Ruth Pelke qu'elle avait poignardée à plus de trente reprises avec un conteau de cuisine. Trois autres mineures étaient inculpées de complicité. Pour gagner sa confiance, les quatre jennes filles avaient prétendu s'intéresser à l'instruction religieuse que M^{me} Pelke dispensait. Après le meurtre, elles lui avaient dérobé dix dollars et sa



Plus fin que moi, tu meurs UNIBALL-MICRO Feutre à bille 0,2 m/m existe en encre fluorescente

FAITS DIVERS

L'enquête sur le hold-up de Saint-Nazaire

Trois arrestations

Trois personnes out été arrêtées et inculpées de recel de sommes d'argent de provenance inexpliquée (7,4 millions de francs), après avoir été interpellées vendredi 11 juillet en France et en Belgique. Ces arres-tations ont été opérées dans le cours de l'enquête sur le hold-up du 3 juillet à la succursale de la Banque de France à Saint-Nazaire (88 millions de butin) revendiqué, depuis, par un groupe « des braqueurs funam-bules » (le Monde du 10 juillet).

Rien ne permet, pour l'instant, d'établir que les sommes d'argent déconvertes dans des cossres en Belgique proviennent de ce hold-up. Les trois personnes arrêtées sont Jean-Michel Zabronski, Idir Hamdi, tous deux incarcérés à Paris, et un certain Boudier, arrêté en Belgique. N'ayant pu expliquer la provenance de cet argent, les trois hommes ont été inculpés de recel.

Pour identifier l'origine des billets retrouvés en Belgique, les policiers enquêtant sur le hold-up de Saint-Nazaire ne perdent, cependant, pas de vue un autre hold-up qui a eu lieu en mars dernier dans la même région à la succursale de la Banque de France de Niort.

 Attentats en Corse. — Deux charges ont fait exploion dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 juillet en Haute-Corse. L'une a détruit la voiture de M. Olivier Martin, architecte à Bastia ; l'autra a causé d'importants dégâts à un appartement occupé à Calvi par Mª Josette

L'appartement de M. Martin avait déjè été visé par deux attentats revandiqués par l'ex-FLNC.

A Paris

La compagne d'un terroriste tunisien est mise en liberté M= Souad Alssaoui, une des par l'effet d'une substance explosive

compagnes du terroriste tunisien Habib Maamar avec qui elle avait été arrêtée à Nancy le 9 mai, vient d'être mise en liberté.

M≈ Aïssaoui avait rendue possible, par ses déclarations, l'arrestation de son ami qui a reconnu être l'auteur des attentats à la bombe commis le 18 décembre 1983 à Londres contre Marks and Spencer, le 21 août 1984 contre le siège parisien de la banque israélienne Leumi, et à nouveau contre Marks and Spencer le 23 février 1985 à Paris (un mort, quinze blessés).

La jeune semme avait été inculpée de « tentative de destruction ou détérioration volontaire d'objets immobiliers appartenant à autrui la justice de cette « repentie ».

Poor Boy! Il n'v a plus de mystère Boy alors que son groupe, dont le hit

George en Grande-Bretagne : introuvable depuis une se la pop star du groupe Culture Club, vingt-cinq ans, a été arrêté, le samedi 12 juillet au sud de Londres, pour « détention et usaga d'héroine ».

La police avait perquisitionné à son domicile et inculpé, pour le nême motif, cinq des proches de Boy George, dont son frère Kevin et son ami le chanteur travesti Marvlin, de son vrai nom Peter

C'est un autre frère de George O'Dowd, David, qui a révélé à la presse que le chanteur était « ravagé par l'héroine » et ses jours en danger. Il se livrait à la drogue depuis quelques années,

Do you really want to hurt me avait fait le tour du monde en 1982, connaissait un relatif

Selon le directeur de sa maison de diques, Richard Branson, de la firme Virgin Records, Boy George suivait depuis plusieurs jours une cure de désintaxication et il avait été convenu avec la brigade britannique des stupéfiants de ne pas l'interroger avant la fin de sa cure.

La police qui a, semble-t-il, voulu précipiter l'enquête, a déclaré qu'elle s'était assurée, avant son arrestation, que Boy George était physiquement en mesure d'être interrogé.

Lundi 14 juillet : relâche. Cours, cioîtres et théâtre se taisent. Restent les spectacles off qui n'ont pas à tenir compte des lois syndicales et ne peuvent pas se permettre de laisser passer un seul jour de recettes. Restent les bals, et le feu d'artifice, si le mistral s'apaise.

En fait, c'est après ce jour de repos et de fête nationale que le Festival prend sa vitesse de croisière. Avant, on inaugure à tout vent et à toute vitesse : trois créations en trois jours. Plus

Les arts et les électeurs

le démarrage du programme africain. Plus trois vernissages express : 18 h 30, la vidéo à la Chartreuse; 19 heures, les peintres soviétiques à la maison Jean-Vilar; 19 h 30, les peintres et le théâtre au Palais des papes. Plus les arts africains à la chapelle des Célestins, les expositions Leiris et Novarina – et les bennes munici-pales, qui portent au flanc une affiche du musée Calvet: Avignon, ville des arts. L'organisation du programme vise à l'efficacité. En dépit des délais d'impression, les hebdos ont la possibilité de couvrir les principaux spectacles. Quant aux spectateurs, ils ont le loisir de planifier leurs vacances. Les touristes vraiment pressés

parcourent la vieille ville et les hauts lieux du Festival en petit train électrique. Avignon-Disneyland.

Notre ministre de la culture et de la communication a lui aussi fait une visite éclair. Il est venu, a vu, n'a rien dit, est reparti. Les directeurs d'établissements artistiques et culturels n'ont pas pensé à lui remettre leur cahier de doléances. Ou s'ils y ont pensé, n'ont pas eu le temps de se réunir pour décider ce qu'il comporterait, qui le lui remettrait, où et comment... Et les numeurs alarmistes courent, s'enflent à la vitesse du mistral, jusqu'au point où l'excès d'angoisse engendre un optimiste irréaliste.

La discussion politique n'a jamais été absente. Traditionnellement, PS et PC organisent des débats. Jack Ralite est déjà là (de toute a façon, il aime le théâtre), on attend Michel Rocard et Jean-Claude Gaudin. Avignon : ville test. Les hommes politiques trouvent dans le Festival l'occasion d'un bain de foule anonyme et instructif : ils pourront constater que le festivalier-électeur est capable de s'enflammer pour les musiques inconnues de la Guinée, du Mali, du Maroc, comme les féeries de la Tempête - représentation supplémentaire le 18 juillet à 19 h 30. De son côté, Théâtre ouvert ajoute à son programme un texte inattendu de Bernard-Marie Koltès, le 19 à 17 h 30.

Le show must go on. COLETTE GODARD.



MINISTRE COTÉ JARDIN De gauche à droite (sans jeu de mots) : Alain Crombecque, le maire d'Avignon, Jean-Pierre Roux et François Léotard, ministre de tous ceux qui, du plus riche au plus pauvre, du plus célèbre au plus débutant, du plus talentueux au plus ringard, sont à Avignon, plus ceux qui n'y sont pas mais pourraient y être. Ils sont des milliers de « travailleurs du spectacle » dans le secteur privé (mais oui...) comme dans le secteur public qui attendent du ministre des subsides! Alain Crombecque détourne les yeux. Jean-Pierre Roux est songeur, François Léotard soucieux. Savait-il que son domaine était à ce point peuplé? La scène se passait au bureau du festival, dans le jardin du festival, où le ministre était

« Don Carlos », de Schiller

Coup de foudre

Il y a dans cette pièce tout ce qui fait la beauté irremplaçable du théâtre. Qu'importe les coupures maladroites de Michelle Marquais, le metteur en scène. Cette soirée sera sans doute le grand moment du festival. Un coup de foudre! L'expression

est vieille comme le monde, fait l'est aussi ! Un coup de foudre, le choc d'une présence inconnue l'émotion violente d'une découverte! Il est provoqué d'habitude, le coup de foudre, par quelqu'un, une per-sonne vivante. Mais il peut l'être aussi par un tableau, par une page d'un livre, par un film. Et par une pièce de théâtre. Et c'est dans ces moments-là, merveilleux, que l'imagination créatrice d'autrui nous paraît exister vraiment, compter vraiment dans nos vies.

L'une des joies du Festival d'Avignon est de nous donner, lui aussi. parfois, un coup de foudre. L'année dernière, en juillet 1985, ce fut Emilia Galotti de Lessing, mise en scène par Jacques Lassalle. Cette année, c'est Don Carlos, d'un autre géant de la scène allemande, Schiller.

Des centaines de spectateurs que nous sommes ici, luttant presque d'arrache-pied contre le mistral et le soleil d'Avignon, combien avaient lu ou vu Don Carlos? A vrai dire personne, sauf quelques fous du métier. C'est l'un des sommets de l'art du théâtre. Schiller l'a écrit, l'a corrigé et l'a repris de 1784 (il avait alors vingt-cinq ans) à 1796. C'est-à-dire à cheval sur la Révolution française. Œuvre si hardie, si neuve, qu'elle fut critiquée, y compris par l'auteur, qui n'avait pas confiance en lui.

Il y a dans cette pièce tout ce qui fait la beauté irremplaçable du théatre. Il y a des figures d'êtres vivants inoubliables. Un homme sensible, pénétrant, généreux, inquiet, Don Carlos, un homme vrai et entier



homme si l'on veut comme les autres et pas du tout comme les autres, le « héros » rêvé. Une femme, la reine d'Espagne, fille du roi de France, qui est le répondant juste, en femme, de ce qu'est Don Carlos en homme, mais qui est un peu plus attachante même, on voudrait presque dire parce qu'elle est une femme, parce qu'elle a donné la vie à un enfant, parce qu'elle irradie une lumière, une âme, un calme, un courage. Un chef d'Etat, le roi Philippe II, dirigeant politique d'une part, conduit aux décisions utiles, es ou sinistres, souvent ig dans ce temps-là, un tueur à la dimension planétaire, et qui, dans ses solitudes, dans son for intérieur, ressent sous ses pieds le gouffre.

Et, ce même Philippe II, un père, qui ne sait pas échapper à ce mur aveugle, impénétrable, si douloureux, qui sépare un père de son fils (Don Carlos). Et il y a aussi un acteur de l'histoire, un militant révolutionnaire, dressé contre les génocides de l'Inquisition, contre les génocides des armes espagnoles en Flandres, contre l'abjection des ninistres, contre la lacheté générale, il s'appelle Posa dans la pièce, et le portrait qu'en fait Schiller est tout à fait fascinant, car cet homme, d'une sincérité entière, qui ne rêve qu'au



Bernard Fresson et Marthe Keller

ibeur du peuple, à une sorte de prise du pouvoir par le peuple (Schiller s'inspire ici de plusieurs pages de Montesquieu), cet homme agit seul, prend sur lui seul toutes les initiatives, en vrai dirigeant absolu, presque en tyran, y compris les ini-tiatives les plus aberrantes, qui vont le conduire à l'échec. Il y a aussi

deux « animaux politiques » purs, sortes de monstres à prévoir, à trafiquer en dessous, une princesse d'Eboli et un duc d'Albe, qui for-ment à eux deux, un cabinet fan-

Don Carlos est une œuvre sublime, dans laquelle la passion amoureuse et la passion politique s'embrassent avec une vigueur folle. Tous ces êtres décrits nous sont proches. Schiller leur fait dire des choses terribles, tantôt simplement . humaines », tantôt bouleversantes dans leur inhumanité, dans leur

Et voilà, le Festival d'Avignon nous révèle cette œuvre, grâce au choix d'un metteur en scène, M= Michelle Marquais. C'est ici que les choses se compliquent.

> La poésie de l'inconscient

Un metteur en scène, c'est, en premier lieu, quelqu'un qui « monte un coup », en fait qui choisit une œuvre à jouer, et les acteurs qui vont l'interpréter. Et là, Mª Michelle Marquais s'annonce parfait metteur en scène. Car elle nous donne le • coup de foudre » du Don Carlos, de Schiller, et elle réunit pour le jouer plusieurs grands acteurs.

Elle choisit, pour jouer Don Carlos, Gérard Desarthe, imme comédien qui, dans ce rôle, apporte sa touche si mystérieuse des choses, sa poésie de l'inconscient, sa dimension nocturne, sa conscience se, hésitante, qui inquiète, cherche est comme un rayon d'âme qui fouillerait délicatement les zones igno-rées de l'action. Comédien en même temps modeste, qui s'efface sans cesse devant les signes de sa mission. Elle choisit, pour jouer le ministre duc d'Albe, Jean-Pierre Jorris, l'un des géants de nos scènes, qui fut du nier Festival d'Avignon, avec Vilar, et qui est là, d'une jeunesse éternelle, avec ses attaques imparables de bête nerveuse, sauvage, sa science infinie des surprises de la voix, sa maîtrise des sources secrètes qui s'expriment par à-coups, et cet art, inimitable, d'une espèce d'enfance, fraîche, très belle, qui transfigure une sagesse.

Elle a choisi, pour jouer le roi Phi-lippe, l'une des énigmes de nos théâtres, Bernard Fresson, qui tient de l'homme des bois et du philosophe doux, qui suscite des sens forts, des émotions fortes, par le biais d'une violence seutrée, presque silen-cieuse, presque immobile, c'est sai-sissant. Elle a choisi, pour jouer le révolutionnaire Posa, le jeune Jeanà tombeau ouvert. Enfin, c'est Hubert Gignoux qui interprète l'inquisiteur et, choix charmant, mais plus imprévu, c'est Marthe Keller qui joue la reine : sa présence a beaucoup d'allure, les traits de son visage diffusent une beauté ; en vérité, elle transmet sans fausse note le propos entier du texte, et néanmoins il y a là on ne sait quoi qui comme s'il fal qu'une femme, parce qu'elle est mme, «marque» moins l'action que les bonshommes qui l'entourent. C'est grâce à ces acteurs rares. à leur imagination créatrice, c'est grâce à ce choix de M™ Marquais que le public a en la révélation bou-

Michel Dupuis, qui est formidable ici de générosité convaincue, qui

exprime à la fois l'intellignece

entière des mécanismes du pouvoir

et la tragédie d'une volonté qui court

leversante du Don Carlos de Schiller. C'est grâce aussi aux paroles es, translucides, très vives, de la très belle traduction française de Georges Borgeaud, un écrivain dont nous ne parlons jamais et qui est l'auteur de belles choses.

Et puis, et puis, les mérites de M= Marquais déclinent là. Pourquoi a-t-elle remanié la composition de ce chef-d'œuvre? Pourquoi a-telle pris sur elle de supprimer plusieurs protagonistes, dont en tout cas un fondamental, la princesse d'Eboli, dont la disparition emporte avec elle des articulations essentielles du drame? Pourquoi a-t-elle découpé parfois en rondelles, et intercalé des scènes parfaites à l'origine, suivant par là certains ties du mauvais cinéma? Pourquoi surtout a-t-elle dirigé pas trop mal certaines scènes (le roi et son fils, le roi et le révolutionnaire) et s'est-elle montrée absolument incapable de maîtriser le jeu de certaines autres, au point que les actes IV et V deviennent une catastrophe? Les acteurs nagent dans le vide, l'espace et le temps déraillent, nous n'entendons, ne voyons plus rien qu'un triste

Mais, si curieux que cela parais il faut dire : peu importe! Oui, à tout prendre, peu importe, puisque les moments réussis de cette soirée seront peut-être les plus grands de ce festival, les plus beaux. L'émotion immense, unique, du vrai grand théâtre est là, dans cette pièce, dans

MICHEL COURNOT. ★ Cloître des Carmes, 22 heures. Jusqu'au 17 juillet.

Le Monde DES **PHILATÉLISTES** Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique. NOTRE DAME DE RONCHAMP • NOUVELLES VARIÉTÉS!

Chez votre marchand de lournaux

FIGURE

Marthe Keller

De Brecht à Hollywood

Marthe Keller, née en Suisse, star à Hollywood, comédienne choyée en Europe et particulièrement en France, joue pour Michelle Marquais Don Carlos, de Schiller au cloître des Carmes

Goethe et Shakespeare sont les bons génies de son apprentissage. Le Berliner Ensemble lui décerne son permis de séjour dans le théâtre contemporain. La télévision puis le cinéma s'offrent à elle sur les plateaux de tournage. Holly-wood, enfin la hausse au rang de

jusqu'au 17 juillet.

Marthe Keller n'a pourtant, pour le public français, que aspect d'une grande fille toute simple et terriblement sympathique. Ce qu'elle est, mais qui ne la résume pas. - Avec mon physique, confic-t-elle sans amertume, les gens me considère une fois pour toute saine, équilibrée et pensent que je passe mon temps à boire du lait.

Tout a commencé, presque banalement, par la danse. «Sa discipline est le meilleur des apprentissages pour une actrice, dit Marthe Keller. Plus tard, J'ai engagée au Schiller Theater de Berlin-Ouest, ce qui m'a permis de faire un stage de l'autre côté du mur, au Berliner Ensemble [créé par Bertold Brecht], sous la direction d'Helen Weigel en 1967. - Plus tard encore, Philippe de Broca l'engage pour un premier silm en France, le Diable par la queue, début d'une carrière qui la conduira à la porte des majors companies américaines.

Le metteur en scène John Schlesinger m'a vue au théâtre de la Gaieté Montparnasse à Paris où je jouais avec Jean Rochefort dans la Mort de Joe Egg. Il m'a appelé quelques semaine après chez moi, à Vervier, pour me demander de venir à Hollywood. J'ai bien sur cru à la blague d'une copine. Enfin, on m'a fait tourner là-bas des bouts d'essai. Je parlais alors aussi mal l'anglais que le français. Ça les a fait rire. Je suis rentrée en Suisse sans illusion. Une semaine plus tard, les studios m'appelaient pour me dire que j'avais mon rôle dans Marathon

Marthe Keller signe alors un contrat pour trois films avec la Paramount. Elle tournera auss pour la Fox, Warner et MGM avec des partenaires aussi presti-gieux que Dustin Hoffman, Marlon Brando, Al Pacino ou Laurence Olivier. Après Marathon Man, elle enchaîne avec Black Sunday, Bobby Deersteld et Fedora. « Ce fut une période for midable. Pour Marathon Man, nous avons répété, comme au théatre, pendant quatre

nous prenions le même train. En France, on se retrouve certaines fois un matin, sur un plateau, dans le lit d'une personne que l'on ne connaît pas. Ce qui compte ici, c'est d'être bon dans un film, alors que, là-bas, il faut ètre dans un bon film.

Bien qu'il lui en reste un à tourner avec la Paramount. Marthe Keller a préféré, après cette expérience, revenir sur les scènes de théâtre en Europe. C'est ainsi que, depuis quatre ans, il est l'hôte du Festival de Salzbourg. où elle joue, aux côtés de Klaus Maria Brandauer Jedermann, d'Hugo von Hoffmannsthal. • Le théâtre n'est pas une roue de secours mais une nécessité. J'ai moins besoin de faire un film que de jouer sur une scène. Je suis par ailleurs épuisée de la vie de nomade du cinéma, des avions, des hôtels. »

On la retrouve donc à Avignon dans Don Carlos, de Schiller, sous la direction de Michelle Marquais. - Je suis ravie qu'elle m'ait appelée pour cette pièce qui est, pour nous, un classique enseigné à l'école. Le rôle d'isabelle, semme d'intelligence et d'instinct, a trois mille couleurs dont les deux plus importantes

sont l'amour et la politique. • Laissons l'amour dans le jardin secret de la comédienne et par-lons de politique. - Si la politique politicienne me déprime trop - en France, en ce momens, mais aussi en Autriche, par exemple.

avec l'affaire Waldheim, - je m'intéresse à la politique tout court.

 Je m'occupe aujourd'hui, auprès du Haut Commissariat aux réfugiés, du problème des Cambodgiens. Je suis déjà allée là-bas plusieurs fois, Jy retour-nerai au mois d'août. J'y ai tourné un documentaire diffusé. sur Antenne 2 pour les fêtes de Noël mais, après des interventions politiques, scandaleusement coupé.

» Mais j'ai l'Impression de ne pas faire tout ce que je devrais. Il est difficile de concilier notre métier avec un engagement. J'ai fait aussi un film • underground . avec Helde Pilz sur la situation au Salvador. »

Après la reprise de Don Carlos au Théâtre de la Ville cet automne, on pourra retrouver Marthe Keller en juin, à la basili-que de Saint-Denis, où elle sera la Jeanne d'Arc d'Arthur Honegger, en compagnie du Boston Symphony Orchestra, sous la direction de Seiji Osawa. Ce rôle, qu'elle a tenu l'an passé au Car-negie Hall de New-York, lui a valu le prix de la meilleure actrice décerné par le New-York Times. D'ici là, elle aura commencé ou achevé le tournage de trois films, au Salvador, en Italie et en France, et joué dans trois pièces de théâtre. Son plan de travail est bouclé jusqu'au début de 1988.

OLIVIER SCHMITT.

حكة اسنه المأصل

Culture

100,000

Culture

VARIÉTÉS

Francofolies à La Rochelle

Renaud chante une chanson pour Coluche

Aux deuxièmes Francofolies festival qui, pour sa deuxième ture, venu avec un saxophone, une de La Rochelle, l'Afrique noire francophone était au rendez-vous, avec Bernard Lavilliers,

Alain Souchon, Véronique Samson, Charlélie Couture et Renaud qui avait écrit une nouvelle chanson dédiée à son ami Coluche.

La deuxième édition des Francofolies s'est terminée par un bouquet de feu d'artifice sur le vieux port illuminé de La Rochelle. Le maître de cérémonie de cette dernière nuit était Bernard Lavilliers. La musique était noire. Elle était jouée par les Antillais de Malovoi, Mory Kante et sa cora, Manu Dibango et son saxophone, Xalam et ses percussions. Entrecoupée des contes et légendes de Lavilliers, la fête était haute en couleur et marquait la réussite d'un année, tournait ses regards vers l'Afrique noire francophone.

Ouverte cinq jours auparavant par Touré Kunda, les Francosolies ont été une réussite exemplaire, rassemblant des artistes aussi différents qu'Alain Lamontagne, Claude Nou-garo, Karim Kacel, Alain Souchon et Véronique Samson, Philippe Léo-tard dans un récital de chansons, et le studio des variétés. Indochine et sa boîte à rythme out cohabité avec Gold, le groupe toulousain qui multiplie les tubes depuis un an : anciens rois du «baloche» pendant près de dix-huit ans dans le Sud-Onest, portant des noms bien fran-cais comme Lucien, Etienneon Emile, les musiciens de Gold sont un peu empruntés leur succès est si récent! - et ils ont encore avec eux un chanteur à la voix large et étendue, qui n'est pas sans rappeler celle

Le festival a été aussi marqué par un retour, celui de Charlélie Couguitare, une batterie, quelques mini sketches, des moments de piano blues, et un nouvel état d'esprit, plus ouvert à l'écoute des autres. Enfin, il y avait Renand, qui est aujourd'hui avec Jean-Jacques Goldman celui qui «cartone» systématiquement en tournée, rassemblant à chaque fois entre dix mille et quinze mille per-sonnes. Renaud avait une soirée qui lui était entièrement consacrée. La « chetron » sauvage revenait du Canada, où il avait donné une série de concerts. Dans l'avion du retour, il avait écrit Putain de camion, une

J'espère que là-haut il y a beaucoup I moins de salauds T'étais un clown mais pas un pantin

chanson pour Coluche avec qui il

avait entretenn une longue amitié :

Putain de camion Putain de destin Tiens, çà craint...

CLAUDE FLÉOUTER.

Communication

M. Péricard à la tête de la mission câble

Le pari des programmes

rapporteur chasse l'autre. M. Bernard Schreiner, rapporteur de la loi sur la communication audiovisuelle de juillet 1982, cède sa place à M. Michel Péricard, futur rappor-teur du projet de loi de M. François Léotard. Et c'est un député RPR des Yvelines qui succède à... un député PS des Yvelines!

On peut y voir un simple hasard de l'alternance ou y lire un signe de continuité. En confiant le développement du câble à un parlementaire spécialiste des problèmes de communication, le gouvernement de M. Chirac veut-il montrer qu'il attache au secteur la même importance que celle que lui ont accordée les socia-listes? Question importante au moment où le plan câble doit fran-chir le virage libéral et où la mission TV câble arrive au bout de son premier mandat.

Depuis sa nomination en jan-vier 1983. M. Schreiner n'a pas cessé de mettre de l'huile dans les rouages du plan câble. Tâche d'autant plus nécessaire que la décision du conseil des ministres de novembre 1982 reprenait un pari qui se souciait fort peu des réalités du marché audiovisuel. Face au trop puissant monopole de la direction générale des télécommunications (DGT), M. Schreiner s'est donc fait, avec succès, l'avocat des collectivités locales et de leurs partenaires sinanciers. Aujourd'hui, dix-huit réseaux ont déjà constitué leur société d'exploitation et vingt-huit villes ont signé un protocole d'accord avec les P et T.

Mais M. Schreiner a du s'employer aussi à ce que les réseaux ne restent pas des autoroutes vides. Alors que 50 milliards de francs étaient destinés à financer les infrastructures techniques, la mission TV câble ne disposait que de 40 millions de francs pour amorcer la pompe des programmes. Les débuts furent difficiles, et l'on peut sans doute reprocher à M. Schreiner d'avoir défendu trop longtemps une conception locale et un peu « socioculturelle - de la programmation des réseaux avant de s'apercevoir que ce marché aux dimensions européennes nécessitait de grands opérateurs proencore gagné. Il faut démêler un délicat imbroglio juridico-financier avant que les principales télévisions européennes puissent être reçues sur les réseaux français. Quant aux chaînes thématiques françaises, elles sont encore balbutiantes faute d'un marché national capable de les amortir. Reste aussi à developper tous les services rendus possibles par la technologie des fibres optiques : information interactive, télévision à la carte, paiement à la consomma-

M. Michel Péricard, lui-même président d'un syndicat intercommunal pour le câblage autour de Saint-Germain-en-Laye, connaît bien ces problèmes. Il a six mois juqu'à la fin de la mission TV câble début 1987, pour tenter de les débloquer. Il devra ensuite déterminer s'il convient de prolonger l'existence de la mission dans un nouveau paysage audiovisuel, où la DGT va perdre son monopole et le plan clible ses priorités technologiques.

J.-F. L.

the distance of the second sec

.. : : : :

LARDIN Commence in the same of the same of

Principal poly only library to the same of the same of

manage de la seguida de la companya de la companya

many modern per effect of a comment of the comment

the plants to me mitter, or fat to

process the see things.

The P Gar PA A Sem Manager

na die billio inversant, tan biger 14

minima diffrant out our primer de ...

and in their rat first amount mort !!

I mit. Geim aber. Einer riger :

Transfer and edition

THE WAY DOWN

Roder auffeiner weicht feines in wie mit

Table the selection of the day.

with the bank I make the said of

Secretary day was 40 fee \$4 feet; "

Spring fin i billio dans

THE & THE SHAP 130

Special and associate with white car in 211

response forcette prompte but

the make the arrangement of the s

MUSIQUE

La semaine du mélomane

Rude samaine pour le mélo-mane, contraint par les lois im-muables de l'espace et du temps à n'être jamais où il faudrait pour saisir l'événement fugitif. Quel que soit son désir de célébrer dignement l'année Liszt, il devra choisir entre un abonnement au festival de Vallore qui réserve une place de choix dans ses programmes de musique de chambre (les 16, 19, 20 et 25 juillet) à des œuvres rares jouées par des artistes choisis (tél. : 73-80-10-74) et des week-ends au fes-tival de Saint-Rémy-de-Provence où il pourra entendre une bonne partie de l'œuvre pour orgue chaque fin de semaine à la cathé-drale Seint-Martin, A Paris, le festival estival, qui propose de deux pianos (le 15 juillet) à l'Auditorium des Halles a, en outre, cital Liszt à la faculté de droit d'Assas (le 17 juillet) et Louis Robillard à inaugurer le cycle d'orgue à Saint-Germaindes-Prés où Liszt occupe une place de choix (tél. : 43-29-68-68). Enfin, le festival d'art chrétien de Digna-les-Bains ne faillirs pes à sa vocation en pré-sentant l'admirable Via Crucis(tel.: 92-31-65-81).

Les amateurs d'œuvres reres concerts du Quator de Lille au festival de Saint-Céré qui a glissé entre Haydn et Brahms, un quator de Guy Ropartz (les 15, 16 et 17 juillet, tél. : 65-38-29-08), le recital d'Aldo Ciccolini à l'abbaye de Fontfroide, près de Narbonne, consacré à Déodat de Séverac (le 17, tél. : 68-45-11-08), le Misere, de ETA Hoffmann à Fréjus (le 18, tél. : 94-51-10-30), le curieux trio de jeunesse de Debussy et calui, plus consistant, d'Albéric Magnard à Montpellier (le 20, tél. : 67-52-81-11) et l'hommage à Jean Barraqué à la Fondation Maeght (le 18, tél. : 93-32-81-63).

Au ballet de l'Opéra de Paris

Manuel Legris nouveau danseur étoile

Rudolf Noureev a annoncé, vendredi 11 juillet, sur la scène du Metropolitan Opera de New-York, la nomination d'un nouveau danseur ls nomination d'un nouveau danseur étoile. Manuel Legris, vingt et un ans, devient ainsi le plus jeune «étoile» de la compagnie. Entré à seize ans su ballet de l'Opéra de Paris, il est passé directement de la classe de sujet au rang d'étoile. Il venait de danser un pas de deux avec Sylvie Guillem et saluait le public quand le directeur de la danse, Rudolf Noureev, a fait part de cette promotion. Il semblait entériper ainsi la déclaration faite, il y a riper ainsi la déclaration faite, il y a peu de temps, par Maurice Béjard sur la scène du palais Garnier, qui avait promu danseur étoile de son propre chef Manuel Legris et Eric Vu An. Cette a nomination > faite en dehors de toutes les règles avait provoqué une longue polémique entre les deux monstres sacrés. Rudolf Nourcev semble aujourd hui accepter le choix de Maurice Béjard. Mais la promotion d'Eric Vu An n'est toujours pas assurée.

JAZZ

Nîmes, Antibes, Pays basque

Le plein son des festivals

Troisième semaine de juillet, lourde semaine. D'est en ouest, les sestivals déjà entamés battent son plein. Les autres se mettent en batterie. Et, pour compliquer le tout, l'occasion faisant le larron, toute sorte de petites soirées bâties à la hâte autour de musiciens saisis au vol entre deux avions se parent allé-grement du nom de festival. Names entre dans la danse : au

Nimes entre dans la danse: au menu, Carla Bley, Jimmy Giuffre, André Jaume, Lee Konitz, Hank Jones, Miles Davis, John Mayall, George Benson, Michel Portal, Herbie Hancock, avec, en prime, les arènes romaines et, parfois, le vent (Du 15 au 22.)

Diffusé en direct par Antenne 2
(à la baguette : Jean-Christophe
Averty), Autibes prend le relais
avec des initiatives (croisements,
rencontres) destinées à frapper les imaginations: Celia Cruz et Tito nte: Martial Solal et John Sco field entourés par l'ONJ; Ivry Gitlis en soliste devant The Klezmorin; Ray Barretto de nouveau associé à Bernard Lavilliers; le trio des Standards (Keith, Gary et Jack) accueillant un invité de marque. John McLaughlin. Du jamais vu, et

tout finira par des chansons (Hige-lin, Paolo Conte) et des violons (Didier Lockwood). Non télévisé pour raisons de contrat exclusif, Al Jarreau en personne (Antibes-Juan-les-Pins, du 17 au 27).

Coup d'envoi des festivals au Pavs

basque. Côté nord, l'invasion s'étend à Saint-Jean-de-Luz jusqu'au 30 septembre (Hank Jones, Lavelle, Tete Montoliu, Lee Konitz, Art Farmer); côté sud, Vitoria-Gasteiz s'offre un programme de luxe, riva-lité ouverte et titre en jeu avec les voisins de Saint-Séhastien-Donostia (du 23 au 29) : à Vitoria, Tania Maria, Joe Zawinul, Pat Metheny, Milt Jackson, Carmen McRae, Keith Jarrett (du 15 au 19). On s'est assez moqué de l'absence pru-dente de Silvester Stallone et autres au Festival de Cannes... Les festivals de jazz au Pays basque inspi-rent parfojs des réflexes du même ordre. Curieuse évaluation du pays. Outre la beauté naturelle des lieux, il n'est pas de spectacle plus fort que celui de milliers de jeunes découvrant paisiblement le jazz comme on découvre l'amour.

FRANCIS MARMANDE.

TV6 au secours des clips français

La chaîne musicale signe un accord avec les éditeurs de disques

«Top 50»? Stéphanie, Jeanne Mas, Indochine et autres Niagara. La part de la chanson française dans le marché du disque en France est estimée à 50 %, contre 40 % au début des années 80. Pourtant, seul un dixième des vidéo-clips disponibles en France concerne des titres francophones, qui disparaissent au milieu de la production anglo-

La pénurie hexagonale a ses raisons : les maisons de disques déga-gent de gros budgets pour produire les clips des artistes internationaux, qui assurent la promotion des enregistrements sur toutes les chaînes du monde. Jusqu'à présent, les clips des chanteurs français n'étaient diffusés qu'occasionnellement sur nos trois chaînes publiques. Les retombées ne compensaient pas souvent l'investis-

Canal Plus a bien élargi les garanties de diffusion, en particulier avec son «Top 50», mais c'est l'arrivée de TV6 qui a réellement dynamisé le secteur. La chaîne musicale représente pour les éditeurs phonographiques un support rentable, capable de matraquer > un clip et de prendre

Le peloton de tête des part ainsi à la promotion des nouveautés. Quarante clips français ont été réalisés pendant les six premiers mois de l'année 1986, contre sculement trente dans toute l'année précédente. TV 6 a coproduit une quinzaine de ces quarante clips et vient de signer des accords de ce type avec l'ensemble des maisons de disques. Elle s'est engagée à participer, de septembre 1986 à septembre 1987, à la mise en images de cent titres, sous forme de préachats. La chaîne privée finance un quart à un sixième de la production, selon la notoriété de l'artiste, et offre surtout une garantie de 40 à 100 passages sur son antenne. . Notre intérêt immédiat, explique Patrice Blanc-Francard, directeur des programmes à TV6, c'est de programmer les clips en exclusivité par rapport aux outres chaines ».

Un ballon d'oxygène

Ces commandes représentent un ballon d'oxygène pour de nom-breuses petites sociétés de production indépendantes, à qui les mai-sons de disques et TV6 confieront l'exécution des clips.

Ainsi, les deux derniers clips de Niagara, Chiquiboum et l'Amor à la plage, ont été réalisés par la société Première Heure, dans le cadre de son département vidéo baptisé Baroodeur. Ses tarifs peuvent être très compétitifs: le clip de Christian Barham, Comme ça. a couté 70 000 francs, alors que le budget moyen d'un clip français tourne autour de 300 000 francs. Une différence de coût qui fait bien l'affaire de TV6. . Dans l'état de pénurie actuel de la production française, explique Patrice Blanc-Francard, il vaut mieux financer des grandes sèries à petits budgets que des réalisations prestigieuses. » Si la chaîne estime en effet qu'elle a un rôle à jouer dans la production de vidéomusiques en France, ele y trouve également son intérêt : le cahier des charges de TV6 impose la diffusion, à terme, de 50 % de programmes francophones. Si le stock de clips disponibles demeure aussi réduit, ses téléspectateurs se lasseront bien vite de « la plus jeune des télés ».

CATHERINE YOUINOU.

L'audience des radios

Le service public se maintient

RTL accroît son avance

Médiamétrie vient de publier les résultats de l'enquête sur l'audience des radios aux mois d'avril, mai et juin 1986. Réalisée par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 5 500 personnes renouvelé tous les mois, l'enquête confirme que la radio se porte bien : la durée moyenne d'écoute de ce média augmente régulièrement, passant de 187 minutes par auditeur en avril à 193 minutes en juin.

Radio France se maintient à une audience de 20,6 % pour avril et mai, puis 20,9 % en juin (dont 16,7 %, 16,6 % et 16,8 % pour France Inter). Avec cette moyenne de 16,7 % sur le trimestre, France Inter confirme la progression qu'elle avait amorcé durant les trois mois précédents en passant de 13,3 % à 17,2 %.

L'écart entre RTL et Europe 1 s'est creusé durant cette période : RTL a évolué de 22,1 % à 21,6 %, puis 23,1 % : Europe 1 de 18,8 % à 17,6 %, puis 18,4 %. De son côté, RMC enregistre une hausse sur les trois derniers mois: 7,6 %, 7,7 % et

Enfin, les radios locales privées, qui avaient grimpé jusqu'à 22,8 % en mars, sont passées à 23,9 % en avril et en mai, avant de redescendre 22,9 % en juin. La part du réseau NRJ s'élève à elle seule à 6,2 %, 6,3 % pais 6,4 %.

Selon certaines informations, un sondage IFOP-Sofres réalisé en juin dernier dans quinze grandes agglomérations, et qui doit être rendu public le 23 juillet, confirmerait la place importante qu'a prise NRJ dans le monde de la radio. Dans beaucoup de villes, elle arriverait en deuxième ou troisième position dans le peloton des stations les plus écou-

demonstr. & grant log level at

Water Call Propositions de A. Come Sains de God de Ar-THE RESERVE AND A SECOND

A ...



COUP DE FIL-COUP DE FILET.



- 1

The State of the Land of the L

The Property of the Party of th

-

and the street of the street o

W. A. In Course Transport

1、红度的意思

a a sa bijanjang

The State of the s

Contract As Alle

-

فيهو وسينب غرشره جدب

Spectacles

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés!

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 14 juillet

LES PLAISIRS DE LA CHAIR (Jap.), v.o.: 14-Juillet Parmasse, 6' (43-26-58-00).

POLICE ACADEMY III (A.), v.o. :

POLICE ACADEMY III (A.), v.o.: Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); George V. 8* (45-42-41-46); Marignan, 8* (43-59-92-82); v.f.; Rex, 2* (42-36-83-93); Français, 9* (47-70-33-88); Bastille, 11* (43-07-54-40); Nation, 12* (43-43-43-46-74); Mistral, (4* (45-39-52-431; Montparnasse Pathé, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Wépler, 18* (45-22-46-01).

POURVU QUE CE SOIT UNE FILLE (Fr.-IL.), UGC Biarritz, 8 (45-52-

QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Stu-

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉ-MENT (A), v.o. : Epèc de Bois, 5º (43-

RÉGIME SANS PAIN (Fr.) : Latina, 4

ROSE BONBON (A.). George V. 8 (45-

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A.). v.o. : Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52).

RUNAWAY TRAIN (A.), v.o.: Élysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Parnassiens, 14 (43-35-21-21); v.f.: Gaité Roche-chouart, 9 (48-78-81-77).

LE SACRIFICE (Franco-suèdois): v.o.: Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-48-18); Pagode. 7* (47-05-12-15); Ambassade, 8* (43-59-19-08).

SALVADOR (A.). v.o.: Le Triomphe, &

(45-62-45-76). SHOKING ASIA II (All.) (*), v.f.: Paris

dio 43, 9 (47-70-63-40).

théâtre

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-50), 14 h 30 : Don Qui-BEAUBOURG (42-77-12-33), Vidéo-masiques : 16 h : Alda, de Verdi ; 19 h : le Lac des cygnes, de Tchaïkovski.

Les autres salles

CENTRE CULTUREL DU XVIIe (45.43.32.92), 20 h 30 : Poquelin et l'autre. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). 21 h : Poil de carotte

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 21 h : Vicilles Canailles. FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30: Les mystères du confessionnal; 22 h : Les chaussures de Madame Gilles. HUCHETTE [43-26-38-99], 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : les Mystères de Paris.

LUCERNAIRE (45-44-57-34). Petite salle, 19 h : Pardon m'sieur Prévert. THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Passé composé : 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'Age d'or (dern.).

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : l'Orchestre ; 21 h 45 : En manches de chemise ; 23 h : Drôle de larme. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L 20 h 15: Areuh = MC2: 21 h 30: l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15: les Sacrés Monstres; 21 h 30: Sauvez les bébés

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), L 20 h 15 : Tiens, voilà deux bondins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes : 22 h 30 : Orties de secours. — IL 21 h 30 : le Chro-mosome chatouilleux : 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. — IIL 20 h 15 : Pierre Salvadori. PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 b : Les

oies som vaches: 22 h 15 : Nous, on POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent : 21 h 30 h : Nos désirs font désordre : 22 h 30 : Pièces détachées.

Music-hall

LUCERNAIRE (45-44-57-34), à 20 h : C. Vence chante B. Vian; à 22 h ; C. Caussimon. POTINIÈRE (42-61-44-16), 21 h : les Aventuriers de la gauche perdue. TOURTOUR (48-87-82-48), 22 h 30 :

Opérettes,

comédies musicales

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua (Musique des XVI et XVIII siè-cles). Salle Gaveau, 20 h 30 : E. Mouzalas

Jazz, pop. rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-37-71) : Max Gal-CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Clarinet Conne MONTANA (45-48-93-08), 20 h 30 D. R. Utreger, R. Gallezzzi. MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h :

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : Sal Nistico, H. Sellin, A. Cullaz, SUNSET (42-61-46-60), 23 h : E. Lock-wood, J.-M. Jafet, A. Romano.

XVIII FESTIVAL DE L'ORANGERIE

cinéma

Les films marqués (°) sont interdits aux les films marqués (°) sont interdits aux les places Gaité (h. sp. 1, 14 (43-27-95-94). L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

BEAUBOURG (42-78-35-57) **LUNDI 14 JUILLET**

17 h. Anno uno, de R. Rossellini (v.o.); 19 h 30. Avignon 86; The french-american film workshop: Sherman's March, de R. Mc Elwee (v.o.).

Tous les jours à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma yougoslave (programmation détaillée au 42-78-37-29).

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.): Lucernaire, 6* (45-44-57-34). Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

AFTER HOURS (A., v.a.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30): UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94): UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40): 14-Juillet Basulle, 11 (43-57-90-81): 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). V.I.: UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40): UGC Gobelins, 13 (43-36-30-40).

ACLE DE EFR. (A. v.o.): Marionan, 86

18 (45-26-30-40).

AIGLE DE FER (A., v.o.): Marignan, 8t (43-59-92-82). – V.f.: Rex, 2t (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9t (47-42-56-31); Montparmasse Pathé, 14t (43-20-12-66).

L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) (*) : Saint-Germain Village, 3º (46-33-63-20); Elysées Luncoln, 8º (43-59-36-14); Studio 43, 9º (47-70-63-40); Paruassiens, 14º (43-35-21-21).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg (h. L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.) : Grand Pavois, 15' (45-54-46-851. LES ANGES SONT PLIÉS EN DIEUX LES ANGES SONT PLIES EN DIEUX (Afr. du Sud, v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26): Quintette, 5• (46-33-79-38); Marignan, 8• (43-59-92-82). — V.f.: Impérial, 2• (47-42-72-52); Mazéville, 9• (47-70-72-56); Nation, 12• (43-43-04-67); Fauvette, 19• (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15• (45-79-33-00); Maillot, 17• (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tuni-

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6* (46-33-10-82). - V.f. : Opera Night, 2* (42-96-62-56). 62-301.

BIACK MIC-MAC (Fr.): Richelieu, 24 (42-33-56-70): Saint-Michel, 54 (43-26-79-17); George-V, 35 (45-62-41-46); Français, 94 (47-70-33-88); Galaxie, 134 (43-80-18-03); Montparnos, 144 (43-27-42-37)

BRAZIL (Brit., v.o.); Epće-de-Bois, 5-

CAMORRA (It. v.o.) (*): UGC Ermitage, 8* (45-63-16-16). - V.f.: UGC Boulevard, 9* (45-74-95-40). DAKOTA HARRIS (A., v.o.): UGC Normandic, & (45-63-16-16). – V.f.: Rex, 2 (42-36-83-91).

LE DEBUTANT (Fr.) : Gaumont Opera. 2* (47-42-60-33); Marignan, 8* (43-59-92-82); Paranssiens, 14* (43-35-21-21). LE DIABLE AU CORPS (lt., v.o.) ("): E DIABLE AU CORPS (lt., v.o.) (*):
Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): Ciné Beaubourg, 3" (42-71-52-36); Hautefeuille, 6" (46-33-79-38):
14-Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Marignan, 8" (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); Parnassiens, 14" (43-20-30-19): 14-Juillet Beaugenefle, 15" (45-75-79-79), - V.f.: Impérial, 2" (47-42-72-52); Rex. 2" (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Pathé-Clichy, 18" (45-22-46-01).

RENAISSANCE (42-08-18-50), 20 h 45 :

Les chansonniers

En région parisienne

Géode, 19 (42-45-66-00).

LEVALLOIS-PERRET, place de Verdun (43-28-15-48), Tahiti à Levallois (dern.).

DE SCEAUX (47-02-95-91)

17 h 30 : Beni Schmid and Co.

ÉTATS D'AME (Fr.) : UGC Danton, 6

FOOL FOR LOVE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).

FLAGRANT DÉSIR (Fr.): UGC Mont-parnasse, 6r (45-74-94-94): UGC Nor-mandie, 8r (45-63-16-16).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Denfert,

GENESIS (Indo-fr., v.o.) : 14-Juillet Par-

GOLDEN EIGHTIES (Franco-belge): Saunt-André-des-Arts. & (43-26-48-18); Colisée. 8º (43-59-29-46); Parnassiens, 14º (43-35-21-21); Gaumont Conven-tion, 15º (48-28-42-27).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) :

HIGHLANDER (Brit., v.o.): George-V, 8: (45-62-4)-46): Espace Galté, 1-2: [43-27-95-94). — V.f.: Lumière, 9: (42-46-

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.a.):

HITCHER (*1 (A., v.o.): Forum, 1* (42-97-53-74): Hautefeuille, 6* (46-33-79-35): Ambassade, 5* (43-59-19-08); George-V, 8* (45-62-41-46). — V.f.: Richelieu, 2* (42-33-56-70); Français, 9*

(47-70-33-88): Nation, 12° (43-43-04-67): Fauvette, 13° (43-31-56-86); Mistral, 14° (45-39-52-43): Mompar-nasse Pathé, 14° (43-20-12-06): Gau-mont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 15° (45-22-46-01).

I LOVE YOU (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Lucernaire,

6' (45-44-57-34); Elysons Lincoln, 8' (43-59-36-14); Parmassiens, 14' (43-35-

LA MACHINE A DÉCOUDRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6' (43-26-80-25).

MAINE OCEAN (Fr.): Luxembourg, 6

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.

Inompte, 5: (43-62-43-6).

LA NUIT DU RISQUE (Fr.): Marignan,
5: (43-59-92-82). Maxeville. 9: (47-7072-86): Paramount Opera, 9: (47-4256-31); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-

bresilien), v.o.: Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Bretagne, & (42-22-57-97); Hautefeuille, & (46-33-79-38); 14 Juil-

Hauterenne, & (46-33-79-35); (4 Juni-let, Odéon, & (43-25-59-83); UGC Biar-ritz, & (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-51); Escurial Panorama, 13* (47-07-28-04); Kinopanorama, 15* (43-06-50-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79).

OUT OF AFRICA (A.), v.o.: Saint-Germain Huchette, 5 (46-33-63-20); Colisée, 8 (43-59-29-46); v.f.: Gau-

mont Opéra, 2° (47-42-60-33); Miramar, 14° (43-20-89-52).

PRATES (A.), vo.: Gaumont Halles, 19 (42-97-49-70); Gaumont Parnause, 14-(43-35-30-40); v.f. George-V. 8 (45-42-41-46); Galaxie, 13 (45-80-18-03); Parnassiens, 14 (43-35-21-21); Gau-mont Convention, 15 (48-28-42-27).

v.o.) : Cinoches, 6* (46-33-10-82) ; Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).

Denfert, 14* (43-21-41-01).

nasse, 6 (43-26-58-00); 14-Juillet Racine, 6 (43-26-19-68).

(42-25-10-30); Ambassade, 8: (43-59-19-08); Montparnos; 14: (43-27-52-37).

SOLEIL DE NUIT (A.), v.o.: Publicis Matignou, 8: (43-59-19-08); v.f.: Opera Night, 2: (42-96-62-56). LE SOULIER DE SATIN (Francoportugais), v.o. : Republic Cinoma, 116 (48-05-51-33). STOP MAKING SENSE (A.). v.o. :

THE SHOP AROUND THE CORNER (A.), v.o. ; Action Christine, 6 (43-29-11-30).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Capri, 2* (45-08-11-69); Miramar, 14^a (43-20-89-52). 37*2 LE MATIN (Fr.): Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33): Saint-Michel, 5* (43-26-79-17): Bretagne, 6* (42-22-57-97);

Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08). TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): Capri. 2º (45-08-11-69); George V. 8º (45-62-41-46); Montparoos, 14º (43-27-52-37). UNE FEMME POUR MON FILS (Algé-

rien), v.o.: Utopia, 5' (43-26-84-65).
UN HOMME ET UNE FEMME:
20 ANS DÉJA (Fr.): Le Triomphe, 8' (45-62-45-76). YOUNG BLOOD (A.), v.o.: UGC Ermitage, 8* (45-63-16-16); v.f.: Arcades, 2* (42-33-54-58),

Z.O.O. (Bril.), v.o.: Bonaparte, 6' (43-26-12-12). (Fr.): Cinoches, 6' (46-33-10-82).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.): Gaumont Halles, 1º (42-97-49-70); Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Saint-Germain Studio, 5º (46-33-63-20): Hautefeuille, 6º (40-33-79-38): 14Juillet Odeon, 6º (43-25-59-83): Pagode, 7º (47-05-(2-15): Gaumont ChampaElysées, 8º (43-59-04-67): 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81): PLM SaintJacques, 14º (45-89-68-42): 14-Juillet Beaugrencile, 15º (45-75-79-79). – V.f.: Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31): Gaumont Parnasse, 14º (43-33-30-40); Montparnasse Pathé, 14º (43-20-12-06); MayGair, 10º (45-25-27-06). HIGHLANDER (Brit., v.o.): George-V, Les grandes reprises

AILLEURS, L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Champo, 5° (43-54-51-60) : Reflet Balzac, 8° (45-61-10-60). A L'EST D'EDEN (A., v.o.): Action Christine, 6" (43-29-11-30); Mac Mahon, 17" (43-80-24-81).

ANGEL (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6- (43-29-11-30). ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES
(A., v.a.): Action Ecoles, 5 (43-25-

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Latina, 4 BAARA (Malien, v.o.) : Olympic, 14 (45-

42-79-41, BANANAS (A., v.o.): Ciné-Beaubourg, 3-(42-71-52-36): UGC Odéon, 6- (42-25-10-30): UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94): Biarritz, 8- (45-62-20-40), — V.f.: UGC Boulevard, 9- (45-74-93-40).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17: (46-22-44-21).

BARRY LYNDON (A., v.o.): Gaumont Halles, 1º (42-97-49-70); Publicis Saint-Germain, 6º (42-22-72-80); Publicis Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23); 14-Juillet Beaugrenolle, 15º (45-75-79-79).

V.f.: Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Maillot, 17º (47-48-06-06).

Films, 17* (46-22-44-21).

CENDRILLON (A., v.f.): Orient Express, 17* (42-33-42-26); Rex, 28* (42-36-81-93); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Ambassade, 8* (43-59-19-08); Saint-Lazare Pasquier, 8* (43-87-35-43); Français, 9* (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Mistral, 14* (43-39-52-43); Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Napoléon, 17* (42-67-63-42); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

22-46-01). COMMENT ÉPOUSER UN MILLION-NAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contres-carpe, 5 (43-25-78-37).

LE COUTEAU DANS L'EAU (A., v.o.) : Panthéon, 5: (43-54-15-04). LA DAME DE SHANGAI (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1" (45-08-94-14). LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Rialto, 19-(46-07-87-61).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*): Templiers, 3* (42-72-94-56). LE DIABLE AU CORPS (Fr.) : Logos, 5 (43-54-42-34).

DIVORCE A L'ITALIENNE (lt., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86). DON GIOVANNI (Fr.-It.-All, v.o.) : Ven-dome, 2* (47-42-92-52).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**): 14-Juillet Parnasse, 6* (43-26-58-00). — V.f.: Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranciagh, 16' (42-88-64-44). LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.); Action Christine Bis, 6 (43-29-11-30). LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Saint-Ambroise, 11° (47-00-89-16) ; Espace Gaîté, 14° (43-27-95-94).

LA FORET D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.): Uto-

pia, 5 (43-26-84-65).

LA FUREUR DE VIVRE (A., v.o.) :
Action Rive gauche, 5 (43-29-44-40). GILDA (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6 (42-22-87-23).

GOLDFINGER (A. v.f.): Arcades, 2* (42-33-54-58). GREYSTOKE LA LEGENDE DE TAR-

ZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.): Boite à films, 17: (46-22-44-21). LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : Napoléon, 17* (42-67-63-42). IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE

LETAIT UNE POIS EN AMERIQUE (A., v.o.): Gaumont Halles, 1º (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Publicia Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23); Caumont Parnasse, 14º (43-35-30-40). – V.f.: Richelieu, 2º (42-33-56-70): Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.f.) : Le

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.f.): Le Club, 9 (47-70-81-47).

JAMES BOND CONTRE D' NO (Ang., v.o.): Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70): Colisée, 8* (43-59-29-46).

v.f.: Richelieu, 2* (42-33-56-70); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Montparnos, 14* (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94).

JOURNAL INTIME (Hong., v.o.):

JOURNAL INTIME (Hong., v.o.) : Olympic, 14 (45-43-99-41). LADY EVE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5-(43-25-72-07).

LIEN DE PARENTÉ (Fr.) : Espace Gaîté, 14 (43-27-95-94).

MAD MAX II (A., v.o.): Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-26); Quintette, 5* (46-33-79-38); George V, 8* (45-62-41-46). – V.f.: Bastille, 11* (43-62-54-40); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Pathé Clicby, 18* (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX CASH-CASH, film américain de Richard Lester. V.o.: Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Reflet Logos, 5º (43-54-42-34): UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76): UGC Biarritz, 8º (45-62-20-46): 14 Juillet Bastille, 11º (43-75-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79). - V.f.: Gaîté Rochechouart, 9º (48-78-81-77); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Images, 18º (45-22-47-94); Secrétan, 19º (42-41-77-99).
FUTURE COP, film américain de

FUTURE COP, film américain de Charles Band. V.o.: Forum, 1= (42-97-53-74): George V. 8: (45-62-41-46): Parmassiens. 14: (43-35-21-21). V.f.: Lumière, 9: (42-46-49-07): Maxéville. 9: (47-

70-72-86); Bastille, 11 (43-07-54-40). LA LOI DE MURPHY*, film améri-LA LOI DE MURPHY*, film américain de John Lee Thompson, V.O.: Forum, 1* (42-97-53-74); UGC Danton, 6* (42-25-10-30), Marignan, 8* (43-59-92-82); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16), -- V.f.: Grand Rex, 2* (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Galaxie, 13* (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13* (43-36-12-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14* (43-20-12-66); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Wépler, 18* (45-22-46-01); Secrétan, 19* (42-4177-99); Gambetta, 20 (46-36-

PROFESSION: GENIE, film améri-PROFESSION: GENUE, 11m americain de Martha Coolidge, Vo.:
Gaumoni Halles, 1= (42-97-49-70);
Gaumoni Ambassade, 3* (43-59-19-08). — V.f.: Richelieu, 2* (42-33-56-70): Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12* (43-31-56-86); Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40); UGC Convention, 15* (45-74-93-40).

tion, 15 (45-74-93-40).

PRUNELLE BLUES, Film français de Jacques Otmezguine, Rex. 2 (42-36-83-93); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13 (45-30-34); UGC Convention, 15 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (47-27-49-75); Maillot, 17 (47-43-06-06); Images, 18 (45-22-47-94); Secritan, 19 (42-41-77-99).

TOUT VA TROP BIEN, film améri-

TOUT VA TROP BIEN, film américain de Jim Kouf. V.o.: Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Quintette, 5= (46-33-79-38): George V, 8 (45-62-41-46); Parnassiens, 14 (43-35-21-21). – V.f.; Impérial, 2 (47-42-72-52); Maxéville, 9 (47-70-72-86); Fauvette, 13. (43-31-56-86); Pathé Clichy, 18. (45-22-46-01).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Ang. v.o.) : Studio Galando (h. sp.), 5 (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16).

WILLE BOY (A.. v.o.): Forum, 1" (42-97-53-74); Luxembourg, 6" (46-33-97-77): Reflet Balzac, 8" (45-6)-

(0-60); Parnassiens, 14* (43-35-21-21); Saint-Lazare Pasquier, 8* (43-87-35-43).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Den-fert. 14 (43-21-41-01).

L'AGE D'OR DE LA COMÉDIE AMÉ-RICAINE (v.o.), 14 Juillet-Odéon, 64 (43-25-59-83) : La destinée se joue la

nuit.
CINÉMA BRÉSILIEN (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14 (45-43-99-41), 16 h. 20 h : Rio zona norte, II était une fois la Chan-chada : 18 h, 22 h : Quando a carnaval

chada; 18 h, 22 h; Quando a carravar chegar.

CINO FILMS POUR LE PRIX D'UN — VIVE LA REPRISE! (v.o.), Studio Bertrand, 7° (47-83-64-66), 17 h 20: Le Testament du docteur Cordelier; 18 h 55: Le 7° socau; 20 h 30: L'Impératrice rouge; 22 h 30: White Zombie.

GENE TIERNEY (v.o.), Action-Ecoles, 5° (43-25-72-07): Laura.

CINÉMA ÉGYPTIEN (v.o.), Olympic, 14° (45-43-99-41), 17 h, 19 h 30, 22 h: Rivage de l'amour.

LES JAMBES DE CYD CHARISSE

LUBITSCH (v.o.), Champo, 5 (43-54-51-60): Le ciel peut attendre.

RORIMER, Républic-Cinéma, 11º (48-05-51-33), 16 h : La Marquise d'O; 18 h : Les Nuits de la pleine lune.

TARKOVSKI (v.o.), Républic-Cinéma, 11: (48-05-51-33), 17 h : Andrei Ron-blev : Denfert, 14: (43-21-41-01), 21'h 30 : Solaria.

VOIR ET REVOIR BERGMAN (v.o.), Olympic, 14 (45-43-99-41), 16 h, 18 h, 20 h, 22 h : Sourires d'une nuit d'été.

WOODY ALLEN (v.o.), Templiers, 3^e (42-72-94-56), 20 h 30 : Comédie éroti-

Les séances spéciales

que d'une nuit d'été ; 17 h 15 : Broadway

AMADEUS (A., v.o.) ; Boite à films, 17° (46-22-44-21), 17 h 30.

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3 (42-72-94-56), 22 h-20.

BERLIN AFFAIR (All., v.o.) (*) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71), 18 h 10.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1* (45-08-94-14), 19 h 45.

DÉLIVRANCE (A., v.o.) : Templiers 3* (42-72-94-56), 20 h.

(42-72-94-30), 30 h.

L'HISTOIRE OFFICTELLE (Arg., v.o.)

Denfert 14 (43-21-41-01), 17 h 30.

HOMMAGE A G. MELIES (F.) Studio 43, 9 (47-70-63-40), 20 h 30.

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.).: Châtelet-Victoria, 1" (45-08-94-14),

PARIS, TEXAS (A., v.o.), Cinoches Saint-Germain, 64 (46-33-10-82), 21 h 40.

LE PAYS OU RÉVENT LES FOURMIS

VERTES (All., v.o.): Châtelet-Victoria, 1 (45-08-94-14), 16 h.

Boite à films, 17º (46-22-44-21), 22 h 30.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, I* (45-08-94-14), 22 h 15.

THÉORÈME (IL., v.o.) : Républic-Cinéma, 11° (48-05-51-33), 22 h.

LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40), 19 b.

WITNESS (A., v.o.); Rialto, 19 (46-07-87-61), 16 h 35.

FLOYD TH

(v.o.), 3 Luxembourg, 6* (46-33-97-77) : Traquenard.

Les festivals

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2 (45-08-11-69). MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN

(A., v.o.1 : Rislto, 19' (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL
(A., v.o.) : Boîte à films, 17' (46-22-44-21).

MY FAIR LADY (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). NATTY GANN (A., v.L.) : Napoléon, 174

NOSFERATU (All., v.o.) : Templiers (h. sp.), 3^o (42-72-94-56). L'CEIL DU TIGRE: ROCKY III (A., v.o.): Forum Orient-Express, 1° (42-33-42-26); UGC Danton, 6' (42-25-10-30); 42-26); UGC Danton, b (42-25-16-30); UGC Ermitage, 8 (45-65-16-16). – V.I.: Rex. 2 (42-36-83-93); UGC Bou-leward, 9 (45-74-95-40); UGC Gare da Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobe-lins, 13 (43-36-23-44); Miramar, 14 nns, 13 (43-36-23-44); Miramar, 14 (43-20-89-52); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*):
Châtelet Victoria, 1" (45-08-94-14);
Studio Galande (h. sp.), 5* (43-54-72-71).- V.f.: Arcades, 2* (42-33-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15: (45-34-46-85).

PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS
BLANDISH (A., v.o.) (*): Reflet
Médicis, 5: (43-54-42-34); Reflet Balzac, 8: (45-61-10-60); Reflet Lafayette,
9: (48-74-97-27).

PETER PAN (A. v.f.) : Napoléon, 174 PORCHERIE (lt.): Républic Cinéma, 11- (48-05-51-33); Denfert, 14- (43-21-41-01).

PORTES DISPARUS (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2 (45-08-96-45). POURQUOI PAS (Fr.): Utopia, 5 (43-

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Denfert, 14: (43-21-41-01). LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.): Ranciagh, 16 (42-88-64-44). LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) :

SALO OU LES 120 JOURS DE SODOME (IL., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, II* (47-00-89-16). TCHAO PANTIN (Fr.) : Grand Pavois,

Ranelagh, 16t (42-88-64-44).

TERMINATOR (A., v.f.) : Paris Ciné, 10-(47-70-21-71). THAT UNCERTAIN FEELING (A., v.o.): Action Christine, 64 (43-29-11-30).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16 (45-27-77-55). TOOTSIE (A., v.o.): Parnassiens, 14 (43-20-30-19). - V.f.: Français, 9 (47-70-

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Reflet Lafayette, 9: (48-74-97-27). LES TZIGANES MONTENT AU CIEL UN, DEUX, TROIS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5: (43-29-44-40).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43,

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. v.a.) (*): George V, 8* (45-62-41-46); Parnassiens, 14* (43-35-21-21).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 JUILLET

· L'Opéra et son sous-sol », 15 heures, devant entrée (Ch. Merle). «Les salons de l'Hôtel de Ville», 14 h 30, devant entrée sur la place (Paris et son histoire).

 Les catacombes », 14 h 30, 2, place
 Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

 Versailles : le potager du roy »,
 14 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Office du tourisme). · Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges», 15 heures, sortie métro

Saint-Paul (Résurrection du passé).

Hôtels du Marais et place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries). La Sorbonne et l'histoire de l'Université., 15 heures, 46, rue Saint-

Jacques (Cerise Sagave). Hôtels et églises de l'île Saint-Louis ., 14 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (G. Botteau).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « Les guides spirituels de l'humanité ...

PRIX 1986 DE LA RECHERCHE PUBLICITE PRESSE

Sujet à traiter :

La publicité dans la presse écrite en «périodes creuses»*

(causes - remèdes possibles) * «Périodes creuses» : périodes de l'année ou la publicité enregistre un net fléchissement, voire un effacement quasi total.

1º PRIX : 10000 F 2º PRIX : 5000 F

et divers autres prix

voyages d'études, stages, etc. Inscriptions jusqu'au 15 octobre 1986 Remise du «Mémoire» des travaux : 31 décembre 1986 RÉSERVÉ AUX ÉTUDIANTS DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Tél.: (1)47-42-11-14

SUPÉRIEUR DE COMMERCE, GESTION, MARKETING, PRESSE, PUBLICITÉ Renseignements S.N.R.P.P. Syndicat National des Régies de Publicité Presse 40, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

The second second

...

Market A. S. to proper of machine games

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 4268

HORIZONTALEMENT

d'adultes. - X. Attacher un certain prix. - XI. Prit un teint de fleur. Ses amateurs n'hésitent pas à la sif-

VERTICALEMENT

même s'il est couvert de gelée. - 2. Mène une existence de reve mais

connaît une fin de cauchemar. Un

peu de tout. - 3. Note. Abréviation religieuse. Nous en fait voir de

toutes les couleurs. - 4. Fait voir rouge. Signe d'intelligence. - 5. Bon

conducteur. Se trouve donc au plus haut ou au plus bas. Passage dans les bois. — 6. Triche pour paraître grande. — 7. Agréable à voir. Possessif. — 8. Monnaies étrangères.

Piquant phénomène. - 9. Pour cer-

tains, c'est un jeu ; pour d'autres, ce n'est pas une partie de plaisir.

Solution du problème nº 4267

Horizontalement

I. Allocations. SPA. –
II. Nuages. Pac (cap). Ars. –
III. Accrue. Cénacle. – IV. Ti.
Exploratrice. – V. Ode. Tiré. Anis.
– VI. Mémorisation. SS. –
VI. Mémorisation. SS. –

VII. Présent. Usé. - VIII. Ere. UER. Epi. - JX. Ecusson. Orphée. - X. Aches. Noir. - XI. Drelin. Ecopés. - XII. Hume. Os. Mur-

mure. - XIII. Ote. Atomiseur. - XIV. Centralisée. Or. - XV. Sta-

Verticalement

2. Lucide. Recrutes. - 3. Lac.

Empêchement, - 4. Ogre. Or. Uélé.

Aseptisés, Notai. – 7. Liseron.

Solo. - 8. Coran. Nom. Min. -

9. Opérette. Miss. - 10. Nana.

Poreuse. - 11. Scat. Ouir. Creer. -

12. Crans. Promu. - 13. Salin.

Euh! Pur. - 14. Précis. Eger. Oc. -

JOURNAL OFFICIEL

du dimanche 13 juillet 1986 :

UN DÉCRET

DES ARRETES

Sont publiés au Journal officiel

Nº 86-833 du 11 juillet 1986,

portant publication des échanges de

lettres entre le gouvernement de la République française et le gouverne-ment de la Nouvelle-Zélande rela-

tifs au règlement des problèmes nés

de l'incident du Rainbow-Warrior, signé à Paris le 9 juillet 1986.

Du 25 juin 1986 fixant le mon-

tique par les Laboratoires Plantadem pour les grandes marques et vendus trois lors plus cher dans leur condi-

tionnement de luxe. 58, Fg Poisson-nére (107), dans le cour, 13 h à 18 h

sauf samedi. Expeditions province

GUY BROUTY.

15. As. Essore. Serre.

1. Anatomie. Ad hoc. -

- 5. Ceux. Réussi. Art. -

Coupe la lumière.

tions. Ronce.

I. Est parfois plein de douceur,

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de pré-sentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films. sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 14 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

week. The state of the contract of the state of

20 h 35 Cinéma: les Mariés de l'An II.

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1970), avec
J.-P. Belmondo; M. Jobert, L. Antonelli, M. Auclair,
S. Frey, P. Brasseur, J. Guiomas.

En 1793, un Nandais, qui a du s'exiler en Amérique,
revient en son pays pour divorcer, tombe en pleine
guerre des « blancs et des bleus », et recherche sa femme
chez les chouans. Un film historique et semimental
mené sur le rythme effréné de la comédie américaine
classique. Un régal de mise en scène et d'Interprétation. classique. Un régal de mise en scène et d'interprétation,

22 h 10 Documentaire : Africa.
Série de huit émissions. Dialogues de B. Davidson, adapt. française de G. et M. Morance, texte dit par Mario Ruspoli. Première émission : Le berceau noir de l'humanité.
Ouelouse-unes des plus prandes civilisations primitives

Quelques-unes des plus grandes civilisations primitives ngeaient leurs racines au cœur de l'Afrique noire. Journal.

23 h 20 Carnet de bord.

DEUXIÈME CHAINE: A2

20 h 35 Tenue de soirée, théâtre pour rire :

In 35 Tenue de soiree, thestre pour rire :
le Dindon.
De G. Feydeau, mise en soène J. Meyer, avec R. Lamonreux, P. Mondy, H. Tisot, Y. Folliot...
Première d'une série de sept pièces de Boulevard progranumées pour l'été. La comédie de Feydeau, créée le
8 février 1896 au Théâtre du Palais-Royal, raconte les
mésaventures d'un séducteur entreprenant (PontagnacRobert Lamoureux) qui convolte la femme de son meilleur ami (Vatelin-Pierre Mondy). Quiproquos, chasséscroisés: la morale sera sauve... croisés : la morale sera sauve...

22 h 35 Divertissement : Baryshnikov Broadway.
Chorégraphie: Roa Field, scénario F. Ebb, dir. musicale
I. Fraser (rediff.).
Rose d'or du 21st Festival de Montreux, ce film commence par des extraits de Oklahoma, où l'on voit le fameux danseur du Kirov émigré aux Etats-Unis, en

23 h 30 Journal.

PER BOSCHE PAR (Por I beren.)

Marie Marie Contra

A STATE OF THE STA

TOTAL PARTY OF LINES OF

friendschill of the fore or

THE PROPERTY OF THE PARTY OF

Store of the same of the same

Bert Lands, 7 : 50 Man 17.

ton Comanda Amino Con at Fifth (Con and Con and Con

CV PARTELS AND MILE AS A SECOND STATE OF STATE O

MACHINE IN MALLET

A Lagran of man about the and describe

char enter de l'Allies de l'en-térie de despit provide son la fina-aliante estate departer.

the appropriate that Mary process

Mingrate profine de Marcia, val / Singuis e Al Josephi serva est-p Mint Militariquesis de paud

PUBLICITÉ

CONFERENCES

LA RECHERCH

Singer .

La publicité

aperiodes creuses"

divers autres prix

THE STATE OF THE S

Marga -3-18-16-6-

CL SE

la presse ecrite

10000 F

5000 F

PRIX 1986

PARIS EN VISITES

TROISIÈME CHAINE: FR3

20 h 35 Cînéma : Un cave. Film français de Gilles Grangier (1972), avec C. Brasseur, A. Weber, M. Keller, P. Tornade.
Un petit truand prend la succession d'un gangster mort à la suite de son évasion et se révèle plus malin qu'il n'en avait l'air. Une sèrie noire française de bonne confection où Claude Brasseur donne une vérité psychologique à son personnage.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Les grandes betailles du passé.
Série de dix émissions. Poitiers.
Pendant des siècles, ce nom fut le symbole de la victoire de la chrétienté sur l'islam... Pour déortre cette bataille, Henri de Turenne et Daniel Costelle ont fait appel à un passionné qui a consacré sa vie à l'étudier. Il est chirurgien-dentiste à Châtellerault et s'appelle Jean

23 h 25 Prélude à la nuit. Boltro, de M. Ravel, par l'Orchestre des concerts Lamoureux.

23 h 40 Journal des festivals,

20 h 30, Starfighter, film de Nick Castle; 22 h 15, Tauro-machie: corrida espagnole; 23 h 25, Basket américain; 1 h, Sœurs de sang film de Brian de Palma; 2 h 25, Jazz à Juan-LA «5»

20 h 30, Série : Supercopter (et à 0 h 15) ; 21 h 20, Série : Lou Grant (et à 1 h 45) ; 22 h 15, Série : La cinquième dimensioa ; 23 h 10, Musique : Concert live à la Bastille, avec Ghetto Blasters, Chab Mami, David Koven, Red Skins, Karim Kacel, Ray Lema et Gilberto Gil.

20 h, Toric 6 (et à 0 h) ; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Gribiche, de Colette. Avec M. Game, F. Cantrel, C. Juresco.

21 h 30 Latitudes: musiques traditionnelles.

22 h 30 La mit sur un plateau : le théâtre, avec Bernard

Dort.

FRANCE-MUSIQUE

20 à 30 Concert (donné le 30 mars à Berlin) : Symphonie nº 25, Concerto pour violon et orchestre, Symphonie nº 40, de Mozarl, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. N. Harnoncourt, sol. T. Zehetmair,

23 h 5 Œuvres de Comperia, Janacek, Ives, Tchaîkowski,

Mardi 15 juillet

PREMIÈRE CHAINE: TF1

15 h 35 Croque-vacences. Rémi ; Dare-dare motus ; Variétés (Gérard Lenorman) ; L'invité d'Isidore et Clémentine ; Infos-magazine ; Le roi Arthur : Crack-vacances.

17 h 20 Boîte à mots.

17 h 30 Feuilleton : Un grand amour de Balzac

18 h 20 Mini-journal.

18 h 30 Feuilleton : Danse avec moi (rediff.).

19 h 5 La vie des Botes.

19 h 40 Le masque et les plumes. 20 h Journal.

20 h 25 Loto sportif. 20 h 35 Série : Vive la comédie : Edgard et sa

D'Eugène Labiche et Marc Michel, mise en scène de Jean-Luc Moreau, réal. Pierre Goutas. Avec J.-L. Moreau, E. Margoni, C. Morin, V. Rojan, La liaison qu'entretient Edgard avec sa bonne compromet la demande en mariage qu'il doit faire à la jeune Henriette.

Voyage autour de ma marmite.
D'Engène Labiche, mise en scène de Philippe Rondest.
Avec D. Paturel, E. Margoni.
Un dentiste momentanément privé de sa femme tombe amoureux fou de sa belle culsinière.

h 50 Cinéma : Une chambre en ville. Film français de Jacques Demy (1982), avec D. Sanda, D. Darrieux, R. Berry, M. Piccoli.
En 1955, à Nantes, un ouvrier métallurgiste en grève, vit

En 1955, à Nantes, un ouvrier métallurgiste en grève, vit une passion brève avec une bourgeoise mal mariée, fille de sa logeuse. Nouveau film en « parlé-chanté » de Jacques Demy, sur une musique de Michel Colombier. Des situations de mélodrame qui virent à la tragédie, une atmosphère grave, fiévreuse, bouleversante tissée par les relations sociales et amoureuses. Danielle Dar-rieux est formidable, le film très beau mais triste. Le public n'a pas apprécié ce Demy pessimiste. Et pour-tant...

23 h 20 Journal. 23 h 35 Carnet de bord.

DEUXIÈME CHAINE: A2

14 h 20 Documentaire : Un monde différent. L'or, réal. F. Rossif (rediff.).

15 h 15 Sports été. Les cinquante ans de Michel Jazy; Cyclisme: Tour de France; Ski: kilomètre lancé aux Arcs.

18 h 25 Série : Capitol. 18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le journal du Tour.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma: les Seins de glace. Film français de Georges Lanmer (1974), avec M. Darc, C. Brasseur, A. Delon.

M. Durc, C. Brusseur, A. Deans.
Sur la Côte d'Azur, en hiver, un feuilletoniste de télévision tombe amoureux d'une blonde mystérieuse, victime d'on ne sait quoi. Angoisse psychologique, d'après un roman de Richard Matheson. Ce n'est pas la spécialité de Lautner mais on se laisse emporter par le suspense et les acteurs.

22 h 20 Sport : Athlétisme. Grand Prix de Nice.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

17 h 30 Documentaire : La mémoire des pôles.

17 h 45 L'ami Bubu. Portrait souvenir de Raymond Bussières.

18 h 15 Cheval mon ami.

18 h 45 Journal des festivals

19 h Le « 19-20 » de l'information. 19 h 15 Actualités régionales.

19 h 55 Dessin animé : Les entrechats. 20 h 5 Les ieux.

20 h 35 Cinéma : le Géant du Grand Nord.

Film américain de Gordon Douglas (1959), avec C. Walker, E. Byrnes, J. Russei, R. Danton. Un trappeur qui vit en bonne intelligence avec les Sioux refuse de servir d'éclaireur à un détachement de cavalerie américaine parti en guerre contre les Indiens. Beaux paysages, épisodes spectaculaires. Ce n'est pas

suffisant pour qu'on y coure. 22 h 5 Journal. 22 h 30 Cirque Zingaro.

Réalisation Daniel Edinger. Coproduction avec la «Sept », Télélibération et le Centre Georges-Pompidou. Théâtre équestre et musical installé à Nimes. Un cirque pas tout à fait comme les autres. 23 h 25 Prélude à la nuit.

Nigua pour violon et piano, d'Ernest Bloch, pa E Friedman et L Petitgirard.

23 h 35 Journal des festivals (rediff.).

CANAL PLUS

16 h 35, le Retour de Topper, film de Roy del Ruth; 18 h, Série: Dancin'days; 18 h 35, Top 50; 19 h 5, Série: Rawhide; 20 h, Les triplés; 20 h 5, Jeu: Les affaires sont les affaires; 26 h 30, Unoportant, c'est d'aimer, film de Zulawski; 22 h 30, Attention les dégâts, film d'Enzo Barboni Clucher; 0 h 5, Gayana, la secte de l'enfer, film de René Cardona Jr; 1 h 45, Série: Hollywood blues.

LA «5»

18 h 45, Feoilleton: Flamingo Road; 19 h 40, Série: Star Trek; 20 h 30; Série: K 2000 (et à 23 h 15); 21 h 25, Série: Rojak (et à 0 h 10); 22 h 15, Magazine: Jonathan (et à 1 h 5.

TV 6

14 h, Tonic 6 (et à 20 h et 0 h) 17 h, Systeme 6; 19 h, NRJ 6, invités: Doctors and the Medics; 23 h, NRJ 6.

FRANCE-CULTURE

h Le journal du corps : le forum des psychologues.

h Festival de Radio-France et de Montpetlier :
découverte de pouveaux talents de la chanson d'expression française ; à 22 h : les arts du récit (la Ruse des petits); et à 23 h 15 : Magazine radio festival.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 L'air du seir : œuvres de Dvorak, Gershwin, Ives. h 45 Concert (en direct de la cour Jacques-Cœur) :
Sensemaya, de Revueltas; Rhapsody in Blue, de
Gershwin; Concerto pour violoncelle en 5i mineur, de
Dvorak; Symphonie concertante, de Jongen, par
l'Orquesta Sinfonica Nacional de la Juventud Venezolana on-Bolivar, dir. P. M. Durand. Sol. : H. Billaut, piano, J.L. Gil, orgue, G. Hoffman, violoncelle. Jazz : Dondou Goukrand Ouartet.

TRIBUNES ET DÉBATS

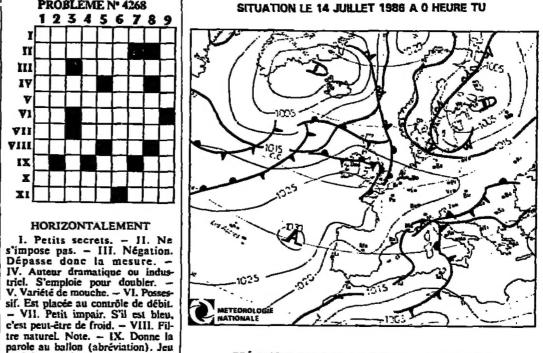
MARDI 15 JUILLET

- M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, est invité à l'émission «Parlons vrai», sur Europe 1, à

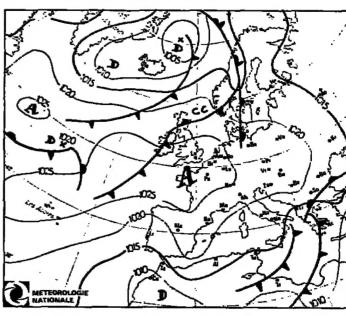
- M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, est «Face au public», sur France-

MÉTÉOROLOGIE

Informations « services »



PRÉVISIONS POUR LE 16 JUILLET A 0 HEURE TU



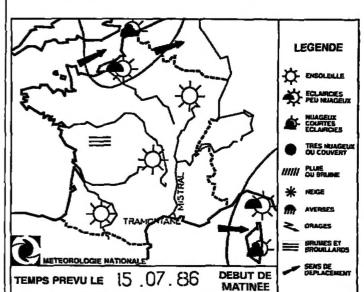
Evolution probable du temps ex France entre le lundi 14 juillet à 6 heure et le mardi 15 juillet à miquit.

Les hautes pressions du proche Océan gagnent vers l'Europe occidentale et rejettent au nord, sur les îles Britanniques les perturbations. La situation ora-geuse de Méditerranée s'atténuera pro-

Mardi, dès le matin, beau temps ensolcillé avec seulement quelques bancs de brume sur la quasi totalité du pays. Seules la haute-normandie et la Picardie auront encore des nuages pas-

sagers. Sur la Corse, les résidus orageux commencent à s'éliminer. Les températures minimales sont entre 10 degrés et 12 degrés sur la moitié nord, entre 13 degrés et 16 degrés sur la moitié sud. Dans l'après-midi, le soleil se généralisera. Seuls des nuages d'évolution diurne parsèmeront le ciel. Les températures seront à la hausse : il fera de nés à 25 deprés sur la moitié » et de 28 degrés à 32 degrés sur la moitié

En Méditerranée, le vent souffiern



Valeurs extrêmes relevées entre le 14-7-1986 à 6 h TU le 14-7-1986 à 6 h TU le 13-7-1986		tant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des		<u></u>			_				_				_
attribution du diplôme de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr pour l'année 1986. AMACCIO	I	gnement privé placés sous contrat d'association.	Valeurs extrêmes relevées entre le 13-7-1986 à 6 h TU et le 14-7-1986 à 6 h TU							le 14-7-1986					
74 francs Aux cellules fraiches, ces ampoules ont un exceptionnel pouvoir nutritionnel et régénérant. Tout aussi avantageuses les ampoules aux biostimulines, à l'A.D.N. et au sérum biologique, comme tous les produits mis au point sous contrôle pharmaceutique par les Laboratoires Plantadem pour les grandes marques et vendus A B C N O P S T * A B C N O P S T * A averse brume couvert mageux orage pluie soleil tempête neigh		attribution du diplôme de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr pour l'année 1986. (Publichté) Ampoules antirides	AMACCIO MARRITZ BORDEAUX BOURGES SREST CAEN CHERBOUR CLERMONT DION GRENORE LILLE LIMONES LYON MARSELLI	G	21 21 27 25 18 20 16 24 22 20 23 29	18 16 10 14 13 13 10 14 11 11 13 13	CSSCCCSSSSSSSS	TOULOUSE POINTE AP. ÉT ALGER AMSTERDAN ATHENES ANAVGEOR BARCELORE BELLIN BRIDGELLES BELLIN COPENHAGI COPENHAGI	7 PANG 7 PANG	16 23 ER 19 11 24 24 18 15 10 9 23 13	CX 005754C555	LUKEMBOUS MADRID MARRAKECI MEXICO MILLAN MONTREAL MOSCOU NAIRORI NEW YORK OSLO PRIMADEM PEKIN RIO DE JANE	RG 1 B 2 B 2 2 2 2 2 2 2 2	7 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19	2228XCPC4222
tique par les Laboratoires Plantaderm pour les grandes marques et vendus averse brume convert mageux orage pluic solcil (empête neigh		74 francs ! Aux cellules fraiches, ces ampoules ont un exceptionnel pouvoir nutritionnel et régénérant. Tout aussi avantageuses les ampoules aux biostimulines, à l'A.D.N. et au sérum biologique, comme tous les produits mis	NANTES NGCE PARISMON PAU PERPIGNAN RÉNOES STÉTUEIONE	TS	23 23 21 21 21 27 21 24 19	14 N 26 C 13 S 16 C 20 S 13 C 13 C	2000000	DELHI DHERBA GENEVE HONGKONG ISTANBUL FERISALEM LISBONGE LONDRES LONDRES	38 24 30 28 27 27 27	31 25 13 26 19 16 21 16	CNSCSSP	SINGAPOUR STOCKHOLM SYDNEY TOKYO TUNIS VARSOVIE VENISE VIENNE	2 1 2 3: 10	8 24 3 12 7 67 21 5 22 6 9 6 16 3 12	CCSCNNCN
		tique par les Laboratoires Plantaderm	averse	_		_	1	~-	_				tempête	1	•

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

● VACANCES : sur les traces de Clovis. - L'Association bourguignonne d'archéologie mérovingienne organise depuis 1977 des fouilles d'été. Elle propose cette année, du 1" au 18 août, à 30 kilomètres au sud de Dijon, la mise à jour d'une importante nécropole mérovingienne située au-dessus d'une vaste villa gallo-romaine. Les participants sont logés dans un vieux moulin du dix-huitième siècle et les débutants sont initiés aux fouilles archéologiques. Seuls frais: 100 F d'inscription et d'assurance. Renseignements : Patrick Chopelain, 13, rue de la Tagnière, 71300 Montceau-les-

• COMMUNICATION : journalisme en Avignon. - L'école inter-nationale de journalisme et des métiers de la communication (ECL)-

COM) auvrira ses portes en octobre en Avignon dans les locaux rénovés du Palais de l'ancien archevêché. nira dans son conseil pédagogique des journalistes et des universitaires. entre autres Jean Lacouture, Miche Tatu, François Nourissier, Bernard Rapp, Jacques Séguéla, Edgar Morin, Maurice Duverger, Paul-Marie de La Gorce, Thierry de Scitivaux, etc. L'école de journalisme d'Avignon entend être à l'avent-poste des nouvelles techniques de communications : c'est ainsi que tous les étudiants seront formés à l'informatique rédactionnelle et pourront se spécialiser dans les relations internatio-

* ECIJCOM, Palais de l'ancien archeveche, rue du Collège-de-la-84000 Avignon. Tél. 90-85-98-33.

SUSPENSE (loterie nationale) TRANCHE N 281 DU SEUL BILLET POUR LA SEMAINE . DU SUSPENSE TOUS LES JOURS RÉSULTATS COMPLETS CETTE LISTE NE TIENT PAS COMPTE DES CUMULS ÉVENTUELS NUMEROS OU TERMINAISONS DATES DU TIRAGE MONTANT DES LOTS 1 000 000 F LUNDI 7 JUILLET 1986 **MARCI & JUILLET 1986** 1 000 000 F MERCREDI 9 JUILLET 1966 1 000 000 F JEUDI 10 JUILLET 1986 244 083 359 1 000 000 F 1 500 VENDREDI 11 JUILLET 1986 SAMEDI 12 JUILLET 1986 134047 6 000 000 F 1 000 000 50 000 DIMANCHE 13 JUILLET 1986

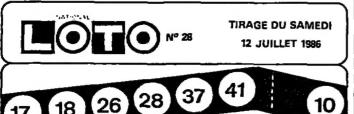


JEU GAGNANT

8 VALENCEINES ASSEVRIE 1 X 2 16 NICE CANNES XN2 Tirage des "7 Numéros de la Chance " du Dimanche 13 Juillet 1986 : 1 2 5 1 13 11 15

BASTIA

NUMERO COMPLEMENTAIRE



PROCHAINS TIRAGES: MERCREDI 16 JUILLET 1986 ET SAMEDI 19 JUILLET 1986 VALIDATION: JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)				
6 BONS Nª	6 1	209 995,00 F				
5 BONS N° + complémentaire 5 BONS N°	18	188 220,00 F				
	1 148	9 275,00 F				
4 BONS N°	73 769	140,00 F				
3 BONS N"	1 437 195	10,00 F				

BONUS DU SAMEDI 107 712

3 BONS NUMEROS+COMPLEMENTAIRE: 10,00 F x 2 = 20,00 F

Environnement

Où Paris prend ses eaux

Trois plans quinquennaux s'étendant jusqu'en 2002 et trois milliards et demi d'investissements seront nécessaires pour « assurer la sécurité » de l'approvisionne-ment en eau des Parisiens. Le conseil de Paris a adopté, le 7 juillet, ce programme

Quoi, Paris qui disposait jusqu'ici d'une eau abondante, bon marché et d'excellente qualité, aurait négligé d'entretenir son système d'alimentation? Celui-ci, il est vrai, est plus que centenaire. Pour étancher sa soif, la capitale puise dans les nappes souterraines, elle va chercher loin dans le Morvan et dans l'Eure des sources campagnardes que lui apportent 430 kilomètres d'acque-ducs, elle pompe dans la Seine et dans la Marne un liquide douteux que trois usines clarifient. Mais tout

ce dispositif a terriblement vicilli. Un incident, resté ignoré du public, a donné l'alarme. En 1981, une pollution sur la Seine obligea à stopper les pompes de l'usine d'Ivry. Mais les installations d'Orly – éga-lement sur la Seine – puis de Saint-Maur, sur la Marne, tombèrent en panne à leur tour. Pendant des heures, qui ont paru très longues, les responsables ne purent plus compter que sur les loyaux services des antiques aqueducs. Ils ont tenu. Une telle situation peut se reproduire à tout moment. On a répertorié en amont de la capitale une centaine d'usines capables d'empoisonner la Seine ou la Marne.

Dans dix-huit mois, il faudra ompter avec un nouveau risque. En décembre 1987, le premier des deux réacteurs de 1 300 mégawatts de la centrale de Nogent-sur-Seine démarrera. Suivi, six mois plus tard, de son frère jumeau. Cette puissante installation n'enverra pas seulement son électricité vers Paris. Malgré ses deux tours de refroidissement de 160 mètres de haut, elle rejettera dans la Seine trois mille litres d'eau par seconde. Le tout à 80 kilomètres d'une agglomération de 10 millions

Scénario catastrophe

Il y a dix ans, lorsque le projet sortit des cartons, deux ministres de l'environnement, MM. André Jarrot puis Paul Granet, renaclèrent. EDF mai l'usine ne déverserait rien, ni produit chimique ni liquides potabilité de la Seine. Cela paraît

Mais en cas d'accident ? Pendant longtemps les partisans du nucléaire ont nié la possibilité d'une avarie assez grave pour provoquer l'émission de nuages dangereux et d'écoulements massifs. L'accident de Tchernobyl a ébranlé leur certitude. Lors d'une récente visite de la centrale par un groupe d'écologistes de la région parisienne, l'état-major local d'EDF a admis qu'on ne pouprécédent ». Pour le mener à bien, le maire leurs capitanx et leurs lumières. Du coup, remplace le bon vieux service municipal des les employés de la Ville se mettent en grève eanx par une société d'économie mixte à et les Parisiens découvrent que rien ne va

Et, après Tchernobyl, certains évoquent le risque

d'une pollution radioactive.

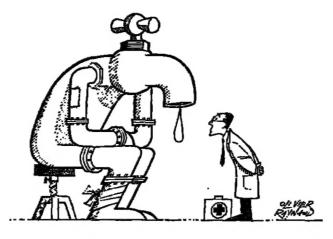
laquelle deux firmes privées — la Lyonnaise plus en amont de leur robinet. La capitale va restructurer son service d'alimentation en eau. Une panne peut être très grave.

réacteur, ni celle d'une fissure dans l'enceinte de confinement.

Si, pour cette raison ou pour une autre, de l'eau radioactive s'écoulait hors de la centrale, comme cela s'est produit à Tchernobyl, où irait-elle? Réponse du directeur de Nogent : « Si elle s'infiltre dans le sol, elle sera contenue à l'intérieur d'un cof-frage de béton s'enfonçant à plusieurs dizaines de mètres et

vait définitivement écarter, ni la dont quatre sur le site. Le service possibilité d'une explosion dans le central de protection contre les rayonnements ionisants, le fameux SCPRI du professeur Pellerin, interviendrait aussi. Le tout serait relié par téléphone, télex, télécopie, audioconférence et radio.

Une telle abondance de PC ne laisse pas d'inquiéter lorsqu'on sait qu'à Tehernobyl les frontières administratives ont été les plus difficiles à abattre. Or il faut savoir que si Paris peut se passer durant quelques heures de la Seine et de la Marne,



s'appuyant sur une couche de craie imperméable. Les calculs ont mon-tré que la radioactivité mettrait un mois à gagner la nappe phréatique. Nous aurions le temps de pomper et de traiter l'épanchement. . Si l'écoulement se fait vers la Seine pouvez-vous le retenir? Réponse : Les bassins qui bordent la centrale ne sont pas prévus pour cela mais seulement pour absorber les directement dans la Seine. .

En cas d'incident sérieux ou d'accident du type de Tchernobyl, les stations de pompage de Paris seraient donc vraisemblablement atteintes en vingt-quatre heures par des eaux radioactives. Un document daté de mai 1986, intitulé « L'organisation en cas d'accident dans une centrale nucléaire », énumère tous les postes de commandement qui s'efforceraient de « gérer » la crise. On n'en compte pas moins de sept

les communes de la périphérie, elles, en sont étroitement dépendantes. L'eau contaminée baignerait bientôt la station de filtrage de Choisy-le-Roi, qui alimente la banlieue, puis celles d'Orly et d'Ivry qui desservent la capitale elle-même.

A elles trois, ces usines fournissent plus de 1 million de mètres cubes d'eau par jour, soit, selon la saison, le quart ou la moitié de ce l'agglomération. Il faudrait donc les arrêter immédiatement.

A sec en vingt-quatre heures

Que boiraient alors les Parisiens? D'abord, l'eau des réservoirs disséminés dans l'agglomération. Mais, même en supposant qu'ils aient été à ras bord au moment de l'accident, vingt-quatre heures suffiraient à les

qualifié par M. Jacques Chirac de «sans et la Compagnie générale - apporteront

Ensuite, même en faisant tourner à leur maximum les stations de Saint-Maur et de Neuilly-sur-Marne qui puisent dans la Marne, en pom-pant à fond dans les nappes souterraines et en ouvrant tout grands les robinets des aqueducs (et en priant le ciel que rien ne tombe en panne), il faudrait rationner l'eau sévère-

Cette fragilité du réseau d'alimentation de la conurbation parisienne est connue de tous les responsables. Pour y remédier, ils ont prévu de relier par de fortes conduites, longues de 15 kilomètres, les stations de la Seine et celles de la Marne. En cas de pollution, on pourrait reporter la totalité des prélèvements sur celui des deux fleuves qui resterait indemne. Les travaux d'interconnection vont commencer. Ils ne seront pas achevés avant le début de 1989.

Mais la Marne elle-même ne peut donner que ce qu'elle contient. Aussi compte-t-on, lors de ses basses eaux, la renforcer en utilisant le barrage Marne, qui garde en réserve 350 millions de mètres cubes d'eau. Par malchance, sa digue est en cours de réparation. La fin des travaux et la remise en eau complète sont prévues pour le début de 1989. Les Parisiens seront donc à la merci de Nogent pendant une année entière.

En cas de pollution radioactive, l'un des moyens les plus expéditifs de s'en débarrasser restera de la chasser vers la mer en augmentant le débit du fleuve. Le barrage Seine d'une capacité de 200 millions de mètres cubes - y pourvoirait. Mais on le juge insuffisant et un autre ouvrage, le réservoir Aube, est en chantier. Il apporterait 175 millions de mêtres cubes pour provoquer une chasse plus énergique. EDF parti-cipe à son financement pour 14% (soit 185 millions de francs). Mais, comme par un fait exprès, le barrage ne sera pas pret, lui non plus, avant

Il est donc évident, si l'on veut éviter le moindre risque, que le an trop tôt. Certains, comme à l'Hôtel de Ville de Paris, commencent à s'en émouvoir. Avant de faire monter en puissance ses réacteurs, EDF doit obtenir de deux administrations différentes plusieurs autorisations de rejet. Auparavant, il y aura enquête publique. Il serait étonnant que l'accident de Tchernobyl n'inspire pas aux municipalités et au ministre de l'environnement de salutaires réflexions.

MARC AMBROISE-RENDU.

Sec. 100 - 2.

Le chargement de la centrale de Cattenom

Mise en scène de la mort nucléaire

Croix blanches érigées le long de la route, sirènes hurlantes, simili bulletins d'information radio annonçant une catastrophe nucléaire, cent cinquante personnes portant de lon-gues robes blanches étendues immo-biles sur la chaussée telles des morts vivants, minute de silence . à la mémoire des victimes de Tchernobyl.: les manifestants antinu-cléaires ont multiplié les images choc pour protester contre la mise en service de la centrale de Cattenom, installée en Moselle à proximité des frontières allemande et luxembourgeoise.

Ce simulacre de mort collective par irradiation, mis en scène par les geois et français s'est déroulé le 13 juillet en milieu de journée sur la route qui relie les postes frontières de Perl, en RFA, et Apach, en France. Après le grand rassemblement antinucléaire du mois dernier. cette manifestation spectaculaire devrait être suivie cet été de nombreuses autres actions de protestation pendant toute la période de chargement de la centrale.

Un sit-in devait être organisé le 14 juillet autour de l'ambassade de France au Luxembourg dans l'espoir d'en perturber la traditionnelle garden party. Une autre manifestation devait également avoir lieu, lundi, sur le site de la centrale, à l'appel des associations antinucléaires d'Allemagne fédérale, du Luxembourg et de France,

Les lenteurs de la mise en route

ble de la première tranche de 1 300 mégawatts de la centrale de Cattenom (Moselle) a commencé dans la soirée du samedi 12 juillet, vers 23 h 40. Cette opération consiste à installer quelque 118 tonnes de pastilles d'oxyde d'uranium enrichi, à des aleurs comprises entre 2,1 et 3,1 %, dans le cœur du réacteur. Ces pastilles de couleur foncée, longues d'un peu plus de 10 millimètres, prennent place dans une sorte de « crayon » creux de 1 centimètre de diamètre environ et long de près de 4,40 mètres. Ces crayons sont regroupés par ensembles de plus de deux cent cinquante éléments pour formei les grappes de combustible qui constitueront le cœur.

Le chargement de ces grappes réclame environ sept jours de travail. Mais cela ne suffit pas à

que le cœur ne connaisse le feu nucléaire, les techniciens font subir à la tranche toute une série d'essais à froid, puis à chaud, destinés notamment à vérifier le bon fonctionnement des mécanismes de contrôle du réacteur ainsi que celui du système d'arrêt

Ce n'est qu'au terme de cette longue série de tests (environ un mois) que la divergence du réactalle alors une source de neutrons faite d'américium et de bérvilium dans le cœur du réacteur pour aider au démarrage des réactions nucléaires. Mais ce n'est qu'après une nouvelle période d'essais que le réacteur peut fonctionner à faible puissance et être couplé au réseau. Ce qui devrait avoir lieu au mois

MÉDECINE

Licenciements pour cause de SIDA

Les médecins américains protestent

Dans une lettre adressée à la Cour suprême des Etats-Unis, l'Associa-tion médicale américaine (AMA) proteste vigoureusement contre l'avis du département de la Justice selon lequel un employeur a le droit de licencier une personne atteinte de SIDA s'il craint qu'elle ne contamine d'autres employés (le Monde du 26 juin 1986).

L'AMA rappelle que cette déci-sion ne saurait être «fondée légale»

ment», et qu'elle repose non sur une évaluation raisonnable des risques de contamination, mais sur -une peur irrationnelle quant à la possi-bilité de transmission de la mala-

Le département américain de la Santé a, pour sa part, rappelé que le virus du SIDA ne peut être transmis par simple contact, mais uniquement par échanges sanguins ou

A partir de demain (daté mercredi 16 juillet) la

sexuels.]

CHRONIQUE DES

En quarante épisodes, le Monde retrace la décennie charnière du siècle : les grands événements, les hommes-clés, l'évolution de la société, les idées nouvelles

dans Le Monde

حكة اصد الأصل

La 1991 mile 1 State (187) weekstor to the distance The same of the



L tree descriptions to proto decide to the same The second second Charles & Child he & South - Street and and In the last the state of

A spine from the mine HOR BUT TO SERVICE with I am for just, me . . . white to sent of the delicate ... management in babicates management is familiar dec

> A set THE PERSON NAMED IN

Que transient said for Part Water They have Married The to the second 高級的 被 经收益的证据 老年 上一十年 from Benfa aus mainreamt. die " :: ... suggested benefit to the same THE PROPERTY.

Steche

Party I.

Liencement

Les médecins américains pour

Marie Carlos Company the suppose of the said protected from the control of the co man distant respectively of the

Adda mention on the same of



A partir de de distant

dans Le Mond

Légion d'honneur

M. Olivier Messiaen. grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix : M. Olivier Messiaen, compositeur de musique, membre de l'Institut Sont élovés à la dignité de grand offi-

MM. Alzin Belkiri-Deluen, secrétaire nim. Alam ticlitit-Deluen, scorétaire général du gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire; Abel Farnoux, conseiller du président de France cibles et ràdio; Jacques Kosciusko-Morzet, ambassadent de France; Ambroise Roux, président de la Compagnic générale d'électricité; Pietre Sudreau, président de la Fédération des industries ferroviaires.

Grande chancellerie

Est promu commandeur: M. René Heckenroth, président de la société Les médaillés militaires.

Sout promus officiers: MM. Maurice Becart, ancien professeur à l'université de Lille; Hessi Bedu, président de chambre honoraire à la cour d'appel de Versailles; Pierre Brinde court, secrétaire de la section de Paris (VII-) de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur : Jean Forest, directeur adjoint honoraire au ministère de l'intérieur; Fernand Sou-let, ancien directeur du lyoée agricole de Laval : Jacques Treffel, ancien conseil-ler du grand chancelier de la Légion

1.1.

Article State of St

Sont nommés chevaliers:

MM. Antoine Briat, directeur d'école
houoraire; Georges Choisie, ancien
fonctionnaire des finances; Raymond
Courrière, ancien ministre; M. Germaine Fages, épouse Gallier, directrice
d'école honoraire; MM. Georges Fillioud, ancien ministre; Jean-Paul Geoffroy, administrateur de la société Les
médaillés militaires; M. Hélène Kleinhaus, épouse Edeline; MM. Michel Lemaire, directeur d'école honoraire; Ro-Sout nommes chevaliers: directeur d'école honoraire ; Roert Petitjean, ancien commissaire divisionnaire de la police ; Lucien Rous-selot, peintre militaire ; M= Marie-Elisabeth Roussey, ancienne institutrice adjointe; M. Gérard Souham, adminis-trateur du musée de la Légion d'hon-

Premier ministre MM. Roger Frey, aucien président du Conseil constitutionnel; Alphonse Gé-rard, président honoraire de la Compegnie générale des caux.

Sout promus officiers: MM. René Boquet, administrateur ci-MM. René Boquet, administrateur ci-vil au scrétairat général du gouverne-ment; Yves Dandelot, organisateur de concerts; Heuri Domerg, inspecteur gé-néral de l'éducation; Edouard Decoster, président-directeur général de société; Alix Limoujoux, conseiller honorsire de cour d'appel; François Pierret, ancien administrateur de la Franço d'outre-mer. Leuris Poussel Jacondaire, ancien mer : Louis Rousse-Lacordaire, ancien chef de division à l'assemblée de l'Union

M= Jacqueline Allouis, éponse Belas-tin, attaché d'administration an secrétariat général du gouvernement; MM. Jean Cartier, directeur d'un théstre musical; Louis Bougourd, conseiller général; Tony Dreyfus, avocat; Robert Esnous, secrétaire général adjoint à la direction des Journaux officiels; Michel Habib-Deloncle, ancien ministre ; André Lemarchand, président de la fédération Lemarchand, président de la fédération du Puy-de-Dôme des droits de l'homme; Jean-Pierre Luton, professeur à l'hôpital Cochin; Michel Mauer, président-directeur général d'une société; Paul Mentre, inspecteur général des finances; Georges Reure, ancien chef de service; Paul Torres, administrateur à l'Institut international d'administration aublime.

Francophonie

Est promu officier:

M. Jean-Claude Groshens, professeu
à l'université de Paris-II. Est nommé chevaller:

M. Michel Bruguière, directeur à l'Ecole pratique des hantes études. Droits de l'houme

Sont nommés chevaliers: Mgr Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai; M. François Pontensy de

Jegnesse et sports

Sont nommés chevaliers: MM. Georges Boudry, ancien prési-dent de la fédération de volley-ball; Jacques Delcourt, président de la fédéra-tion de karaté, tackwondo et arts martiaux; Jean Pene, médecin de l'équipe de France de rugby; Jean-Marie Vuillemin, président d'un comité olympique et sportif.

Fonction publique et Plan Est promu officier:

M. Roger Fauroux, directeur de l'Ecole nationale d'administration.

Est nommé chevalier: M. Paul Cabarat, président de la caisse de Crédit agricole de la Nièvre.

Economies, finances et privatisation

Soat promus officiers:

MM. Norbert Champion, trescrier
général du Var; Paul Schwall, contro-leur d'Etat.

Sont nommés chevaliers:

MM. Jacques Archambaud, directeur du Fonds de garantie; Yves Blancart, contrôleur financier; Francis Boncart, contrôleur financier; Francis Bonneric, directeur à la SEITA; Michel François-Poncet, directeur dans une banque; Jean Gilart de Kéranflech, directeur de service à la Banque de France: Pierre Gratianne, directeur des impôts à Toulouse; Claude Janssen, ssocié-gérant de banques; Pierre Lelong, conseiller maître à la Cour des comptes; Henri Pezant, conseiller financier pour l'Amérique latine; Jean Ro-chas, directeur de l'INSEE à Lyon;

Bruno Roger, associé-gérant dans une banque; Antoine Tramoni, receveur des douanes de Marseille-Provence; Bernard Vieux, inspecteur général des fi-

Commerce extérieur

Sont promus officiers: MM. Paul Bocuse, restaurateur; Gé-rard Hibon, directeur adjoint à l'Aéros-

M^{**} Olga Cazenave, épouse Bernabé, président-directeur général d'une société; MM. Pierre Fontanet, directeur dans une société; Jean-René Vendel, président-directeur général d'un

Commerce, artisanat et services

Sont promus officiers:

M.M. Jacques Béraud-Bedouin, ancien président du Syndicat des maisona de vente au détail; Jean Menguy, président-directeur général de société.

Sont nommés chevaliers: MM. Yves Bernardé, directeur de société; Gérard Delessard, boulangerpâtissier: Jacques Gory, gérant de so-ciété; Etienne Guiliani, président des électriciens en automobiles pour le Maine et-Loire : Jean Laur, président de la chambre de commerce et d'industrie de Millau-Saint-Affrique : François Lemonnier, chef d'entreprise; Jacques Malard, président-directeur général de société; Jacques Maurin, président de chambre au tribunal de commerce de Romans: Paul-Louis Meissonnier, prési dent des maîtres cuisiniers de France; Maurice Pangaud, président-directeur général de société; Jean-Paul Prognaud, président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Rochefort et

Justice

Sont promus commandeurs: MM. Jean Cabannes, avocat général à la Cour de cassation; Jean Kahn, pré-sident de section au Conseil d'Etat.

Soent ne section au chineu u ries.

Sont promis officiers:

MM. Jacques Fournier, conseiller d'Etat; François Billy, conseiller à la Cour de cassation; Gny Christophe, procureur de la République honoraire à Bobigny; Jacques Cruvellie, conseiller à la Cour de cassation; Robert Daigniez, afficient de chambre à la cour d'appel président de chambre à la cour d'appel de Paris; Robert Donnadien, conseiller à la Cour de cassation; Georges Gues-don, président de la cour d'appel de Caen; Antoine Osete, président du conseil de prublementes de Toulouse; Jean-Jacques Prea, notaire à Paris ; Jean Reynaud, procureur général à Limoges; Guy Schmelz, conseiller d'Etat.

MM. Paul Beteille, conseiller à la cour d'appel de Paris; Philippe Bondu, commissaire-priscur à Paris; Pierre Le Brossier, président de chambre à la cour d'appel de Bordeaux; Emile-Fernand Cable, vice-président honoraire au tri-bunal de Paris; Georges Chauvet, président du Conseil des notaires de la cour d'appel de Grenoble; Bernard Connen, substitut à Paris; Michel Coquema, greffier à Paris; Michel Delattre, présitice; André Depondt, avocat à Paris; Louis Dhios, substitut honoraire à Cré-tell; Jean Guyot, président honoraire du tribunal; M= Monique Humbert, épouse Poignard, substitut à l'adminisépouse Pognard, sobstitut à l'ammina-tration cemrale; MM. Marcel Kuhn, conseiller à la cour d'appel de Paris; Pierre Besnerais, président de chambre au tribunal de commerce de Paris; An-dré Oriol, président de la cour d'appel de Chambéry; Jules Racine, président de chambre à la cour d'appel de Caen; Léopold Roux, président bonoraire du tribunal de Toulon; Jacques Saintoyant, président de chambre à la cour d'appel de Versailles; Michel-François Svahn, président de chambre à la cour d'appel de Pau; Jean Trubert, conseiller à la cour d'appel de Paris.

Défense

Sont promus officiers: MM. Michel Allier, directeur dans une société; Robert Labarre, présidentdirecteur général d'une société.

Sout nommés chevaliers: MM. André Allaert, ancien ingé-nieur; Paul Chassagne, directeur dans une société; Jean-Claude Devos, conser-vateur d'archives; Jacques Dezoteux, directeur dans une société; Pierre Jani-chewski, vice-président d'une société; Mrs Siliemann afé Michelica Codrie; M™ Séligmann, née Micheline Casimir, chef de service administratif.

Culture et communication

Est promu commandeur: M. André Hambourg, artiste peintre.

Sont promus officiers:

MM. Georges Bischoff, historien militaire; Roger Bouzinac, journaliste;
Gilbert de Goldschmidt-Rothschild,
producteur de films; M= Sylviane Gitton, éponse Grange, directur adjoint à la direction de la musique et de la danse; MM. Edmond Jabès, poète; Jacques Lartigue, photographe; Michel Tourlière, directeur de l'École supérieure des arts décoratifs.

Sont nommés chevallers : MM. Michel Bassi, directeur de MM. Michel Bassi, directeur de France-Soir Magazine; Christian Bour-gois, éditeur; Alain Brandenburg, dit Erlande-Brandenburg, conservateur du musée de Cluny; Aldo Ciccolini, pia-niste; Georges Conchon, écrivain; Mi-chel Delaborde, journaliste; Jean Fos-seyeux, directour adjoin de la Caisse des monuments historiques et des sites; le chanoine Augustin Gagey, curé de la ca-phédrale. Saint-Régione de Dijon; thédrale Saint-Bénigne de Dijon; MM. François Gorge, adjoint au maire de Rouca; Arnaud d'Hauterives, président de la Société des artistes français; Bernard Krief, conseiller d'entreprises; Guy Lasson, directeur du Conservatoire de musique du 15 arrondissement de Paris; Vincent Roux, peintre; M= Andrée Saab, épouse Chedid, dite Andrée Chedid, poète; MM. Pierre Schoes-

doerffer, cinéaste; Claude Thimonier, directeur de la Somagra; Mª Hélène Toussaint, documentaliste au département des peintures au Musée du Louvre; MM. François Trucy, maire de Toulon; Jean Yvan, maire adjoint d'Avignon: Armand Zelikson, dit Ar-mand Mestral, artiste dramatique et ly-

Affaires étrangères

Est promu commandeur: M. Jacques Senard, ministre plénipo-

Personnel

Sont promus officiers:

M* Marie Martin-Sané, ministre pléaipotentiaire; MM. Jean Noiville, ministre plénipotentiaire; Robert Richard,
ministre plénipotentiaire; Jean Soulier, ministre plénipotentisire.

Sont nommés chevaliers : M. Francis Beauchataud, conseiller à ambassade de France à Moscou ; M™ Marie-Thérèse Descamps, ancien adjoint de chancellerie: M. Yves Dubois, chiffreur: M™ Isabelle Herr, épouse Renouard, ministre plénipotentiaire: MM. Jean Mérimée, ambassaire: MM. Jean Mérimée MM. Jean Mérimé deur de France en Inde : Marcel Tre-meau, conseiller des all'aires étrangères.

Protocole

Est promu officier: M. William Bernard, ancien directeur de banque (Suisse).

Sont nommés chevaliers : Révérend père Pierre Barbou des Places, professeur à l'Institut pontifical (Saint-Siège) ; MM. Pierre Bollard, directeur adjoint d'une compagnie ango-laise des pétroles : Jacques Brun, direc-teur commercial d'une société teur commercial d'une société internationale (Belgique); André Calabuig, président-directeur général d'une société japonsise; Claude Estier, journaliste, ancien député; Georges Manasterski, directeur général d'une compagnie pétrolière (Emirats arabes unis); Père Yves Raguin, directeur d'un institut d'études chinoises; M. Jean Regourd, chef de mission d'une société aforonautique (Singapour). ronautique (Singapour).

Intérieur

Est promu commandeur:
M. Lucien Lanier, préfet honoraire. Sont promus officiers : MM. Marie de Soto, professeur én

Sont promus officiers:

MM. Jean-Eric Bousch, ancien sénateur, ancien député; Jacques Chenet,
président du tribunal administratif de
Poitiers: Samuel Cohen, rabbin, aumônier israélite des prisons; Jean Conorton, sous-directeur de services de la police estionale: Jacques Duboir matolice nationale; Jacques Dubois, maire adjoint de Boulogne-Billancourt; Gé-rard Dupré, préfet bors cadre; Christian Leroy, préfet bors cadre; André Merquiol, inpecteur général de l'admi-nistration; Jean Nester, commissaire adjoint de la République de Nogent-sur-Marne; Jean Riolacci, préfet hors ca-dre; Bernard Rocher, adjoint au maire Sont nommés chevaliers :

MM. Marcel Barbagelata, attaché à la préfecture de la Corse-du-Sud : Raoul Bayou, ancien député; André Bord, ancien ministre; Jean Bourrat, administrateur civil; Gérard Cuffin, brigadierchef de la police à Poissy; Paul Caillaud, ancien député; Joseph Calde-roni, maire de Villefranche-sur-Mer; Philippe Callede, commissaire de la République de l'Aveyron; Roger Colin, chef de la base hélicoptère d'Annecy; Yves Cornic, ancien député; Jacques Cracowski, commissaire divisionnaire de la police à Marseille; Jean Creuzet, commandant de la police à la préfecture de police ; Jean Cuvelier, directeur gé-néral des Pays de la Loire ; Jean-Pierre Dupont, vice-président du conseil géné-ral de la Corrèze; MM. Jacques Foin, maire adjoint du Raincy (Seine-Saint-Denis; René Galy-Dejean, adjoint au maire de Paris; Robert Gantheret, ancien conseiller général de l'Allier; Léon Garbay, maire-adjoint honoraire de Morceax (Landes); Heari Gour, ancien maire de Sevrier (Haute-Savoie); Antoine Grasso, commissaire divisionnaire de la police à Pontoise; René Husiaux, ancien maire de Lampaul-Plouarzel (Fi-nistère); Roland Inisan, conseiller général des Bouches-du-Rhône; Maurice Joubert, commissaire de la République de la Mayenne; Pierre Krieg, ancien dé-puté; Henri Lacagne, ancien député; Marc Lauriol, ancien député; Roger Puy-Lavèze (Puy-de-Dôme); Jean-Pierre Mamoux, ingénieur à la direction de la préfecture de police; René Mar-quet, vice-président du conseil général des Ardennes; Jules Paland, viceprésident de section administrative; Louis Peltier, sous-brigadier à la préfecture de police; Lucien Pinchaux, conseiller général des Hauts-de-Seine; Georges Robert, maire de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis); Julien Schvartz, président du conseil général de la Moselle; Roger Sénié, maire de La de la Moselle; Roger Sérié, maire de La Bastide-de-Bousignac (Ariège); Miron Steinberg, vice-président du conseil gé-néral de la Drôme; Paul Taverguier, ad-joint au maire de Château-Thierry; Jack Thioulon, commissaire division-naire de la police; Emile Vigerie, ad-joint au maire d'Objat (Corrèze). **Equipement, Logement**

Aménagement du territoire et Transports

Est promu officier: M. Georges Perol, directeur de l'of-fice d'HLM de Paris.

Sont nommés chevaliers MM. Pierre Alberti, exploitant forestier; Ernest Anne, délégué au conseil d'administration de la Société d'économie mixte immobilière de Normandie; Yves Gilmas, directeur dans un groupe de construction : Chritian Martin. directeur général de société; Jean Morelon, directeur de l'équipe-ment du Rhône; Victor Pasquet, président-directeur général de société : Jean-Pierre Wattebled, administrateur

Transports

Sont promus officiers: MM. François Boyanz, directeur de la Compagnie des wagons-lits : François Gautier, ingénieur de l'aviation civile ; Aldo Luraschi, président-directeur gé-néral d'organismes touristiques ;

Sont nommés chevallers ; MM. Maurice Auroy, ingénieur à la SNCF; Bernard Chenesseau, viceprésident d'une société de transport; Raymond Dauphin, président de l'Ami-cale des agents de la traction SNCF; Bruno Grange, directeur du port de Paris; Jean Monière, président de l'or-phelinat des chemins de fer français; Parautin Ordinais controllement des Pasquin Ordioni, sous-directeur dans une compagnie aérienne; Roger Pa-drixe, président de l'Association des transports routiers internationaux; Jacques Vernier, contrôleur dans une com-

Environmement

Sont promus officiers:

MM. Paul Liégeon, médecin à l'Institut des jeunes sourds; Jean Merlin, président-directeur de société.

Est nommé chevalier : M. Claude Fabret, directeur de l'Agence financière du basain Seine-Normandie.

Départements et territoires d'Outre-mer

Sont promus officiers:

MM. Marcel Fabre, président de la chambre d'agriculture de la Martinique; Paul Penchard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Basse-Terre.

Sont nommés chevaliers : M= Léonie Le Guen, en religion sœur Marie-Edonard, ancienne infirmière à Wallis-et-Futuna; MM. Pierre Magnan, directeur d'une société à la Guyane; Bernard Mignot, spécialiste en neurologie et pathologie d'outre-mer; Auguste Parawi, ancien conseiller territorial de la Nouvelle-Calédonie; Jean Peres, secrétaire général du gouverne-ment de la Polynésie française.

Education nationale

rite; Yves Martin, inspecteur général; Jean Moreau, inspecteur général; Raoul Senault, professeur à l'université

Sont nommés chevallers:

MM. Noël Blanc, chef de division au
ministère; Michel Boulangé, professeur
à l'université de Nancy-I; Roger Bourgois, inspecteur principal de l'enseignement technique à Amiens; Mª Ginette ment technique à Amiens; Mª Gnette Bouyssou, proviseur de lycée à Paris; Paule Dagues-Bie, secrétaire générale de l'université de Pau; MM. Robert Do-minique, professeur de lycée honoraire; Louis Favoren, professeur à l'université d'Aix-Marseille-III; Charles Ferranti, proviseure de lycée à Lancon; Gny Conproviseur de lycée à Langon; Guy Garde-Provence; Paul Guinet, professeur d'université honoraire; Alexandre Hop-peler, professeur à la faculté de méde-cine; Jacques Justin, doyen de la faculté de chirurgie dentaire : M= Marcelle Lafont, épouse Sassi, di-recteur des services de l'éducation à Limoges; MM. Alain Lancelot, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris ; Jacques Lautman, directeur à l'université de Paris-V : René Marzon chi, directeur d'études à l'Ecole des hautes étude en sciences sociales : Jean de Miceli, proviseur de lycée à Paris; Gérard Rousseau, directeur de l'École supérieure de commerce de Poitiers ; Gérard Re Edgar Scherer, proviseur du lycée inter-national de Saint-Germain-en-Laye; M™ Hélène Waysborg, épouse Loing, inspecteur général de l'éducation.

Recherche et enseignement supérieur

Est promu commandeur: M. Hubert Curien, professeur à l'université de Paris-VI.

Est promue officier: M™ Alice Saunier, épouse Séité, professeur des universités.

MM. Marc Albony, sous-directeur à EDF; Pierre Darrè, directeur d'un centre scientifique; Mª Jacqueline Ficini, professeur à l'université de Paris-VI; MM. Lionel Salem, directeur de recher ches au CNRS; Pierre Weill, président de sociétés d'ingénierie, d'études et de Affaires sociales

et emploi Est promu commandeur: M. François Lhermitte, médecin-chef

d'un service hospitalier.

Sont promus officiers : MM. André Carle, directeur de la Compagnie européenne de courrage d'assurances et de réassurances; Yves Chabbert, professeur honoraire de l'institut Pasteur; Jean Decressac, ancien médecin chef de service hospitalier; Charles Franck de Préaumont, chirurgien; Bernard Morand, président d'établissement de soins; Roger Neyraud, président du syndicat des voyageurs représentants placiers et agents commer Sout nommés chevaliers:

MM. Ernest Baudrin, président d'une caisse d'assurance maladie : Jean-Paul Benoît, directeur de l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance ; Georges Beziat, directeur d'une caisse d'allocations familiales : Michel de Brion, président d'une caisse de retraite : Jules Caule, président d'une caisse de secours minier : Henri Collenot, ancien médecin chef de service hospitalier; André Dion, directour d'éta-blissements pour insuffisants respiratoires; Hervé Dufresne, délégué général pour la France de Motorola Inc (USA) ; Roger Fecci, directeur de l'Association des services médicaux du travail, du bâtiment et des travaux publics

des Bouches-du-Rhône : Marcel Féron, membre du bureau de la fédération syndicaliste des PTT FO; Pierre Flamme, inspecteur général de la Sécurité sociale; Pierre Fleury, médecin chef de service hospitalier; Maurice l'abbé Fourquemin, responsable de centre d'acroutel pour personnes sans abri ; Jean-Pierre Germot, président-directour gé-néral de société ; M= Henriette Geny, épouse Lelièvre, ancienne éducatrice; MM. Robert Heit, président d'une asso-ciation familiale; Jean-Jacques Hug, ancien médecin oto-rhino-laryagologiste; Adolphe Izard, prési-dent d'une union des associations de parents d'enfants inadaptés; Marc Ladreit de Lachartière, directeur général ad-joint de société; Philippe Lavault, mèdecin-chef d'un service hospitalier; André Le Bescond : commissaire des expositions du travail pour le Var . Les meilleurs ouvriers de France»; André Leroy, médecin; Claude Lelièvre, direc-Leroy, meorem; Claude Lellèvre, direc-teur d'un centre médico-pédagogique, Hubert Louis, président-directeur gené-ral de laboratoires; Philippe Masse, chirurgien; Jacques Pechenart, directeur de la caisse de retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics; Bergard Porcher, médecin conseil à la eniste d'assurance maladie des travail-leurs salaries; MM^a Jacqueline Re-naud, épouse Briot, président d'un conseil départemental de la Croix-Rouge; Marguerite Richner, épouse Haas, dite Juliette Richner-Hass, avocat des organismes de sécurité sociale; MM. Jean-Marie Rouillard, médecin chef d'un service hospitalier; Maurice Rozier, président de maisons d'accueil pour enfants: Ceorges Schaff, médecin biologiste des hôpitaux: Pierre Sole, mé-decin chef de service hospitalier: Guy Yver, administrateur d'une association

Santé et famille

en faveur des enfants deshérités.

Sont promus officiers: MM. Beck Marcel, président d'hon-neur du conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes; Yves Carcas-sonne, directeur d'un centre de lutte dent d'un conseil de l'ordre des médechef de service hospitalier.

Sont nommés chevaliers: MM. Pierre Bernard-Mettil, aucien médecin chef de service hospitalier; Charles Brizard, médecin chef de service hospitalier: Mª Renée Cassaigne, médecin général de la santé; MM. André Crouzette, medecin généraliste : Jean Lanfranchi, président d'un conseil de l'ordre des pharmaciens; Yves Ro-chet, mèdecin-chef de service hospitalier; Claude Roussel, président du co-mité médical central de la Caisse des dépôts et consignations; Jean Saulnier, spécialisé en neuro-psychiatrie; Jean Weber, ancien président-directeur géné-ral de l'Institut Pasteur production.

Industrie, P et T et tourisme

Est promu commandeur:

M. René Bernasconi, président de la confédération générale des petites et tion des fils morts pour la France. moyennes entreprises.

Sont promus officiers: MM. André Defontaine, administrateur d'une société de mécanique; Cas-par Dreyfus, chargé de mission à la compagnie générale des matières nu-cléaires; Guy Ebrard, vice-président du conseil supérieur du tourisme.

at nommés chevaliers: MM. Jean Bénard, président-directeur général de société; Henri Bordes-Pages, ingénieur au Commissa-riat à l'énergie atomique ; Joseph Briend, maire de Pleucadenc (Morbihan); Maurice Charlatte, président-directeur général de société; Jean Cla-verie, conseiller du secrétaire général dans un groupe pétrolier; Denis Colban, président disperteur objects de reciété. dans un groupe petrolier; Denis Colban, président-directeur général de sociétés; Mª Anne de Contades, épouse d'Or-nano, maire de Deauville; MM. Jacques Gagliardi, directeur, chargé de mission auprès du vice-président délégué géné-ral de l'union des industries métallurgiral de l'union des industries métallurgi-ques et minières; Daniel Genève, hôtelier-restaurateur; Auguste Geno-vese, directeur d'usine dans une société de construction d'automobiles; Jean La-croix, ancien chargé de mission d'EDG-GDF; Loic Martin, restaurateur; Oli-vier Monnoyeur, président du conseil d'administration d'une société; Louis Moyrond inventeur. Marcel Muller Moyroud, inventeur; Marcel Muller, syndicaliste; Marcel Prodel, ingénieur dans une société de construction d'appareils et de matériels électriques ; Marcel Pujol, ancien président-directeur général d'une société; Edouard De Royere, président-directeur général d'une so-ciété de produits chimiques.

P et T

Sont promus officiers:

MM. Louis Boulet, agent comptable régional à Maisons-Alfort; Gérard Thery, ingénieur général des télécommunications.

Sont mommés chevaliers : MM. Roger Daumares, président de l'association des familles d'enfants hancapés des P et T : Michel Dubos, ingénieur général à la direction des télécom munications d'Ile-de-France : René Limat, directeur à l'administration cen trale; Jean Milcent, directeur adjo l'administration centrale : Jean Ranch, chel de service des postes à Lyon ; Jean Vinxe, directeur adjoint à la direction des télécommunications d'Ilc-de-France: Laurent Virol, ingénieur en chef à l'administration centrale.

Agriculture

out promus officiers : MM. Louis Perrin, président de l'assemblée des chambres d'agriculture ; Pierre Perromat, secrétaire général de la confédération de la mutualité, de la cooperation et du crédit agricol : Jean Pinchon, président de l'Institut des appelations d'origine des vins et eaux-de-viu. Sont commes chevaliers:

MM. Roger Belliard, directeur général honoraire de coopérative agricole; Marcel Bessonneau, ingénieur en chef du génie rural : Léopold Bres, agricul-teur retraité : Jean-Charles Chooé, directeur de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle; Rene Dolhain, technicien des travaux forestiers de l'État, en retraite; Mª Michelle Graille, épouse Chezal-viel, présidente de la chambre d'agricul-ture de la Corrèze ; MM. Jean-Claude Guerin, ingénieur général des services techniques de la Ville de Paris; Claude Leforestier, président de l'union rurale d'éducation et de promotion; Gaston Lenotre, patissier-traiteur; Michel Woi-mant, administrateur du centre pour l'aménagement des structures des ex-

Coopération

Sont promus officiers: MM. Georges Conan, conseiller à la résidence de la République gabonaise; lenri Duret, délégué de la commission des communautés européennes à Braz-zaville : Henri Lacussagne, conseiller à la présidence de la République de Côte-d'Ivoire: Maurice Tourancheau, prési-dent de la Compagnie française pour le développement des fibres textiles.

Sont nommés chevaliers : M. Alphonse Bertrand, directeur de travaux dans une société au Gabon ; le Père Guillaume Bihan, missionnaire au Sénégal; MM. Pierre Bobillo, sous-directeur à l'administration centrale; Jacques Compagnon, chef de la mission de coopération de N'Djamena: François Compoint, sous-directeur à l'administration centrale; Pierre Héroin, chef de service dermato-vénérologie au CHU de Treichville (Côte-d'Ivoire) ; Jean Le Cam, directeur général de la Compa-guie française de l'Afrique occidentale ; Roger Pascal, chef de bureau à l'administration centrale.

Relations avec le Parlement

Est promu officier: Conseil économique et social. Est nommée chevalier : M= Hélène de Percin, ancien chef adjoint de cabinet.

Secrétariat d'Etat aux anciens combattants

Sont promus officiers: MM. Antoine Cazeaux, trésorier régional de la Fédération ouvrière et pay-sanne des anciens combattants et vic-times de guerre: Henri Eugène, président de la Fédération des combat-tants volontaires : René Heisch, admirants volontaires; Rene riessen, administrateur et porte-drapeau de Ceux de Verdun; André Lefranc, vice-président d'une section de Rhin et Danube; Gabriel Lepème, vice-président de l'Association des mutilés de guerre et Union des mutilés réformés et anciens combattants; lean Raison, administrateur de la Fondation Maréchal Leclerc; Edmond Sergent, président d'une section de Ceux de Verdun; André Tourné, prési-dent honoraire de l'Association républieaine des anciens combattants et vic-times de guerre; Robert Valbrun, président départemental de la Fédéra-

MM. Louis Alberge, président d'une section de Rhin et Danube; Charles de Bancalis de Morel d'Aragon, combat-tant volontaire de la Résistance; Henri Bohly, président de l'Union des combattants - UNC UNC AFN ; Gérard Brasseur, ancien membre du Monvement de prisonniers de guerre et déportés : René Brochet, vice-président départemental de l'Association des anciens de la 2º di-vision blindée; Marcel Clauss, vice-président de l'Union des anciens com-battants d'Iudochine, des TOE et d'Afrique du Nord; Léon Debouverie, ancien membre du Mouvement des ori-Januares memore du Modvement des pri-sonniers de guerre et déportés; Georges Jallat, président d'honneur d'une section de la Fédération des combattants prison-niers de guerre et combattants d'Algé-rie, de Tunisie et du Maroc; Robert Jeune, membre de Rhin et Danube; M= Simy Kadosche, épouse Lagrange, membre du conseil de l'amicale d'Auschwitz et des camps de haute Silé-sie; M. Christian Legouix, membre du comité directeur de Résistance-Fer; comite directeur de Resistance-Fer; M= Renée Marché, veuve Aubry, secré-taire générale de l'amicale de Neuen-gamme et de ses kommandos; MM. Gé-rard Michel, président de l'Association des combattants et victimes de guerre de la Radiodiffusion Télévision française; Roger Signol, président de la commission de contrôle de la Fédération des blessés du poumon et des chirurgicaux : Georges Thoury, président d'une section de la société des médaillés militaires; Serge Vallet, vice-président d'une section de la société des médaillés militaires : Mª Marie Versini, épouse Nesa, combattant volontaire de la Résis-

Contingent des déportés et des internes de la résistance

Sont promus officiers: MM. Armin Herz, André Jung. Sont nommés chevaliers:

MM. Félix Blanc, Léon Dongar, Jacques Finkelstein, Jean Lafon, Rémi
Lohse, Louis Rouquette, tous internés ou déportés résistants.

Secrétariat d'Etat

aux rapatriés

Est pommé chevalier :

ble de l'accueil des harkis à Rivesaltes. Secrétariat d'Etat

MM. Guy Porcedo, ancien responsa-

à la mer Est promu officier: M. Jean Vessières, administrateur des affaires maritimes.

Sont nommés chevaliers: MM. Eusébio Bustamente Solana, patron-pêcheur ; Jean Castelli, commandant à la Société maritime Corse-Méditerranée : Jean Smagghe, directeur du port du Havre : Georges Wessels, président de la Compagnie de naviga-

Sports

Le Grand Prix de Grande-Bretagne de formule 1

Nigel Mansell maître chez lui

Le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a remporté, dimanche 13 juillet à Brands-Hatch, sa quatrième victoire de la saison dans le Grand Prix de Grande-Bretagne de formule 1 automobile. devant son coéquipier brésilien Nelson

tenu jusque sur le podium, Nigel Mansell venait de donner le meilleur supériorité de plus en plus manifeste des Williams-Honda par rapport à de lui-même. Pour offrir à Franck leurs rivales dans le com consommation-puissance-fiabilité. Mais le test le plus révélateur des progrès du pilote britannique reste Williams, son directeur d'écurie, dont c'était la première sortie sur un circuit depuis l'accident de la circulation qui l'a rendu tétraplégique, le premier doublé des Williams-Honda l'ascendant pris sur son coéquipier Nelson Piquet, champion du monde cette saison. Pour confirmer l'ascen-1981 et 1983, engagé cette saison 3 millions de dollars (1) pour succédant pris sur son coéquipier Nelson Piquet lors des dernières courses. der à Rosberg. Pour démontrer surtout aux cent soixante-quinze mille spectateurs britanniques venus l'encourager dans cette grande banlieue de Londres que, moins d'un an après son premier succès en formule 1 sur ce même circuit de Brands Hatch où

succéder au Français et à James Hunt, le dernier Anglais champion du monde, en 1976. Avec ses grosses moustaches tail-lées au carré, son visage rond et sa casquette souvent repoussée en arrière comme pour mieux lui permettre de s'éponger le front, Nigel Mansell, qui aura trente-deux ans le 8 août, n'avait pourtant jamais été considéré comme l'un des virtuoses de la formule 1. Peu loquace et plus fonceur que tacticien, il semblait depuis ses débuts au Grand Prix d'Autriche 1980 se contenter des seconds rôles dans l'ombre de Mario Andretti ou d'Elio de Angelis chez Lotus, puis de Keke Rosberg la saison dernière chez Williams. Au contact du Finlandais, à la conduite très énergique, il avait, semble-t-il, enfin trouvé son style. Mais c'est en remportant le Grand Prix d'Europe devant ses compatriotes qu'il a

Alain Prost s'était assuré en octobre 1985 son titre mondial, il disposait

désormais des meilleures chances de

pour se surpasser. Après avoir couru en vain derrière la victoire pendant cinq ans et plus de soixante-cinq grands prix, Nigel Mansell vient en effet de gagner six des douze dernières courses de for-mule 1. Cette exceptionnelle réus-

de notre envoyé spécial

LES ARCS

Piquet. Les pilotes français ont dû se contenter des places d'honneur avec Alain Prost (McLaren-Tag-Porsche), troisième à un tour, René Arnoux (Ligier-Renault), quatrième à deux tours, et Philippe Streiff (Tyrrell-Renault), sixième à trois tours der-

L'accident de Jacques Laffite

ôté tout intérêt au spectacle si leurs

pilotes avaient surmonté leur pro-fonde rivalité pour faire une course

Or, après avoir doublé Piquet

(vingt-deuxième tour), Mansell a dû faire preuve de maturité et même

de pugnacité pour contrecarrer les tentatives de dépassement du Brési-

lien, surtout lors de son changement

juste devant son coéquipier avec des gommes encore froides. Les chances

gommes encore froides. Les chances du Britannique de remporter le titre mondial paraissent d'autant plus grandes qu'il bénéficie encore de la

réussite. Confronté à des problèmes

mécaniques qui lui avaient fait rater

son départ en première ligne, il a ainsi pu repartir avec la voiture de réserve grâce au carambolage qui a

après plus d'une demi-heure

d'efforts, le vétéran de la for-

mule 1 (quarante-deux ans) a été

transporté par hélicoptère à

l'hôpital Queen-Mary's de Sid-

cup, où les examens ont décelé

une fracture ouverte du tibia

droit, une double fracture

ouverte au tibia gauche ainsi que

de multiples fractures aux os du

Les médecins londoniens ont

réduit les fractures aux jambes et

ont estimé qu'il n'y avait aucune

intervention d'urgence à effec-

tuer. Jacques Laffite devrait être

transporté dès que possible dans

la polyclinique de la porte de

Choisy, à Paris, pour y être opéré

par la professeur Letournel.

eumatiques où il est reparti

doublé au moins une fois toutes les

Si on excepte le premier grand prix, au Brésil, gagné par Piquet, le Britannique a régulièrement pris le dessus sur son coéquipier et s'est même imposé quatre fois au cours des cinq dernières courses à Spa-Francorchamps (Belgique), à Mon-tréal, au Castellet (France) et à Brands-Hatch. La supériorité des Williams-Honda sur le circuit anglais où, dès le cinquantième des

Grande-Bretagne a donné lieu à un carambolage entre neuf voi-

tures dont la principale victime a été le Français Jacques Laffite (Ligier-Renault), qui disputait sa

cent soixante-seizieme cours de formule 1, égalant ainsi le record

de participations du Britannique Graham Hill.

premier virage où l'Arrows-BMW du Belge Thierry Boutsen a, pour

une raison non déterminée,

heurté la glissière de sécurité à

gauche de la piste avant de tra-

verser celle-ci en percutant les voitures qui la suivaient. Jacques

Laffite s'est ainsi retrouvé pro-

pulsé de front, sans doute à plus

de 150 kilomètres/heure, contre

la dissière de sécurité qui se

trouvait sur sa droite.

L'accident s'est produit dès le

rière son coéquipier britannique Martin Brundle. Au classement provisoire du Championnat du monde, Nigel Mansell passe en tête avec 47 points devant Alain Prost (43), Ayrton Sema (36) et Nelson

> entraîné l'arrêt de la course dès le premier tour.

Alain Prost, qui a réussi à limiter les dégâts en terminant troisième avec une voiture moins performante, n'est certes qu'à quatre points de Mansell au classement du Cham-pionnat du monde mais cette écra-sante supériorité des Williams-Honda, déjà perceptible au Castellet, est de mauvais augure pour le Français qui pourrait être une des victimes des tractations déjà engagées entre motoristes et écuries pour préparer la saison pro-

Mansour Ojjeh, actionnaire majo-ritaire de Mclaren International et directeur de Tag (Techniques d'avant-garde) serait en désaccord financier pour la poursuite de sa col-laboration avec Porsche, qui aurait même cessé de travailler au développement du moteur. L'incertitude est aussi le lot de Renault et d'Avrton Senna, le troisième larrou pour la course au titre. Honda, dont le contrat d'exclusivité avec Williams arrive à expiration, aurait proposé de racheter pour 9 millions de dol-lars l'écurie Lotus qui mettrait ainsi fin à sa collaboration avec Renault Mais cette proposition scrait liée au maintien chez Lotus du pilote brésilien et de l'ingénient français Gérard Ducarouge, très sollicités par Ferrari,

Des discussions et des tergiversa-tions dont le grand bénéficiaire dans l'immédiat pourrait être Nigel Man-

GÉRARD ALBOUY.

(1) Nigel Mansell toucherait pour sa part 900 000 dollars.

part 900 000 dollars.

(2) BMW, qui équipait en moteurs les écuries Brabham, Benetton et Arrows, a déjà annoncé son retrait de la formule 1 la saison prochaine. Ligier a de son côté signé un contrat de trois ans pour la fourniture du nouveau moteur Alfa-Romeo.

Le Tour de France cycliste

La montre contre Fignon

Au lendemain d'une étape contre la montre décisive donnant un très net avantage à Bernard Himault sur Laurent Fignon, l'Espagnol Angel Jose Sarrapio a remporté au sprint devant Jean-Claude Bagot la dixième étape Nantes-Jamay-Clan, dimanche 13 juillet, à l'issue d'une échappée de 125 kilomètres essentiellement animée par le Français. Pedersen conserve le maillot jame, mais Joël Pelier s'est installé à la deuxième place du classement général grâce aux bonifications des « points chauds ».

JAUNAY-CLAN, de notre envoyé spécial

Trois minutes quarante-deux econdes entre Bernard Hinault et Laurent Fignon, c'est beaucoup. D'autant que le champion breton, métamorphosé, a crensé cet écart en l'espace de 61 kilomètres. On a retrouvé pour la circonstance l'athlète du cyclisme dans toute sa splendeur, motivé, ardent et terrible-ment efficace. Hinault ne possède certes pas l'élégance harmonieuse d'un Jacques Anquetil, qui semblait évoluer sur un rail. Il se bat avec la route plus qu'il ne la négocie et son style heurté l'éloigne parfois de la trajectoire idéale en lui faisant parcourir quelques hectomètres supplémentaires, ce qui ajonte incon blement à ses mérites.

Un exercice impitoyable

Mais quelle puissance! Il faut le voir écraser les pédales et malmer son vélo. Enroulant un braquet de 54 x 12 (près de 10 mètres de développement), il a frôlé les 47 km/heure de moyeme sur un iti-néraire rugueux, en dépit du vent qui ne soufflait pas toujours dans le bon sens. Il a laissé son suivant immédiat, l'Américain Greg Lemond, victime d'une crevaison, à 44 secondes, tandis que le troisième, l'Irlandais Stephen Roche, terminait à 1 min. 4 sec. Seuls huit coureurs, dont Jorgen Pedersen, le porteur du maillot jaune, Urs Zimmermann et le jeune Français Joël Pelier out concédé moins de deux minutes.

Laurent Fignon, le spécialiste, ne s'est classé que trente-deuxième, après avoir perdu 4 secondes par kilomètre. Il n'a pas encore compris

frustration ont retenti dans les confis

En marge des arabesques des sia-lomeurs et des trajectoires directes des descendeurs, deux cents béné-voles de la fédération française de

canoë kayak ont quadrillé les berges de l'Isère durant six journées. C'est la première fois dans l'histore de la

préparation de championnats du

monde (ceux de Bourg-Saint-Maurice se dérouleront du 9 au 19 juillet 1987) qu'un contin-

gent de travailleurs volontaires

Tarentaise et du département de la Savoie, ayant œuvré à hauteur de

5 millions de francs pour rénover les installations.

Cette énergie et cet argent ne sont

pas simplement utilisés pour satis-faire les 448 concurrents engagés. Les responsables du canot-kayak

français veulent profiter d'un

rendez-vos de dimension mondiale

atteint cette dimension.

BOURG-SAINT-MAURICE

de notre envoyé spécial

ce qui lui est arrivé : « Je ne suis pas parti, je n'ai pas accéléré et je n'ai pas simi », a-t-il simplement déclaré pour justifier son étrange comportement, sans chercher d'excuse à sa

Hinault remarquait de son côté qu'il ne fallait jamais se réjouir du malheur d'un adversaire. Il ajoutait aussitot : « Son échec situe pourtant ses limites. >

C'est le moins qu'on puisse dire, Le leader théorique du groupe Système U a été devancé par sept de ses équipiers dans cet exercice impi-toyable qui ne tolère ni le surrégime ni le sous-régime. Bref, il n'a jamais trouvé la bonne carburation.

Une expérience médicale tentée sur l'Italien Leali a permis de contrôler sa fréquence cardiaque durant l'effort et de relever un maximum de 178 pulsations/minute. Le rythme de Fignon, mesuré par d'autres procédés, n'a pas dépassé le seuil de 140 pulsations. Preuve que le coureur de Cyrille Guimard était bloqué et par conséquent dans

Se trouve-t-il définitivement écarté de la course au maillot jaune pour autant? Il serait imprudent de l'affirmer car si l'épreuve dite de vérité a effectivement dégagé des lignes de force évidentes, les zones d'ombre subsistent et le Tour demeure très ouvert. On estime que dix hommes conservent toutes leurs chances de gagner à Paris. Parmi eux, le Suisse Zimmermann, vainqueur cette année du Critérium internatinal et du Dauphiné libéré, bénéficie d'un préjugé favorable. Il s'est particulièrement hien comporté contre la montre et est, de surcroît, un grimpeur d'élite. Prochain

JACQUES AUGENDRE.

CANOÉ-KAYAK

Au pain sec et à l'eau vive

Les préchampiounats du monde de canoë-kayak en eaux vives se sout disputés du 9 au 14 juillet à Bourg-Saint-Maurice (Savoie). En statom, les Français n'ont remporté qu'une épreuve sur les buit disputées grâce à l'équipe de canoë-biplace, mais en descente de rivière leurs représentants out fait pagaie tasse sur trois des quatre épreuves individuelles. Au-delà des résults asse sur trois des quatres pagaies de la confrontation qui en management de management de management de management de la confrontation qui pagaies de la confrontation qu

a rassemblé les représentants de vingt nations, les mille échos d'une

SPORTS ÉQUESTRES

La première femme



Gail Greenough, une étudiante canadienne de vingt-six ans résidant à Edmonton, est devenue, dimanche 13 juillet à Aix-la-Chapelle, la pre-mière semme championne du monde de saut d'obstacles. Après avoir déjà été la première femme à se qualifier pour la phase finale de cette épreuve créée en 1953, la Canadienne a réussi quatre parcours sans faute, sur son propre cheval Mister-T, puis sur les trois montures de ses concur-rents masculins. Comme aux Jeux olympiques de Los Angeles et à la dernière finale de la coupe du monde, l'Américain Conrad Homfeld (Abdullah) a dû se contenter de la deuxième place avec 8 points,

devant le Britannique Nick Skelton Des moyens inhabituels ont été engagés: sur les 7 millions de francs de budget couvrant les deux manifestations, 1 300 000 francs ont déjà été dépensés pour cette année. Cet effort est venu s'ajouter à celui des collectivités locales de la haute Tarentsise et du désergement de la (Raffles-d'Appolo), 10 points.

(Raffles-d'Appolo), 10 points.

Moins habitué que ses adversaires à ce genre d'épreuve, où le concurrent doit monter successivement le cheval de ses rivaux, Pierre Durand, qui n'avait pas renversé une seute barre avec Jappeloup-de-Luze dans l'épreuve par équipes, où la France avait pris la troisième place, a terminé quatrième et dernier de la finale individuelle avec 32 points. Dans le même temps, l'équipe de Dans le même temps, l'équipe de France junior (Stéphane Delaveau, Eugénie Legrand, Christophe Roguet et Max Thirouin) est deve-nue championne d'Europe en Irlande.

pour augmenter la popularité de leur sport.

> Une sorte de quête de reconnais-sance les anime. C'est même leur obsession: « Nous obtenons des succès à travers le monde, mais cela ne se sait pas assez., dit Daniel Curtil, directeur technique national solidement installé à son poste, puisqu'aussi bien son «règne» couvre la période des dix dernières années, justement celles de l'expansion, le nombre de licenciés étant passé de 8 000 à 43 000. Il s'agit maintenant pour lui, aidé par une équipe de cadres techniques, de passer à la vitesse supérieure, même si parfois la base a du mal à suivre ce tourbillon d'idées venues du som-

Depuis leur terrain de camping, les adeptes du canos-kayak ont regardé avec envie la caravane de vedettes du show-business et du petit écran lancées dans le Grand Prix de Raft sur de grosses embarca-tions bardées de publicité. Cette chabitation fonde cohabitation forcée sur l'Isère marquait autant la rencontre de deux mondes que le décalage entre deux activités dont le seul dénominateur commun est le bouillonnement des

A Bourg-Saint-Maurice, en raison de ce voisinage exubérant, l'eau du sponsoring est montée un peu plus qu'à l'ordinaire à la bouche des gens de la pagaie, frustrés à l'image de Gilles Zok, dix fois champion du monde mais complètement incomu du grand public. Parfois je suis jaloux de Platini ou de Prost», dit-

il avec la plus parfaite franchise. Quelques rares autocollants apposés sur les coques des frêles esquifs témoignent des tentatives individuelles des athlètes. Une action plus globale s'organise depuis cette année dans ce sens, sons l'impulsion de Thierry Rolando, directeur technique national adjoint chargé d'un secteur nouveau, celui de la promotion. Le canoë knyak français cherche à se vendre, mais pas au diable de l'argent, encore mal vu dans un milieu acquis à la « philosophie » de la pureté du plein air. Il s'agit pour lui de négocier au mieux une image sans y perdre son

Arcs. Outre la rénovation de la base nautique sur l'isère, ce pôle de la Tarentaise devrait prochainement s'équiper d'un nouveau parcours de golf et d'un centre d'entraînement des jeunes footballeurs et basket-

JEUX DU COMMONWEALTH Menaces de boycottage

RAFT

Galères en caoutchouc

Un tiers de vedettes, un tiers de champions sportifs, un tiers de journalistes, plus - comme pour le Picon-cassis du bar de la Marine

cher à Pagnol – un demier tiers de commanditaires. Voilà les ingré-dients d'un cocktail à forte teneur médiatique. Faire mijoter pendant

trois jours, du 11 au 13 juillet dans le gros bouillon de l'Isère entre

Bourg-Saint-Maurice et Centron, pour obtenir de Grand Prix de France

de raft. Ambiance mélangée de Tour de France, de garden party et de Nuit des césars. Les badauds applaudissent les pagayeurs sur leurs

D'apparence trivole, l'exercice est en soi une performance pour

les guides de la compagnie « Arcs-aventure » d'Alain Gaymard. Pour

la deuxième année consécutive, ils ont réussi à conduire sans encom-bre leurs équipages de galériens improvisés au terme d'une descente

mouvementée de quelque trente kilomètres. Grâce à eux, le motard vainqueur de Paris-Dakar, Just Jaeckin, le producteur d'« Emma-nuelle», et Patrick Morvan, l'ancien recordman de l'Atlantique à la

D'apparence légère, l'événement consacre aussi la percée de ce

nouveau sport qui donne aux rivières une dimension grand public que

n'autorisait pas le canoé-kayak. Il s'inscrit dans une stratégie de

développement touristique de la région de Bourg-Saint-Maurice et des

gros radeaux de caouchouc qui ensuite se congratulent.

voile, ont pu monter dans l'ordre sur le podium.

Cinq pays d'Afrique noire, la Ghana, la Kenya, la Nigéria, l'Ouganda et la Tanzanie, ont annoncé leur intention de boycotter les prochains Jeux du Commonwealth, qui doivent se disputer, du 24 juil-let au 2 août, à Edimbourg, pour protester contre le refus du premier ministre britannique de se joindre aux sanctions économiques décidées contre l'Afrique du Sud et contre la présence dans l'équipe britannique de deux sportives blanches d'origine sud-africaine, l'athlète Zola Budd et la nageuse Annette Cowley. A la suite de ces menaces de boycottage, les organisateurs britanniques ont annoncé, dimanche 13 juillet, l'exclusion des deux sportives d'origine sud-africaine en prétextant qu'elles ne remplissaient pas les conditions d'éligibilité pour les Jeux du Commonwealth, compte tenu de laur trop récent choix de résidence principale en Angleterre.

« Les Jeux peuvent encore être sauvés si le gouvernement britannique fait un petit geste », a estimé M. Sam Ramsany, le président du Comité olympique non racial sud-africain, qui a enregistré avec satisfaction cette décision des organisateurs. Les cinq pays boycotteurs n'ont pas fait connaître leur réaction.

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicité: 45-55-91-82, poste 4196

GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE DE F 1 1. Mansell (Williams-Honda), 315.450 km en 1 h 30 ma 38 s 47 (208,861 km/h); 2. Piquet (Williams-Honda), à 5 s 57; 3. Prost (McLaren-

TAG Porsche), à 1 t. Championnet du monde des conduc-teurs. – 1. Mansell (G-B), 47 pts; 2. Prost (Fr.), 43; 3. Senna (Bré.), 36. Championnat du monde des constructeurs. — 1. Williams-Honds. 32 ma 23 s; 2. 75; 2. McLaren TAG-Porsche, 60; 3. Havik (P-B).

CHAMPIONNAT DE FRANCE

DES ÉPREUVES COMBINÉES

Alain Blondel (8 118 points au déca-thlon) et Lillane Menissier (6 165 points à l'heptathlon) ont rem-porté les titres de champion de France des épreuves combinées, disputé les 12 et 13 juillet à Athis-Mons.

Automobilisme

Les résultats

Athlétisme 3. Lotus-Remault, 36; 4. Ligjer-Remault, 25; 5. Ferrari, 13.

Cyclisme TOUR DE FRANCE Nantes-Nantes, 61,5 km

(contre la montre) 1. Hinault, 1 h 18 mn 48 s (moy. 46,847 km/h); 2. Lemond, à 44 s; 3. Roche, à 1 mn 1 s.

Nautes-Jamay-Clan (Dizième étape) Sarrapio, les 183 km en 4 h 27 mn
 s (moy, 41,307 km/h); 2. Bagot, à
 s; 3. Vanderaerden, à 2 mn 42 s. Classement général. — 1. Pederson, 39 h 18 mn 58 s; 2. Pelier, à 1 mn 3 s; 3. Roche, à 1 mn 5 s.

TOUR FEMININ Cerizay-Januay-Clan (Troisième étape) 1. Betsy King (E-U), les 94,4 km en 2 h 32 mn 23 s; 2. Canins (It.), 2 1 s; Classement général. — 1. Camins (It.), 6 h 31 mm 16 s; 2. King (E-U), à 22 s; 3. Havik (P-B), à 26 s.

TOURNOI DE GSTAAD
(230 000 dollars)

Demi-finales. — Edberg (Suå.) b.
Gunnarsson (Suå.), 6-3, 6-4,; Stadler
(Sui.) b. Sanchez (Esp.), 4-6, 6-4, 6-4, 6-4,
Finale. — Edberg b. Stadler, 7-5, 4-6,
6-1, 4-6, 6-2.

TOURNOI DE BORDEAUX
(150 000 doltars)

Demi-finales. — Cane (lt.) b. Stenlund (Suč.), 6-4, 6-2; K. Carisson
(Suč.), b. Agenor (HaI.), 6-3, 4-6, 6-1.

Finale. — Cane (lt.) b. Carisson
(Suč.), 6-4, 1-5, 7-5. TOURNOI FÉMININ

Tennis

DE PEROUSE DE PERGUSE.

Dend-finales. — N. Herreman (Fr.)

b. Goles (Yoog.), 6-1, 6-2; C. Bartos (Hong.) b. L. Garrone (It.), 6-4, 6-4.

Finala. — N. Herreman (Fr.) b.

C. Bartos (Hong.), 6-2, 6-4.

LLBERT TARAGO.

Un plus pou

Same of the same A CONTRACTOR OF أليطها الترادات المادات

un «troisième Part of the second

المكذاصة الأصل

Le Monde **ECONOMIE**

Le second marché boursier

ONSTITUER un vivier de petites entreprises qui deviendront les grands groupes de demain : c'est à cet ambitieux objectif que répond la création du second marché en France, une institution boursière imitée, une fois de plus, de l'exemple anglo-saxon et qui a fait des émules en Europe. La caractéristique essentielle de ces enceintes réservées de préférence aux petites entreprises qui souhaitent élargir leur actionnariat familial, sans perdre le contrôle de l'affaire et avec un double objectif de notoriété et de ren-

Le Tour de Fran-

13 Menus manis

CANOE K 11 14

Au pain sec et à l'eau ile

ten ber Francis Mant Haup til ber ber berteite.

pier & Physips & vann begene aus in be-

the transmission of the same of the same

and made a vol. stands better a maintain

CHARLES

marine interests on the contract of the contra

and fast page of the analysis.

the America for the second second

forcement des fonds propres de la société, réside dans la simplification des règles qui les régissent.

Que ce soit à Londres, où fonctionne le Unlisted Securities Market, à Amsterdam, avec le Parallel Market, ou au palais Brongniart, où sont cotées à présent plus de cent cinquante sociétés depuis l'inauguration du second marché, en février 1983, una tella institution offra la possibilità de recueillir l'épargne du public en ne lui proposant que 10 % des actions de l'entreprise, un pourcentage minimum qui peut naturellement être relevé par la suite selon le bon vouloir des dirigeants. Dans le même temps, ceux-ci ne sont tenus qu'à des règles comptables et d'information allégées par rapport à celles de la cote officielle ; un avantage qui risque toutefois de nuire à la crédibilité de la société et des partenaires qui l'accompagnent dans cette démarche (une ou plusieurs banques et une charge d'agent de change) si ces obligations vensient à être par trop assouplies.

fres d'affaires (avec des montants

voisins de ceux des capitalisations

déjà mentionnées), des bénéfices

annuels s'étageant entre moins de

25 millions de francs pour 70 %

des sociétés cotées à plus de

100 millions pour une poignée d'entre elles et, enfin, des effectifs

compris entre quelques dizaines

de salariés (près d'une vingtaine

de firmes ont moins de cinquante

employés) à plus de cinq mille

salariés pour des groupes tels que Saint-Gobain-Emballage, Calber-

La seconde particularité de ce

nouveau marché, poursuit la

COB, « réside dans le fait qu'il

constitue un facteur de régénéra-

tion et de développement des

Bourses régionales . Avec, il est vrai, une grande disparité entre Lyon, incontestable numéro un

régional, Nancy, Lille et Nantes,

qui ont eu un comportement bono-

rable et, à l'inverse, Bordeaux et

Marseille, qui « ont jusqu'à pré-

sent peu bénésicié des opportu-

nités de développement offertes

par le second marché . Le point

le plus intéressant a sans doute

trait à la capitalisation boursière

de ces nouvelles venues qui, dans

la plupart des cas, est supérieure à

celle des sociétés inscrites à la

core officielle de ces Bourses de

Un atout

pour les salariés

Au passage, l'étude aborde le

rôle joué par les investisseurs ins-

titutionnels, les fameux « zin-

zins ». « Objet de spéculation, le

second marché est devenu un vec-

teur de spécialisation et de diver-

sification pour les opérateurs, et

tout spécialement les organismes

de placement collectif en valeurs

mobilières (OPCVM). La grande

variété des SICAV et des fonds

communs de placement (FCP)

permet à certains de ces investis-

seurs, de saille encore modeste,

de se spécialiser sur le second

marché. Dans le même temps, ce

dernier offre à d'importantes

SICAV investies en actions une

occasion de diversification inté-

son, Ortiz...

province.

Pretiquement tous les grands secteurs de l'activité économique du pays se trouvent représentés à la cote du second marché, et ce succès, qui s'est étendu aux Bourses de province, a suscité l'intérêt d'autres pays européens, enclins à copier – et à adapter – l'exemple français. La Belgique est dotée depuis plusieurs mois d'un second marché, l'Espagne et l'Allemagne fédérale y réfléchissent, et les Bourses suisses veulent également être de la partie.

Un plus pour les régions

Une étude de la COB souligne le succès

du second marché créé en février 1983

tout en faisant l'inventaire des problèmes

VEC plus de cent cin-A quante sociétés intro-duites depuis trois ans et demi (en comptant, il est vrai, quelques transferts de l'ancien hors-cote spécial), une capitalisation boursière qui est loin d'être négligeable (95 milliards de francs) et un incontestable coup de fouet donné à la plupart des places de province, le second marché, qui a été inauguré officiellement en février 1983 connaît depuis un succès qui ne se dément pas. Sans prétendre rivaliser encore, en termes de - poids financier », avec l'Unlisted Securities Market, le second marché londonien créé deux ans plus tôt et dont il s'est largement inspiré, le second marché français a permis de revitaliser la cote, qui en avait bien besoin depuis la disparition des entreprises nationalisées en 1982. Il a aussi incité les banquiers, experts-comptables, conseils juridiques et financiers, notaires, bref, tous ceux qui sont en contact quotidien avec les entreprises, à parler d'une seule voix pour conseiller à tel dirigeant - à condition que la situation de sa société s'y prête - d'examiner ce moyen de renforcer ses fonds propres sans perdre pour autant le

contrôle de son affaire. Beaucoup a été dit et écrit sur les raisons de cette réussite du second marché, sur les problèmes qui se posent encore à cette toute jeune institution, notamment en matière de procédure d'introduction, mais il était intéressant de connaître le constat que pouvait dresser l'un des organismes qui, avec le concours de la chambre syndicale des agents de change et le Trésor, ont encouragé cette initiative, copiée depuis dans d'autres pays européens, à savoir la Commission des opérations de Bourse on COB.

Dans un épais document de deux cents pages, qui n'a pas encore été rendu public, la Commission passe en revue les fac-

qui restent à régler. teurs techniques et économiques qui expliquent le bon déroulement du second marché. En dépit d'un certain nombre d'obstacles qu'elle ne manque pas d'analyser tout en élaborant un catalogue de propositions qui méritent d'être rapportées. Parmi les éléments techniques qui ont contribué au succès, il faut naturellement citer la souplesse des conditions d'accès au second marché, « le libéralisme des procédures d'admission et la

Régénérer le tissu économique

faculté laissée aux intermédiaires

de choisir entre différentes moda-

lités d'introduction ».

Mais l'environnement économique a joué aussi un rôle important. La création de ce second marché « s'inscrivait dans la mouvance d'un contexte international tendant à ouvrir le marché financier aux entreprises movennes ». Dans le même temps, - la modification sensible du comportement des ménages en matière d'épargne sinancière » avec pour conséquence « l'existence latente d'une offre potentielle de capitaux » prête à s'investir en partie dans le financement d'un capital à risque a trouvé un allié de poids dans l'effet d'entraînement exercé depuis 1982 par les Bourses étrangères sur Paris, notre place ayant été propulsée à des niveaux inconnus jusque-là.

Il faudrait sans doute ajouter à cette analyse le profond changement culturel intervenu dans l'esprit des Français, pour lesquels les termes d' « argent », de « spéculation » et de « rentabilité »

semblent avoir été définitivement sorties de l'armoire à tabous. Cette évolution s'est faite alors que les pouvoirs publics - socialistes - s'employaient à réhabiliter le rôle du chef d'entreprise et vantaient les vertus de la prise de risques. Le résultat a été que les investisseurs potentiels, habitués à découvrir le nom de leurs groupes industriels dans la rubrique nécrologique, au vu de pans entiers de notre économie menacés par le naufrage, ont constaté qu'il existait un secteur de PME vivantes, y compris dans des secteurs réputés difficiles, souvent leaders sur leur marché, et susceptibles de régénérer à brève échéance un tissu économique passablement effiloché.

Car c'est là l'une des principales particularités du second marché que met en avant l'étude de la COB. A l'inverse de la cote officielle, et notamment du marché à règlement mensuel (RM) où sont inscrites les principales sociétés « qui ne reflètent que très imparfaitement l'image du tissu industriel et commercial français en raison du poids relativement important des sociétés holdings de grands groupes et des sociétés de portefeuille dans la capitalisation boursière », le second marché offre une grande diversité. A l'exception de quatre soussecteurs (pétroles et carburants, minerais et métaux, matériel de transport et distribution d'eau et d'air), tous les grands secteurs sont représentés avec un poids proportionnellement plus impor-tant pour les sociétés industrielles par rapport à la cote officielle.

Diversité des secteurs mais aussi des tailles. Et la Commis-

Le VRP de Lyon Louis Thannberger a su hisser sa banque, sion de souligner l'éventail très ouvert des capitalisations bouren trois ans, au premier rang sières (d'une dizaine de millions de francs à 3 milliards), des chif-

pour les introductions au second marché. Il illustre la revanche du « couponnier » sur « l'homme de crédit ».

grande révolution industrielle et dernières années. - Tempérament entier, passionné par ce métier qui l'a fait roi aujourd'hui et qui n'intéressait personne il y a seulement quatre ou cinq ans .. Louis Thannberger est indiscutablement le . Monsieur second marché ». Une réputation qui ne lui vaut pas que des amis, lui qui séduit autant qu'il agace depuis qu'il ratisse la moitié est de la France à raison de 50 000 km par an. Simplement pour y dénicher la petite entreprise familiale à fort potentiel de croissance (sans être nécessairement dans un secteur d'activité à la mode et se terminant de préférence en « ique »). Susceptible de s'ouvrir au public via la Bourse.

Mais avant d'en arriver là il a dû - ramer -. Né à Saint-Louis, à proximité de Mulhouse, « à trois cents mètres de la frontière suisse et à égale distance de l'Allemagne, ce qui ouvre des horizons », il commence sa carrière à dix-sept ans à la BNCI, la Banque nationale pour le commerce et l'industrie qui, alliée au Comptoir national d'escompte de Paris, allait donner naissance à la BNP. La banque, c'était encore (ce l'est de moins en moins) une des rares professions avec la Bourse où l'on pouvait commencer au bas de l'échelle avec de belles perspec-

tives de carrière. - Thann -, comme ce Lyonnais d'adoption n'a pas tardé à être désigné, commence donc par occuper ses journées à découper des coupons d'actions... et à dévorer toutes les publications qui parlent de Bourse, un secteur qui est alors l'un des moins nobles de la banque, laquelle présère accorder ses faveurs aux hommes de crédit. Un passage dans le réseau des banques populaires lui permet de renforcer ses connaissances et de s'essaver aux conseils boursiers jusqu'à son entrée, en 1970, à la Société lyonnaise de dépôt et de crédit industriel, devenue par la suite la Société lyonnaise de banque. Là, il a la chance de pouvoir participer au fameux rapport sur les fonds propres des entreprises rédigé par Gilles Brac de La Perrière, le futur patron de « la Lyonnaise - qui a beaucoup compté dans le renouveau de la Bourse

Après le départ de ce dernier pour la Sofaris puis pour la Banque privée de gestion financière (après la nationalisation de la Lyonnaise), Louis Thannberger transmet le dossier à l'actuel président, Jean Carrière. D'entrée de jeu, celui-ci accepte de dire · banco - au second marché lyonnais, et sa banque se lance la première sur cette enceinte pour PME en introduisant le 22 juin 1983, quatre mois après l'inauguration officielle du second marché à Paris, la société Smoby.

En l'espace de trois ans, ce fabricant de jouets du Haut-Jura

E second marché? devait être suivi par quinze autres C'est bien simple; il entreprises représentant des sec-s'agit de la plus teurs aussi divers que la layette, les chaussures de luxe, le décollefinancière en France de ces dix tage industriel, le pesage, la papeterie ou encore l'informatique. Au total, cet établissement a introduit à lui seul et avec l'appui d'un agent de change local la moitié des nouvelles sociétés présentées sur la place de Lyon. Un score qui, naturellement, n'a pas fait l'affaire des autres banquiers qui ont eu vite fait de voir dans ce VRP de la Bourse un dangereux concurrent pour leur propre clientèle. C'est que le bougre n'hésite pas à chasser sur les terres d'autrui. . A l'exception de deux ou trois d'entre elles, les sociétés introduites en Bourse par nos soins n'étalent pas clientes de la Lyonnaise », avoue avec une mine gourmande cet ancien « couponnier » devenu directeur des opérations boursières avec, à ses côtés, une équipe d'une demi-douzaine de personnes.

Impact médiatique

Comédien? Sans doute, et il faut l'avoir vu négocier pied à pied avec le pool introducteur, le jour même de la conférence de presse, pour obtenir à l'arraché un premier prix de cotation qui ne soit pas trop élevé; histoire d'offrir au titre une belle carrière boursière. Homme de communication? Assurément Journaliste frustré. « Thann » voue indiscutablement un culte à tout ce qui a odeur d'encre d'imprimerie ou rapport avec un micro. Il est indéniable que l'impact médiatique de la Lyonnaise de banque est bien supérieur (même en tenant compte du fait qu'elle a réalisé 10 % du total des introductions réalisées au second marché de Paris et de province) au poids réel de cet établissement : « un pour cent du marché national ». Il est toutefois le plus beau fleuron du groupe CIC qui a bien besoin d'un porte-drapeau de cette nature. Et Louis Thannberger de se prendre déjà à rêver pour cette bonne ville de Lyon • d'un grand second marché, d'une sorte de vaste Bourse d'acclimatation pour les PME et PMI de toute la France -. Hors Paris, bien sûr...

BENNES MARREL - La Jean d'ASSIGNIES assume désormais les fonctions de président du conseil de surveillance.

- (Publicité) -

René DESTRADE, 38 ans. nene DESTRADE, 38 ans, ingénieur I.N.S.A. Lyon, prend la tête du premier groupe européen de bennes et équipements pour poids loards,

BENNES MARREL réalise un C.A. de 880 millions de francs (dont plus de 50 % à l'exportation) et emploie 2 000 personnes.

Le groupe a assuré sa diversification dans le monde de l'hydraulique pour travaux publics, le matériel de mine, les équipements aéroportuaires, l'ingénierie civil et reillésies.

Vers un «troisième marché»

PROPOS des problèmes A liés à l'information des sociétés et à leur contrôle comptable, on sent la COB (Commission des opérations de Bourse) partegée entre le souci de laisser au second merché la souplesse qui a fait son succès et la volonté de protéger les épargnants face à un vide éventuel en matière d'infor mations essentielles. La Commission estime toutefois nécessaire d'exiger à l'avenir la publication préalable d'un prospectus ou « note de présentation » qui ne revêtirait pas son visa (exigé pour les introductions à la cote officielle). Dérivé de l'actuelle plaquette, il devrait comporter e un contenu minimal d'informations sur l'activité et les états financiers de la société candidate ». Ce prospectus devrait inclure les extraits les plus utiles des commissaires aux comptes et comporter l'engagement des introducteurs sur l'ensemble de son contenu. Nous ne pouvons que souscrire à ce souhait en constatent la fâcheuse tandance d'un certain nombre de sociétés candidates à confondre dépliant publicitaire haut en couleurs et note d'infor-

mation, en laissant évantuellement à la banque et à l'agent de change le soin d'apporter les lyse, sous leur seule responsabi-lité, bien sür...

A ce sujet, la COB suggère que les intermédiaires financiers introducteurs et les dirigeents de la société candidate apposent leur signature à la fin du prospectus, ce qui traduirait un engagement formel de leur part sur le contenu dudit prospectus. Enfin. postérieurement à l'introduction en Bourse qui ne doit pas inciter « au non-respect des engage mente pris auprès de la COB », il aux entreprises « la publication du rapport semestriel d'activité et de résultats ».

L'ensemble de ces mesures n'aurait qu'une « faible incidence sur le coût des introductions », assure la Commission. « Notre souci majeur de rester moins cher que Londres » sera préservé, assure t-on. Mais, dans le même temps, les auteurs de l'étude rappellent que le second marché, dans sa phase de déveloopement, « doit correspondre au segment du marché financier pour lequel il a été créé, c'est-àdire les entreprises de taille moyenne ». De ce fait, ils préconisent deux mesures susceptibles à la fois de développer le marché dans son ensemble et de recentrer le second marché sur son créneau :

1) Assouplir, pour l'accès à la cote officielle, la règle de diffusion immédiate de 25 % du capital dans le public en le transformant en une exigence d'un montant minimal de « flottant » (nombre de titres en circulation) à déterminer :

tion éventuelle d'un « troisième marché » réservé aux entreprises de taille plus modeste qui

ressante. » On notera au passage que les dix-huit principales SICAV françaises investies en actions et pour lesquelles les lignes de second marché restent marginales détenaient récemment un portefeuille de valeurs du second marché trois fois plus important que les SICAV spécialisées sur ce marché... Restent les divers problèmes

posés, à commencer par celui des opérations de restructuration interne auxquelles doivent recourir nombre de sociétés avant 2) Mettre à l'étude la créad'accéder à la Bourse. Dans leur principe, ces opérations posent un problème d'information du public dans la mesure où les comptes existants ne sont généralement pas représentatifs de la nouvelle structure de la société. Cet inconvénient est cependant pallié par le recours, pour la plupart des inter-

n'osent pas aborder le second marché. Cette troisième structure répondrait e aux besoins en fonds propres de petites sociétés, d'entreprises de création récente ou d'affaires en cours de restructuration ou en voie de redressement ». On sait que c'est là la mission que s'est fixée Jean Salwa, l'animeteur du Centre d'informations et d'introductions boursières des PME-PMI (CIIB).

SERGE MARTIL

(Lire la suite page 14.)

l'entreprise.

médiaires financiers, à « des

comptes pro-forma ou à des

comptes intermédiaires suffisam-

ment significatifs - et fournis par

DOLLES BLAT MALPICE

in this proper waters De training the publishment of the Puramont and apostroid in the pro-try deposits and population of all pates from these Challens are a

Companies to the square of the

-La chronique de Paul Fabra

1, en ce jour de fête nationale situé pratiquement au milieu de l'année, on me demandait quels sont, de tous les événements qui ont défrayé la chronique depuis le 1er janvier dernier, celui dont l'annonce m'a fait le plus plaisir (ce qui ne veut pas dire qu'il soit, à mes yeux, le plus important ni même le plus significatif) et celui qui fut le plus angoissant, je serais bien embar-

Les nouvelles sont innombrables, et il est bien rare qu'on les accueille sans y participer d'une façon ou d'une autre, hélas pour les déplorer, quelquefois pour s'en réjouir. Encore faudrait-il distinguer entre celles dont on a raison de se féliciter et celles qui sont de fausses bonnes nouvelles. Pour les mauvaises, l'alarme qu'elles suscitent est trop souvent justifiée.

Parmi les sujets qui firent, l'espace de quelques jours, partie de notre actualité, il en est un auquel je ne puis m'empêcher de penser sans éprouver une satisfaction particulière. bien que mêlée d'une pointe de désenchantement, voire d'amerturne. Je ne doute pas que beaucoup d'autres ont eu une portée beaucoup plus grande. Pour être classé comme heureux, un événement devrait avoir apporté du bien-être à un nombre aussi grand que possible d'êtres humains. Est-ce parce que les exemples en ce sens n'abondent pas, et que les temps ne se prêtent pas à la joie sans mélange que mon choix risque d'apparaître à la limite de la futilité historique ?

Le vote oublié du 16 mars

De tous les faits, actions, initiatives, rencontres, conférences qui ont rempli l'histoire de ce premier semestre écoulé, la décision politique à laquelle j'ai la faiblesse de me référer avec contentement est, à l'échelle du monde, tout au plus un épisode. Pour tout dire, un épisode qui ne laissera pas de trace puisque la décision dont je parle est négative, de la forme : nous n'approuvons pas que...

Il s'agit d'un certain vote du 16 mars - que mes compatriotes me pardonnent, ce n'est pas aux élections législatives françaises que je fais allusion. Non pas que je considère leur résultat comme nécessaire - mot malheureux. On peut y avoir trouvé des avantages, mais ce n'est pas ici mon sujet, pas plus que les espoirs déçus ou au contraire confirmés des sympathisants de la nouvelle majorité au pouvoir à Paris. C'est à la votation populaire qui eut lieu ce même jour dans les vingt-deux cantons de la Confédération helvétique que je me réfère.

la majorité de trois contre un, et avec une participation au scrutin élevée (50,2 %) par rapport à celle que l'on constate en Suisse dans la plupart des référendums, les électeurs se sont prononcés contre l'adhésion de leur pays à l'ONU. Si cet événement mérite, me semble-t-il, d'être un 14 juillet rappelé en France, c'est parce que, contrairement aux apparences, il convient probablement d'y voir la manifestation d'un réflexe républicain, au sens le plus vrai de ce mot, qui se confond avec son étymologie (res publica : chose commune).

On est tellement habitué à juger les choses du point de vue officiel que l'on serait tenté de tirer de cette consultation la conclusion contraire. N'y aurait-il pas en Suisse une complaisance innée à l'égard de soimême ? Sous prétexte de neutralité, n'y cultive-t-on pas la différence avec délectation ?

De là à se représenter les « bourgeois » (terme confédéral signifiant les citoyens) de Fribourg, de Zurich ou de Genève comme un peuple « satisfait », fier de ses vertus réelles ou supposées, il n'y a qu'un pas que l'establishment helvétique est le premier à franchir, pour des raisons qu'il n'est pas inutile d'analyser, car on peut craindre qu'elles illustrent à leur manière l'attitude que dans tous les pays les gouvernants ont à l'égard des gouvernés.

Dès 1977, le gouvernement (conseil fédéral) avait fait savoir qu'il était partisan de l'entrée de la Suisse dans l'ONU, premier pas vers l'adhésion aux autres grandes organisations internationales, dont le Fonds monétaire et la Banque mondiale. A la suite de quoi, le Parlement (conseil national) avait à son tour émis un avis favorable. Il ne restait plus qu'à convaincre celui qu'on appelle « làbas » ly règnent en effet des pratiques politiques bien éloignées des nôtres) le souverain, à savoir le peuple, avec d'autant plus de respect véritable ou feint que c'est lui qui a effectivement le dernier mot.

Seulement voilà, le peuple n'est pas bien au courant. Pour tout dire, il est. dans ses couches profondes. quelque peu attardé. Qu'on se rapporte aux commentaires du lendemain de l'élection. On y faisait lourdement remarquer que les pourcentages les plus élevés de « non » émanaient des régions de montagne. Toutes les idées recues de l'homme moderne étaient prêtes à se mobiliser. Après la déception due au résultat, le mépris pour ceux qui en était les auteurs.

OURTANT, la démocratie est une idée simple et admirable que le souverain pratique naturellement. L'argument habituel de la condescendance butait vite, en l'occurrence, sur les faits incontournables. O, stupeur I les grandes villes avaient aussi exprimé, de la façon la plus nette, leur refus. A Genève, l'internationale, la proportion des ∢ non » atteignait 70 %.

La patiente campagne d'explication entreprise par les partis et une large de l'intelligentsia avait donc complètement échoué. Tout se passe comme si l'électeur qui n'est

« moyen » qu'aux yeux des statisticiens et des politiciens compteur des votes avait ramené la question qu'on lui posait à l'essentiel : l'étau du monde et le rôle qu'y joue l'ONU justifient-ils que la Suisse répudie son interprétation traditionnelle de la neutralité qui lui interdit de participer directement, et à part entière, à une organisation comme les Nations

Le moins qu'on puisse dire est que l'évolution à laquelle on assiste depuis une bonne quinzaine d'années - le débat est ouvert en Suisse depuis la fin des années 60 - montre à l'envi que ni la paix, ni la prospérité, ni l'ordre national ne dépendent dans aucun domaine des institutions nominalement chargées d'en assurer le maintien.

Nul doute que la non-participation suisse aux institutions internationales prive plusieurs centaines de fonctionnaires de ce pays d'agréables postes à l'étranger qui permettent aux plus doués de se faire valoir. Mais est-ce la meilleure façon de servir la com-. munauté internationale ? Pour ne citer qu'un seul exemple, la Suisse n'a-t-elle pas apporté à ce qui reste d'ordre monétaire international une contribution précieuse en restant le pays le moins inflationniste et le moins contrôlé du monde ? La stabilité du franc suisse importe plus aux autres pays que l'adhésion de la Suisse au Fonds monétaire.

Quant à l'événement le plus angoissant des demiers six mois, n'en parlons pas un jour consacré à la fête. Il en sera question dans une prochaine chronique.

LE SECOND MARCHÉ BOURSIER

Un plus pour les régions

(Suite de la page 13.)

A propos du déséquilibre traditionnel constaté lors des introductions au second marché, les spécialistes de la tour Mirabeau rappellent que les autorités du marché ont eu recours à trois procédures permettant de tempérer a demande excessive de litres : le changement de procédure d'introduction avec relèvement du prix d'offre; le blocage préalable des capitaux correspondant aux ordres transmis, et, enfin, la limitation de la demande pour chaque donneur d'ordres à un nombre limité de titres. « Ces mesures qui ont parsois été utilisées simultanément, paraissent, dans quelques cas, avoir été favora-bles. Elles n'ont cependant pu résoudre tous les problèmes, en partie à cause de leur inobservation par les investisseurs. Le blocage de fonds en particulier n'a

On les avait trop vite enterrées.

Treize ans après le premier choc pétrolier, il faut se faire une raison : les énergies sossiles – pétrole, gaz et

charbon - demeurent de très loin

les énergies dominantes de cette fin de siècle, et le resteront au moins

usqu'au début du prochain. C'est

l'une des principales leçons du manuel Economie de l'énergie que viennent de publier les professeurs

ean-Marie Chevalier, Philippe Bar-

pétrole, du gaz et du charbon », esti-

bet et Laurent Benzoni (1).

rigueur souhaitable, sans doute en raison de l'absence d'instructions claires et précises en ce domaine », constate la COB.

Celle-ci préconise le renforcement de mesures déjà adoptées, à savoir la limitation des titres demandés par les donneurs d'ordres et le blocage des fonds. En ce qui concerne les techniques d'introduction proprement dites, la COB estime qu'il devrait être exclu de servir, en cas de mise en vente, des tranches d'ordre dans une sourchette trop étroite (inférieure à 20 %), tout en estimant souhaitable de fixer des « taux de réponse minima » (par exemple de 10 % pour les procédures ordi-naires, de 10 % également pour les mises en vente et de 5 % pour les offres publiques de vente).

De cette volumineuse étude de la COB sur le second marché, qui

BIBLIOGRAPHIE

«ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE»

La revanche des énergies fossiles

pas été respecté avec toute la ne saurait être exhaustive, on retiendra l'absence de toute allusion à l'intérêt qu'il peut représen-ter pour les salariés d'une entreprise qui souhaitent prendre une participation au capital.

> - Avant la création du second marché, les salarlés étaient pièges, car rien n'était prévu po rendre liquides leurs investissements et surtout pour déterminer sur quelles bases les valoriser ». rappellent opportunément Jean-François Daigne et Xavier Joly dans un ouvrage consacré à cette nouvelle enceinte boursière pour PME (1). « Bon nombre d'entreprises introduites sur le second marché ont su profiter de cet avantage pour élargir l'actionnariat aux cadres, voire à l'ensem ble des salariés. » Notamment grâce aux dispositions remaniées telles que les stock options ou · plans d'options sur titres ».

> Nombreuses sont également les sociétés qui offrent à leur personnel la possibilité de souscrire à des augmentations de capital.

Autant de formules qui se trouvent facilitées par le second marché, lequel permet aussi, par exemple, une opération de reprise d'une entreprise par ses salariés » (RES), version francisée du Leverage Management Buy Out (LMBO) anglo-saxon. C'est là un bon moyen de ne pas oublier que la trilogie du succès pour une entreprise est souvent la suivante : un marché, un produit et... des hommes.

SERGE MARTL

(1) Le Second Marché. Un atous pour l'entreprise, par Jean-François Daigne et Xavier Joly, 260 p. Éditions d'Organisation - Éditions hommes et techniques, 5, rue Rousselet, 75007

• Rectificatif. - Deux coquilles ont obscurci la compréhension de notre article « La revanche du marché », publié dans « le Monde Economie » du 8 juillet. Dans le premier paragraphe, il fallait lire : . Stabiliser les prix des matières premières : cette préoccupation séculaire des producteurs (et non des prix des matières premières) a pris sa forme la plus avancée lors de la quatrième session de la CNUCED à Nairobi (Kenya) en 1976. - Dans le dernier paragraphe, il fallait lire que le commerce mondial des matières premières non énergétiques en terme d'exportations représentait 314 milliards de dollars en 1984 (et non 314 dollars...).

Une aubaine pour l'agro-alimentaire

TOUS nous sommes WIV mis un superposition au-dessus de la tête », lance Serge Pasquier, PDG de Brioche Pasquier, leader français de la viennoiserie, lorsqu'il évoque l'entrée de sa société au second marché de Nantes, en juin 1985. Cette réflexion en boutade ne doit pas tromper : en accédant à la cote, l'entreprise familiale des frères Pasquier, créée en 1974 (160 millions de francs de chiffre d'affaires en 1985), n'a pas voulu aliéner une part de son autonomie. - Nous avons au contraire acquis des libertés fondamentales, explique Serge Pasquier, qui bénésicient tant aux dirigeants qu'à nos deux cent cinquante salariés. » Le second marché, instrument d'émancipation des sociétés familiales en quête d'argent frais? C'est un credo que l'on défend volontiers chez Pasquier, Premier atout de la formule : l'indépendance. « Nous préférons un actionnariat éparpillé plutôt qu'un seul partenaire ou un banquier », insiste Serge Pasquier. Avec seulement 10,6 % du capital en circulation, les cinq fils du boulanger des Cerqueux de Maulévrier (Maine-et-Loire) peuvent rester sereins. Ce n'est pas demain qu'un concurrent mis en appétit par la brioche mettra, à leur place, la main à la pâte. D'autant qu'avant l'introduction une société holding destinée à protéger l'outil de travail a été mise

Leur souci d'asseoir leur notoriété en se forgeant une image forte a de surcroît trouvé un bon écho autour de la corbeille nantaise. « En terme de réputation. s'installer sur la place régionale où nous sommes implantés est beaucoup plus payant que d'aller à Paris », notait récemment Serge Pasquier, à l'occasion d'un colloque de la revue Agro-Industrie sur l'agro-alimentaire et la Bourse. En contrepartie, soulispait-il, - nous avons une obligation de persormance, de transparence et d'information visà-vis de nos actionnaires ». Et de conclure simplement : - Nous sommes des gens de la campagne, et il n'est pas question pour nous de donner notre parole en l'air... »

sur pied par les dirigeants de Pas-

quier.

Si la brioche est chez Pasquier une affaire de famille, la parentèle s'étend, par les liens que sus-

Objet d'OPA à répétitions sur les grandes places financières, le secteur agro-alimentaire suscite aussi beaucoup de convoitises en France.

cite l'entrée en Bourse, à l'ensemble du personnel. «L'accès au second marché a valorisé les salariés, qui détiennent 23 % du capital, précise Serge Pasquier. et actionnariat ouvrier est plus fidèle que l'actionnariat cadres .. ces derniers résistant plus difficilement à l'appel de la plus-value.

Les Grands Moulins de Paris

Faire participer les salariés, c'est aussi une volonté des Grands Moulins de Paris (GMP), premier mennier français, dont la filiale Vie de France est cotée à New-York (Over the Counter, le hors-cote local) et entrera peutêtre (le projet est actuellement suspendu) au second marché parisien. . Dans notre société familiale, la Bourse est une façon d'intéresser les belles-sœurs. indique non sans humour M. Jean-Louis Vilgrain, PDG des Grands Moulins. « Permettre à l'entreprise d'accroître son capital, d'absorber des affaires par distribution de nos titres en échange de la société acquise ». telles sont, d'après M. Vilgrain, les possibilités qu'offre notamment la corbeille.

« Mais attention, précise-t-il d'emblée, il est nécessaire de maitriser la géographie de son capital. Sinon, une entreprise est toulours un objectif pour une autre entreprise. Et dans la perspective d'une OPA, tout investissement se transforme en spéculation. - Si le second marché confère une certaine protection (l'émission de 10 % du capital suffit pour y accéder), ce n'est pas le cas de tous les autres compartiments de la Bourse, et notamment du marché à règlement mensuel, où la proportion exigée est de 25 %. Or l'agro-alimentaire a été ces der-

niers temps le lieu de prises de contrôle spectaculaires, aux Etats-Unis et en France (rachat de Générale Biscuit par BSN). Pour un groupe de l'importance des GMP (3,9 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1985). l'éclatement du capital peut faire entrer le loup dans la bergerie familiale, « J'ai un concurrent international qui cherche à me prendre ce que j'ai ; je dois donc protéger mes actifs », avouait récemment M. Vilgrain, au colloque d'Agro-Industrie. Mais en même temps qu'il mettait l'accent sur les dangers de ces règles du jeu capitaliste, dès lors qu'elles peuvent lui nuire, il se disait toutefois prêt à acquérir d'autres affaires sur les marchés internaA 4-14 M

- 141 34 144

** 100 / 700

- " The representative".

· who delicated

17 27 1

The state of the state of

Action Cardies

The indian

12.72

Dans ce contexte, le second marché apparaît comme la quadrature du cercle, ou le moindre mal, pour nombre de sociétés agro-alimentaires, souvent familiales, qui veulent échapper à l'œil du banquier ou du partenaire unique, et à la main de l'acquéreur gourmand ». Si un apport de capitaux nouveaux doit conditionner leur croissance, cette issue permet une ouverture réelle, mais contrôlée, sur les capitaux extérieurs. Une manière de récolter le bon grain, sans hériter de l'ivraie.

tionaux. Vérité ici...

ERIC FOTTORINO.

D'un jugement rendu le 29 septem-bre 1983 par la 3 Chambre du Tribu-nal de Grande Instance de PARIS, et confirmé par un arrêt rendu le 21 no-vembre 1984 par la 4 Chambre de la

Publications judiciaires

Cour d'Appel de Paris, il a été extrait Dit que le SOCIÉTÉ ARTISTIQUE DE DIFFUSION (SADE) en com-

DIFFUSION (SADE) on commercialisant notamment des vêtemens dans un magasin à l'enseigne LIBERTY, 20, rue Saint-Denis à PARIS, a contrefait le marque LIBERTY (nº 270 064 - 1 042 217) dont la SOCIÈTÉ LIBERTY and Co Limited est titulaire.

Dit que, sons astreinte de 1 000 F
(MILLE FRANCS) par jour de retard, la SOCIÈTE ARTISTIQUE
DE DIFFUSION (SADE) devra
dans le mois de la signification du jugement cesser d'utiliser la marque LiBERTY comme enecigne, nom commercial, raison sociale on à un titre
quelconque.

La condamne à payer à la Société
LIBERTY and Co Limited:

- une indemnité de 35 000 F
(TRENTE CINQ MILLE
FRANCS).

Marcel SFEZ Avocat à la Cour

A eux seuls, pétrole, gaz et charbon fournissent encore aujourd'hui Mais si l'un y parvient, - il se trouve près de 90 % des besoins énergétiques mondiaux. L'électricité immédiatement confronté aux stratégies de contre-offensive des deux hydraulique ne dépasse pas 6.8 %, le autres -. Sur ces marchés, qui tiennucléaire 3.4 %. Quant aux énergies nent « de la guerre et du jeu », les dites « nouvelles » (solaire, éolienne, équilibres demeurent donc . frabiomasse, etc.). leur contribution giles, temporaires et instables ». reste tout à fait négligeable, en dépit Outre son style limpide, exceptionnel pour un manuel universi

d'un capital de sympathie certain. D'ici à la fin du siècle, quels que soient les crises politiques, les dérives de coût, les progrès ou les revers techniques susceptibles d'influencer le marché de l'energie, ce partage ne devrait pas être fondamentalement modifié. Le nucléaire est en crise, les énergies nouvelles aussi. Le charbon continue de progresser lentement grace à ses réserves énormes et à un avantage de coût durable. La part des hydrocarbures restera donc majoritaire en dépit de l'érosion continue de leur marché. Les incertitudes sont. certes, considérables, mais « elles ne paraissent pas devoir remettre en cause la domination durable du

Evidence? Facile à dire. L'histoire des énergies, à laquelle le manuel consacre un chapitre original, procède par bonds, par - ruptures brusques de courte période échappant à tout schéma logique. Les mutations lourdes de long terme, qui finissent par s'imposer, ne sont pas aisces à discerner. La scène énergétique mondiale est le théâtre d'affrontements incessants entre les États producteurs, les compagnies et les pays consommateurs Tous tentent d'imposer leur logique.

taire, l'un des principaux mérites du livre de MM. Chevalier, Barbet et Benzoni consiste précisément à remettre les choses en place, en s'appuyant sur les tendances de fond, les vérités de base souvent oubliées, sans se laisser emporter par les modes qui, régulièrement s'imposent au secteur énergétique au gré des évolutions capricienses des prix, des marchés ou des techni-

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Economie de l'énergie, par Jean-Maric Chevalier, Philippe Barbet et Laurent Benzoni, 1986. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, et Dalloz, 198 F.

حكة احنه الأصل

ON IT IS

direct

læ. .

the area.

2 # - - - -

4.12.00

실하다 본다.

P.5 175 -

A

....

13 " m " "

W

A ** . .

4. " :. ·

Serve -

C 5 2

duling t

2-----

214.00

e ** #*

200 dest in

THE P. LAUSE CO. P. P. L.

URSIER

-

4: 14

POG

ine pour l'agro-alimenta

Objet of OPA andstrong: a that he grandes place financières. in sectour METO MATTER A PLOCING BLOOK DOOK de convolutes an France.

mat general Serge Pass rich destrict the Fig. Matter than San Suprement to the sand distributed administration to the ME L CHOCK IN IN PRINT YOUR YES

in the Passe of Mary and Special Production Cour the I ministra vi anemera priethe great at war and 10 mg married A Dute water to the State of the And Manhagen and and a ---Mr. Same Laure Vingrand deposit 1-4 Alpha W Market Street

Le collectif budgétaire au Journal officiel

Retour à l'anonymat sur l'or

Le Journal officiel du 12 juillet publie la loi de finances rectificative pour 1986, qui rend immédiatement applicables un certain nombre de

CONJONCTURE

REPÈRES

Majoration de 2 %

pour les médicaments

Les prix des médicaments rem-boursés par la Sécurité sociale seront

augmentés de 2 % en moyenne à

compter du mardi 15 juillet. Cette majoration a été officialisée par un

arrêté ministériel paru le samedi

12 juillet dans le Bulletin officiel du

cée, le 29 mai demier, en même

temps que la libération des tarifs des

La hausse des prix dans les pays

de l'OCDE (Organisation de coopéra-

tion et de développement économi-

ques) a atteint 0,3 % en mai, après

- 0,1 % en mars et 0,1 % en avril.

Sur douze mois, la hausse des prix

est de 2,6 %, la RFA étant la seule à enregistrer une baisse (- 0,2 % en un an). Le Luxembourg (0,4 %), les

Pays-Bas (0,5 %), la Suisse (0,7 %),

la Belgique et le Japon (1,1 %), et les Etats-Unis (1,6 %) sont parmi les

pays les moins inflationnistes. La

France se classe neuvième avec

2,3 % de hausse de prix sur un an (de mai 1985 à mai 1986),

de la RFA et du Japon

Le secrétaire américain au Trésor,

M. James Baker, s'est plaint, le dimanche 13 juillet, du manque de

solidarité des pays industrialisés, et

particulièrement du Japon et de la

RFA, devant le ralentissement éco-

nomique. C'est ainsi, estime-t-il, que

la croissance américaine devrait être

inférieure aux prévisions, d'où le

reproche fait au Japon et à la RFA pour leur refus de suivre la décision

américaine de baisse du taux

japonais, a, en revanche, approuvé la

décision de la Banque du Japon de

ne pas réduire son taux d'escompte,

rappelant que celui-ci s'élevait à

3,5 % après trois baisses d'un demi-

point depuis le début de l'année.

M. Nakasone, le premier ministre

Taux d'intérêt

M. Baker se plaint

médicaments non remboursés.

Inflation

Légère reprise

dans l'OCDE

service des prix. Elle avait été annon

le 15 juillet

remboursables

Prix

Les avoirs irrégulièrement détenus à l'étranger et rapatriés en France avant le 1º janvier 1987 seront considérés comme étant en situation régulière, sous réserve de l'acquittement d'une taxe libératoire anonyme de 10 %.

Le délai laissé à l'administration cale pour ses contrôles est ramené de quatre à trois ans, et le délai de contrôle pour les cotisations de Sécurité sociale est ramené de cinq à trois ans. Cet article découle d'un amendement présenté par M. Valéry Giscard d'Estaing.

L'anonymat sur les transactions sur l'or est rétabli et les transactions peuvent être effectuées par tous

moyens de paiement. L'obligation de paiement par chèque pour tout achat supérieur à 10000 F est sup-

Est supprimé également l'impôt sur les grandes fortunes qui avait été constitué à partir de janvier 1982. L'impôt sur les sociétés passe de 50 % à 45 % quelle que soit l'affectation des bénéfices (le gouvernement précédent réservait cet avantage aux seuls bénéfices réinvestis). Cette baisse est applicable à tous les exercices ouverts à compter du 1ª janvier 1986.

Les abattements sur les revenus d'action (3000 F) et d'obligations (5000 F) sont remplacés par un abattement unique de 5000 F pour les personnes seules (8 000 F audessus de soixante-cinq ans) et de 10 000 F pour les couples mariés.

M. Méhaignerie annonce la suppression du Fonds spécial des grands travaux

Au Forum de Radio Monte-Carlo, le 13 juillet, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du terri-toire et des transports, a déclaré : « Le Fonds spécial des grands tra-vaux (FSGT) va être supprimé parce que le gouvernement ne peut pas augmenter de 4 centimes le prix du litre d'essence tous les ans. Mais le Fonds va être totalement repris dans le budget de 1987. Et en ce qui concerne les routes (parce que c'est un élément important de l'avenir), je peux vous rassurer tout de suite : le budget 1987 sera pour les routes un . bon budget . Et, par là-même, aussi un budget qui renforce la sécurité des Français, car nous ne pouvons pas continuer à avoir cha-que année six mille morts sur les

A propos du logement (le projet de loi doit être examiné cette semaine à l'Assemblée nationale), M. Méhaignerie a précisé qu'il ne voulait être, « ni le ministre des locataires, ni celui des proprié-taires, mais celui du logement des Français et celui de l'emploi et de la relance du bâtiment... Le gouverne ment ne peut accepter une nouvelle chute, prévue, de 45 000 emplois dans le bâtiment dans les quinze prochains mois. Si vous multipliez ce chiffre par le coût pour le budget

(53 000 F), vous atteignez presque 2,5 milliards. C'est cette somme que nousavons décidé d'engager par anticipation pour stopper la dégra-

[Créé en noût 1982, le Fonds spécial des grands travaux (FSGT), géré par la Caisse des dépôts et placé sous la tutelle de fait de la rue de Rivoll, a tutelle de fait de la rue de Rivoll, a permis, en cinq tranches successives d'emprunts, d'apporter 24 milliards de fancs aux secteurs des transports, du logement, des travaux publies et des économies d'énergie. Ces sommes sont amorties par une taxe de caractère fiscal, qui est en quelque sorte un droit additionnel à la taxe intérieure sur les produits pétrollers. Dans son dernier rapport, la Cour des comptes avait émis des critiques sur le FSGT, dénouçant la confission croissante entre les actions des critiques sur le FSGT, dénonçant la confession croissante entre les actions du Fonds et celles du budget général de l'Etat . Sans prendre parti sur ces querelles d'écoles relevant de l'orthodoxie budgétaire, les professionnels en général out apprécié le FSGT, parce que les sonumes qu'il permettait d'ajecter dans l'économie compensaient, grosso modo, les désengagements budgétairen de l'Etat, Ainsi, selon M. Jean-Louis Giral, président de la fédération nationale des travant publics, en 1986, le FSGT représente près de 40 % des moyens de paiement globant de l'Etat. Le président de la FNTP a lancé l'idée d'ui grand emprent « qui pourrait étre, par exemple, gagé sur les recettes provenant de la cession des entreprises dans le cadre de la privatientreprises dans le cadre de la privati-

CHANGES Dollar:

la reprise se poursuit 1

Amorcée à la fin de la semaine écoulée, la reprise du dollar s'est poursuivie à faible atlure, le lund 14 juillet, sur toutes les grandes places financières internationales Le billet vert a valu 1,79 FS à Zurich (contre 1,7810 FS ven-dredi), 2,1885 DM à Francfort (contre 2,1810 DM) et 181,75 yens à Tokyo (contre

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principeux postes sujets à variation

(en milions de francs) 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER

SOR Concours au Tréson 3) CRÉANCES PROVENANT

REFINANCEMENT Effets esc 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECE-

YOUR DU FECOM 1) BILLETS EN CIRCULA-

3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMI-QUES ET FINANCIERS ..

à la constitution de 6) ECU A LIVRER AU TION DES AVOIRS

7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE 8) DIVERS

13 114

33 686

AFFAIRES

Une lettre de M. Gattaz aux patrons

« Il faudra adapter nos organisations à la nouvelle économie de libertés... »

aux quelque cinq cent cinquante personnes qui composent l'assem-blée générale du CNPF une lettre dont nous extrayons les passages suivants:

- J'espère que ceux d'entre vous qui ont si chaleureusement insisté auprès de moi, depuis longtemps, pour que je sollicite le renouvelle-ment de mon mandat de président ne m'en vondront pas trop.

J'ai en effet décide de ne pas solliciter ce renouvellement lors de l'assemblée générale du 16 décem-bre prochain.

» Ne voyez pas là, de ma part, une manifestation de désintérêt pour cette cause passionnante que je défends avec l'énergie que vous savez, non seulement depuis cinq ans à la tête du CNPF, mais depuis près de vingt ans dans d'autres fonctions. Le suis et le recterait puisonstions. tions. Je suis et je resterai toujours un défenseur inébranlable et un promoteur enthousiaste de l'entreprise, quels que soient sa taille et son domaine d'activité. (...)

 Je crois qu'ensemble, grâce à l'unité patronale que nous avons su maintenir, nous avons sauvé l'essenmaintenir, nous avons sauvé l'essentiel. Nous avons sauvegarde la cohésion même à l'époque des nationalisations. Et, dans le même temps, nous avons pu réhabiliter l'entreprise, non seulement auprès des pouvoirs publics, mais aussi auprès des salariés de nos entreprises et également auprès de tous les Français, qui, aujourd'hui, admettent son rôle déterminant dans le progrès économique comme dans le progrès social.

Nous avons, le 16 décembre 1982, à Villepinte, rassemblé vingtein multe chefs d'entreprise de toutes tailles et de toutes activités, dans la grande manifestation des Etats généraux des entreprises au service de la nation - qui restera, je crois, un symbole d'unité, de force et de responsabilité.»

« Odieuse taxe professionnelle »

 Nous avons pu, ensemble, faire admettre qu'il failait plafonner les charges des entreprises. C'est ainsi que, progressivement, nous avons pu faire prendre par le budget de l'Etat une part importante de l'odieuse taxe professionnelle (21 milliards en 1985 sur un total de 81 milliards).

Nous avons pu également, et de façon moins spectaculaire, faire atténuer sensiblement de nombreux projets gravement préjudiciables aux entreprises.

en maintenant le dialogue avec les syndicats, mais en ramenant, le plus souvent, la négociation au niveau des branches professionnelles et, des branches professionnelles et, immense encouragement à remplir partout où c'est possible, au niveau cette mission difficile (...).

M. Gattaz a adressé le 11 juillet de l'entreprise elle-même. C'est ainsi que plus de cinq mille accords d'entreprise ont été signés en 1985, en augmentation de 34 % sur 1984. » Nous avons ainsi démontré

qu'il n'y a pas de social que de syndical, et que la participation active de tous à l'intérieur de l'entreprise est bien le sens historique de l'évolution

 J'ai imposé au CNPF une atti-tude transpolitique (le parti de l'entreprise) que je maintiens encore aujourd'hui et sur laquelle je ne transigerai pas jusqu'à la fin de mon mandat. (...)

 Ne croyez surtout pas que je puisse me désintéresser de l'avenir du CNPF que je ne veux pas laisser

 Je souhaite, pour l'instant, que la prochaine assemblée générale puisse élire un chef d'entreprise désintéressé, qui connaisse la res-ponsabilité d'un compte d'exploitation et l'animation des hommes, et autour duquel se maintiendra fermement l'unité du monde patronal.

 Ce choix devra prendre en compte le rôle nouveau du CNPF et de nos organisations, un rôle qui évoluera encore sans être pour autant diminué. Nos homologues japonais prix avec l'administration ni les cats, et pourtant leur rôle est impor-tant. Il faudra donc adapter les activités de nos organisations à la nouvelle économie de libertés, et une grande réflexion de nos différentes instances sera nécessaire pour conduire avec succès cette mutation.

 Contrairement à certains observateurs, je pense que pour le CNPF les problèmes fiscaux, financiers, juridiques et internationaux des entreprises prendront une impor-tance croissante, ainsi que les - progrès du management - que nous avons décide de promouvoir, alors que les négociations sociales pour-ront redescendre le plus souvent au niveau des professions et même des entreprises.

 Les prochaines Assises du quarantenaire du CNPF, du 30 septem-bre prochain, au Zénith de La Vil-lette, sur le thème « Jeunesse et Entreprises », seront une occasion de démontrer à pouveau l'unité inébranlable entre fédérations profes-sionnelles, unions patronales interprofessionnelles et entreprises

· Sachez que la navire CNPF » Nous avons obtenu l'allège-ment de certaines contraintes sociales devenues intolérables, tout cours parfois inamicalement posés, et que votre soutien permanent et chaleureux a été pour moi un

SOCIAL

Le « trou » de la caisse de retraite des collectivités locales

dente va hater un déficit déjà programmé,

Le syndrome de Carrefour du développement sévit décidément cette fois sur la Caisse de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL). Poussé par les élus locaux (certains avaient aussi soulevé le problème lors du débat parle-mentaire sur le collectif budgétaire mentaire sur le contecut pungetaite 1986) et le président de la CNRACL, légitimement préoccupé, M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, s'est inquiété la semaine der-nière de l'équilibre financier de cette caisse, à la suite de la - sur-compensation - introduite par la loi de finances pour 1986 : ce méca-nisme coûtera à la CNRACL 4 mil-liards de france en 1986 après une liards de francs en 1986, après une ponction de 3,5 milliards au titre de 1985. Du coup, certains, avec un zèle de néophytes, n'ont pas hésité à parler de • véritable hold-up • sur la CNRACL.

L'affaire, pourtant, n'est pas nou-velle : le Monde, le premier, l'avait signalée le... 3 septembre 1985. Calculée sur une - retraite moyenne -théorique, cette compensation entre les - régimes spéciaux - de retraite, réduit les charges du budget de l'Etat au détriment de la CNRACL (le Monde du 11 janvier 1986). Conséquence : dès 1987, la caisse

va entrer « dans le rouge ». Pour rétablir son équilibre, elle devrait augmenter les cotisations de 11 points au 1st janvier 1987 (1) et encore de 2,5 points en 1988 et 1989. Selon les calculs faits à la demande du président de la caisse, M. André Petit, maire (UDF) d'Eaubonne (Val-d'Oise), cela coû-terait en 1987 environ un million de francs à la ville de Vitré (maire : M. Méhaignerie, ministre de l'équipement et du logement), 7 millions celle de Nevers (maire : M. Pierre Bérégovoy, ex-ministre des finances), 4 millions à celle d'Epinal (maire : M. Séguin, ministre des affaires sociales), 30 millions à celle

Une débudgétisation impru-ente va hâter un déficit déjà pro-rammé.

Le syndrome de Carrefour du

de Grenoble (maire : M. Alain Cari-gnon, ministre délégue chargé de l'environnement), avec encore un petit supplément en 1988 et 1989.

Un point de cotisation représentant en moyenne 0,4 point de fiscalité pour les communes de plus de 10 000 habitants, cela pourrait entraîner une hausse de 4 à 5 points de la commune de des impôts communaux. Et, nous l'avions déjà signalé, une charge non moins importante pour les hópitaux publics, rattachés à la CNRACL ct, par voic de conséquence, pour le régime général de la Sécurité sociale, leur principal bailleur de fonds. La mesure est donc pour le

Mais il ne faudrait pas oublier qu'elle ne fait qu'avancer d'un an le déficit de la CNRACL, prévu depuis longtemps par les services de la Caisse des dépôts, gestionnaire de la CNRACL. Si l'on supprimait la - surcompensation -, il faudrait de toute façon relever de 7 points en 1987 les cotisations - soit environ 3 points d'impôts locaux - Vitré devrait de toute façon dépenser l'an prochain 644 000 francs, Epinal près de 3 millions de francs et Gre-noble 19 millions...

De surcroît, le relèvement des cotisations ne ferait que remettre celles-ci au niveau qui fut le leur pendant près de trente ans, du le janvier 1951 au le juillet 1980, date à laquelle le gouvernement ramena de 18 % à 6 % le taux de la part - employeur - de la cotisation de retraite de la CNRACL, afin d'alléger les charges des collectivités locales et des hôpitaux. Une erreur initiale qui ne fut que partiellement corrigée ensuite, le taux ayant remonté à 13 % au 1 janvier 1981, pour redescendre, par étapes, jusqu'à 10,2 % au 31 décembre

GUY HERZLICH

(1) En fait un relèvement de trois points serait déjà nécessaire avant la fin de 1986 pour reconstituer les fonds de

AGRICULTURE

d'escompte.

Des milliers d'hectares de pieds arrachés

Quand le vignoble corse prend le maquis...

BASTIA de notre correspondant

Le vignoble corse est mis à l'encan, réduit à la portion congrue, transformé en peau de chagrin, grignoté par le maquis. Il a fallu à monoculture coloniale de la vigne., dénoncée par les autono-mistes, fonde comme neige au

Des 32 000 hectares de 1976, il n'en reste plus que 11 000 aujourd'hui. L'arrachage massif, subventionné par la CEE, est passé par-là. Et le mouvement est loin d'être arrêté. Depuis 1977, on arrache, en Corse, entre 1 000 et 2 000 hectares par an. Une vitesse de croisière qui s'est soudainement embailée en 1985. « On a senti natdélégué régional de l'Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS), une véritable psychose de l'arrachage avec la modi-fication des règlements européens et l'augmentation des primes, qui varient aujourd'hui entre 38 000 et 49 000 F à l'hectare. >

Depuis les vendanges de 1985, c'est la flambée: quatre cents dos siers déposés pour 5 300 hectares dont 3 500 effectivement arrachés, soit 25 % du total national. Si ce phénomène se poursuit, la Corse reviendra à la situation d'avant l'arrivée des rapatriés d'Algérie: 8 000 hectares de vigne, comme en 1961.

La production, elle, a chuté de moitié. Elle est désormais en des-sous de la barre du million d'hectolitres. Et. bien sur, l'effet multiplicateur de l'arrachage joue à plein : en février dernier, au cœur viticole de l'île, dans la région d'Aléria et de Ghisonacchia, deux cents cinquante-huit employés viticoles ont été licenciés pour raison économique. Cortaines caves ou coopératives voient fondre le nombre de leurs apporteurs alors que les frais fixes augmentent. La Corse est-elle encore une région viticole? L'ONI-VINS lui-même s'interroge désor-

côteaux et leurs vignobles d'appellation, comme Figari ou Patrimonio. Mais, désormais, le phénomène est général et la plaine est atteinte. Cette situation marque surtout la fin d'une époque, ceile des rapatriés. Les baux emphytéotiques de vingt-cinq ans se terminent, explique M. Yvon Nassier, le directeur

mais sur l'opportunité de conserver un délégué régional.

M. Guillaume, le ministre de l'agrique sorte le marché national et de conomies budgétaires obligent.

M. Guillaume, le ministre de l'agrique sorte le marché national et de conomies budgétaires obligent. Les viticulteurs qui n'ont pas

baissé les bras se classent désormais schématiquement en deux catégories : ceux qui veulent adapter le marché aux vins corses et ceux qui acceptent d'adapter les vins corses au marché. Entre les deux, bien sûr, toute une gradation de situa-tions et d'intérêts existe. L'exemple

Il y avait 32 000 hectares de vigne en Corse en 1976. Il n'en reste plus que 11 000, soit à peine plus qu'à l'arrivée des rapatriés d'Algérie. Les exploitants qui subsistent s'organisent.

départemental de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse, les planta-tions sont vieilles, inadaptées, les propriétaires veulent solder leurs dettes (1) et prendre leur retraite. Je crains le moment où l'on pourra suivre un étrange chemin de croix, celui des caves vides, obsolètes,

Ce désengagement provoque cer-taines manipulations. Ainsi, pour toucher des primes plus impor-tantes, certains propriétaires jouent sur les résultats de récoltes. Pour des raisons fiscales, on saucissonne les propriétés, comme en Casinca où se négocient des reprises de domaines. Là, les propriétaires exi-gent plus de 50 % du produit de la

prime d'arrachage. Voilà pour le pôle noir. Mais dans ce climat déprimé, les tentatives de renouveau existent aussi. Avec, d'abord, une politique embryonnaire de replantations : 500 hectares en trois ans (on en espère 6 000 en 1990). Les agriculteurs tentés par le kiwi, le pruneau d'Agen ou le colza sont-ils sensibles à l'argument de M. Nassier qui professe que « la meilleure reconver-sion à la vigne, c'est la vigne »? Une subvention à la restructuration (35 000 francs l'hectare) est déjà accordée, mais on attend toujours an bouus de 15 000 francs que

 pur du premier cas de figure,
 c'est UVA Corsa : une quarantaine de vignerons qui produisent des vins d'appellation contrôlée (35 000 bectolitres) ont constitué une association pour vendre en comun leurs différentes appellations -village-, connues, comme le patrimonio ou les côteaux d'Ajaccio

Un crime de lèse-Bacchus Ils misent sur la nouvelle image de marque des vins corses, un encé-

pagement traditionnel comme le llucciu - identique au sangio vèse italien, un des cépages du chianti – ou le vermentino, un rai-sin blanc, comu aussi en Espagne et au Portugal. Mais pénétrer le marché national et international déjà fort encombré ne va pas de soi, surtout avec des productions très typées et chères mais réduites. D'où un effort de commercialisation avec la création d'une société d'intérêt collectif agricole (SICA) qui doit naître avant les prochaines ven-

L'autre expérience, radicalement différente, est celle de l'Union des vignerons associés du Levant (UVAL) implantée en Marana. près de Bastia. La, point d'état d'âme à propos des « cépages nobles» et des autres. La stratégie

cépages corses traditionnels. Ensuite, parce que la technique utilisée, le surgreffage, remet en cause les techniques connues et éprouvées par les professionnels. Le surgref-lage permet en effet d'obtenir en deux ans ce qu'une plantation normale accorde en quatre ou cinq ans.
Actuellement, 110 hectares de chardonnay sont en production, dont 45 hectares surgreffés cet hiver. Le but fixé est de 400 hec-tares. Le chardonnay, qui n'est pas classé en AOC, rapporte pourtant deux fois et demie plus que les appellations appellations. M. Antoine Arena, un jeune viti-

un produit adapté au marché, un vin blanc à base de chardonnay

dont on fait les bourgogne. Entre-prise étonnante et doublement ico-

nociaste pour les détracteurs de l'UVAL : d'abord parce que le chardonnay n'a rien à voir avec les

culteur de Patrimonio, membre d'UVA Corsa, n'apprécie visible-ment pas la stratégie de l'UVAL et ses surgressages, d'autant qu'une pomme de discorde symbolique vient accroître le contentieux : le chardonnay est exporté aux Etats-Unis sous l'étiquette Saint-Florent. Saint-Florent, le port de Patrimo-nio, saint des saints du vignoble traditionnel, un crime de lèse-Bacchus que M. Mazoyer, conciliant, veut réparer en orthographiant la marque - Saint-Florant ». L'honneur

serait sauf. Au-delà de ces péripéties, l'ave-nir de ce qui reste du vignoble corse se joue dans les cinq prochaines années. Les choix d'UVA Corsa ou de l'UVAL, antagonistes dans la philosophie et les méthodes - mais sans véritables connotations politiques, - se rejoignent dans cette finalité que le vignoble corse ne sombre pas corps et biens.

DOMINIQUE ANTONI.

(1) 270 millions de francs d'impayés au Crédit agricole pour 3 000 exploitants, dont 700 ont en charge la moitié de la dette.

TORREST OF THE PERSON NAMED IN M & Sec. 5-

Le Monde

ÉTRANGER

- 2 Nouvelle friction entre Paris et Washington à propos du ter-
- 3 RFA: projet de nouveau programme pour le SPD.
- morts lors d'affrontements dans l'Etat de Gujarat.

POLITIQUE

- 4 La bataille de la communica-

Le corps blindé mécanisé est l'une

des trois composantes de l'armée de

terre française, avec la force

d'action rapide, qui est une unité interarmes pour la lutte antichars en

Europe et pour les interventions

outre-mer, et avec les détachements

de la défense opérationnelle du terri-

toire, une mission que l'armée de

terre partage avec la gendarmerie

nationale pour la lutte contre un adversaire infiltré, débarqué ou

Officiellement, le corps blindé

mécanisé, qui est l'équivalent de ce

qu'on appelle aussi la la armée,

commandée actuellement par le

général Charles de Llamby, a pour

tâche de contraindre un agresseur à

Le plus important défilé

de blindés

depuis 1945

(Suite de la première page.)

Exceptionnellement, le défilé n'a

pas été ouvert par la Patrouille de France dont les Alpha-Jet sont,

actuellement, aux Etats-Unis pour

une série de démonstrations après la

A l'issue du défilé, M. Mitterrand

dins de l'Elysée et devait ensuite

s'entretenir en direct sur TF 1 avec

M. Yves Monrousi. Parmi les invités

du président, les deux immigrés de Lyon, grévistes de la faim, accompa-

gnés du Père Christian Delorme, et

sous-Châteanneuf, un petit village

du Puy-de-Dôme, dont la population

Dans l'après-midi de ce 14 juillet,

le chef de l'Etat a prévu de se rendre

au fort de Fermont, près de Verdun, dans la Meuse, où il devait se faire

présenter la 4 division aéromobile,

qui dépend de la force d'action

rapide et qui est équipée d'hélicop-tères de lutte antichars et de

vote traditionnellement à gauche.

nto-quatre habitants de Valz-

ané une réception dans les jar-

fête de Miss Liberty.

tion au Sénat.

-- Un entretien avec le nouveau maire de Marseill

SOCIÉTÉ

- 5 Education : Point de vue : « Une loi pour rien », par Roger-Gérard Schwartzen-
- 10 Environnement: où Paris prend ses eaux.
- 12 Sports : le Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne.

français à user de la menace de sa

riposte mucléaire, tactique, puis stra-

Avec son état-major à Strasbourg, le corps blindé mécanisé se divise en

trois corps d'armée dont les PC sont

à Baden (en Allemagne fédérale), à Metz et à Lille. Il peut recevoir

l'appui de la force aérienne tactique

(notamment le soutien des avions

d'appui tactique Jaguar) et il est

capable de mettre en œuvre le sys-tème d'armes nucléaires tactiques

Pluton, composé de cinq régiments

armés de plusieurs batteries de lan-

cement du missile Pluton qui, avec

sa charge nucléaire de 15 à 25 kilo-

tonnes (l'équivalent de la puissance

de la bombe d'Hiroshima), porte à

une distance maximum de 120 kilo-

Le corps blindé mécanisé repré-

ente, aujourd'hui, un total de

170 000 hommes (l'armée de terre

française en compte, dans son

ensemble 296 500) répartis, outre les régiments Pluton, en unités blin-

dées et mécanisées (avec, notam-

ment, mille deux cents chars de combat AMX-30), en unités d'artil-

lerie (équipées de quatre cent vingt

canons de 155 millimètres), en

unités aéromobiles (cent cinquante

hélicoptères d'attaque et de manœu-

vre) et en régiments d'infanterie (armés de nombreux missiles anti-

chars Hot et Milan). Ce corps

blindé mécanisé dispose aussi

d'unités de soutien et d'appui logisti-que (comme des unités du train, des

transmissions et du génie).

- 6 Avignon 86: € Don Carlos », de Schiller ; Marthe Keller, de Brecht à
- 7 Les francofolies à La Rochelle. - Communication.

Hollywood.

ÉCONOMIE

- 15 Le collectif budgétaire ✓ Journal officiel ».
- M. Méhaignerie annonce la suppression du Fonds spécial des grands travaux.
- Réduction massive du vignoble

SERVICES Programmes des spectacles ...8

Radio-télévision9 Mots croisés9 Météorologie9 Loto 10

Légion d'honneur11

La question des sanctions contre l'Afrique du Sud

M^{me} Thatcher est de plus en plus isolée au sein du Commonwealth

Le gouvernement australien a exprimé, le dimanche 13 juillet, son inquiétude aux autres pays du Commonwealth sur le danger qui menace cette organisation si la Grande-Bretagne persiste à refuser d'adop-ter des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Estimant qu'il existe de plus en plus d'éléments indiquant que les pays afri-cains, qui constituent le groupe le plus important du Commonwe se préparent à quitter celui-ci, le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, a affurmé redouter que le Common-wealth ne se « désintègre ». Cinq pays africains (le Nigéria, le Ghana, l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie) ont déjà annoncé qu'ils boycotteront les Jeux du Commonwealth, qui doivent se tenir à Edimbourg du 24 juil-

let au 2 soût. L'attitude qu'adopteront à ce sujet la Zambie et le Zimbabwe sera significative pour l'avenir des relations politiques entre les pays afri-cains membres du Commonwealth et la Grande-Bretagne. Ces jeux précéderont en effet l'ouverture, à Londres, du 3 au 5 août, du « minisommet » de sept pays du Commonwealth, qui sera consacré à un nouvel examen des relations entre l'organisation et l'Afrique du Sud.

Le président Kenneth Kaunda de Zambie et le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, se rendront tous deux dans la capitale britannique pour ce sommet, ainsi que les chefs de gouvernement des

et de l'Inde. MM. Kaunda et Mugabe ont clairement montré leur état d'esprit cette semaine en recevant plus que froidement, dans leurs capitales respectives, le secrétaire an Foreign Office, sir Geoffrey Howe, qui effectuait la première partie d'une mission de bons offices en Afrique australe, confiée par la uté européenne.

Le premier ministre britannique, M= Thatcher, a cependant laissé entendre qu'elle n'avait pas changé de position sur la question sud-africaine, à l'issue d'un entretien, dimanche, à Montréal, avec son collègue canadien, M. Brian Mulroney. Estimant que le Commonwealth devait être assez fort pour surmonter les « petites divergences » entre ses membres, M= Thatcher a notamment indiqué : « Peu importe qui se retire des Jeux du Commonwealth. Cela ne contribuera pas à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud. » La «négociation», a-t-elle ajouté, est le « meilleur moyen » de se débarrasser de l'apartheid. Le premier ministre britanni-

que a ainsi implicitement reponssé le rôle de médiation que se proposait de jouer M. Mulroney entre Londres et les pays africains membres du Commonwealth. Pour sa part, le Canada est prêt a prendre unilatéra-lement des sanctions contre Pretoria, a souligné M. Mulroney.

A Washington, le gouvernement américain, qui procède actuellement à un réexamen de sa politique à l'égard de l'Afrique du Sud, envisagerait · sérieusement », selon le magazine Time, de nommer un

homme d'affaires de race noire au poste d'ambassadeur à Pretoria. L'actuel titulaire de ce poste, M. Herman Nickel, qui a été rap-pelé en consultation à Washington, pourrait être remplacé par M. Robert Brown, directeur d'une société de relations publiques en Caroline da Sud, ajoute Time.

En Afrique du Sud, cinq per-sonnes out été tuées depuis le samedi 12 juillet, ce qui porte à 136 le chiffre officiel des victures depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin dernier. Environ un millier de personnes ont assisté, samedi, à des funérailles dans le ghetto de Soweto, en dépit de la limitation à 200 du nombre de personnes autorisées à participer à ce genre de mani-festations publiques. — (AFP, Reu-ter, UPI, AP.)

• Fin des travaux de la confé-rence sur la Namibie. — La conférence des Nations unies ouverte le 7 juillet, à vienne (Autriche), a adopté, vendredi 11 juillet, une déclaration condamnant Prétoria et ses alliés occidentaux, en particulier américains, ainsi qu'un plan d'action comportant des sanctions contre l'Afrique du Sud. Un incident s'est produit à propos d'un passage de la déclaration affirmant la « légitimité de la lutte du peuple namibien par tous les moyens dont il dispose, y compris la lutte armée pour repousser l'agression sud-africaine ». La plupart des pays occidentaux ont annoncé leur intention de formuler des réserves concernant cette formulation, ainsi que les critiques portées dans le texte contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (AFP.)

. . . .

e mens min.

. . . .

1

3.

The state of

the state of the s

1 to 1

20.00

. Fi

7 50:

Douze condamnations à mort dans le procès des «insurgés d'octobre»

guincennes, dont l'ancien «numéro deux» du régime, le colonel Paulo Correia, impliquées dans une tentative de coup d'Etat en octobre der-nier, ont été condamnées à mort, le samedi 12 juillet, à Bissau, par le tribunal supérieur militaire. Sept inculpés ont été condamnés à quinze ans de travaux forcés et trentequatre à des peines de un à treize ans de travaux forcés. Quatre ont été libérés à l'issue du procès, qui s'était ouvert le 5 juin dernier. Sur les soixante-trois personnes arrêtées ur participation à cette tentative de coup d'Etat, six sont mortes au cours de leur détention, dans des conditions troubles (le Monde du

11 iuillet). Outre le colonel Correia, parmi les condamnés à mort figurent notamment les colonels Pedro Ramos (ancien ministre des travanx publics limogé en juillet 1984) et Lamine Cissé (ancien membre de

Douze personnalités bissau- l'état-major général des forces armées), le major Tagme Nawae (ex-commandant de la police mili-taire), MM. Binhanquerem Na Tchana (ancien chef de la maison militaire de la présidence de la République) et Viriato Pan Rodriguès (ancien procureur de la République).

Les condamnés à mort ont trois jours pour demander leur grâce au Conseil d'Etat. En cas de refus, ils seront passés par les armes. Le président portugais, M. Mario Soares, a adressé, dimanche, un message au chef de l'Etat de Guinée-Bissau, M. Joao Bernardo Vieira, pour lui demander d'user de son droit de grâce en faveur des condamnés. Une délégation d'Amnesty International a été invitée au procès et a pu rencontrer le colonel Correia. Celui-ci, comme la plupart des condamnés, est d'ethnie balante. - (AFP, Reu-

Expulsion du correspondant de l'agence Reuter à Téhéran

Londres (Reuter). - L'Iran a expulsé, le dimanche 13 juillet, le correspondant de Reuter, à Théhéran, Hugh Pope, l'accusant d'avoir révélé des secrets militaires dans une dépêche concernant un raid irakien sur une station de communication par satellite.

A Téhéran, le ministère de l'orientation islamique, qui est chargé des relations avec les journalistes étrangers, a fait savoir que Pope avait enfreint les réglementations en n'obtenant pas d'autorisation officielle pour son déplacement. Assadabad ne se trouve pas dans une zone sujette à des restrictions.

Le ministère déclare que Pope savait qu'il ne pouvait quitter Téhéran ou rendre compte d'événements dans les provinces sans autorisation.

 EGYPTE : report du procès des policiers émeutiers de février. - Le procès de trois groupes de conscrits de la police égyptienne, comprenent 162 personnes impliquées dans les émeutes de février, a été renvoyé dimanche 13 juillet au 5 octobre, annonce le presse du Caire dans ses éditions de lundi. Le procès de 107 autres accusés avait déjà été ajourné samedi au 4 octobre. Au total, 1 205 policiers (appelés et engagés) seront jugés. -

Nouveau raid israélien au Liban

Beyrouth (Reuter). - L'aviation israélienne a bombardé, ce lundi 14 juillet, trois villages de la montagne des environs de Beyrouth contrôlée par les druzes, a annoncé la radio druze. Selon la radio chré-tienne la Voix du Liban, les objectifs étaient des positions palestinie dans la montagne.

 KOWET : formation du novveau gouvernement. - Le prince héritier et premier ministre kowertien, cheikh Saad Al Abdallah Al Sabah, a randu publique, le samedi 12 juillet, la composition de son nouveau gouvernement composé de vingt et un membres. Les principaux portefeuilles, des affaires étrangères, de la défense, de l'intérieur, du pétrole, des finances et de l'information, n'ont pas changé de titulaires au sein du nouveau cabinet, qui comprend sept nouveaux venus. Les membres du gouvernement koweitien avaient présenté collectivement leur démission au premier ministre le 1" juillet en raison des différends continuels qui les opposaient à l'Assemblée nationale. Deux jours plus tard, l'émir du Koweit, cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, avait dissous l'Assemblée et décidé de suspendre la vie pariementaire dans le pays et d'imposer la censure sur la presse. Il avait chargé le premier ministre de former un nouvezu cabinet. -- (AFP.)

ABCDEFG

Les cérémonies du 14 Juillet Des chars, des hélicoptères

et des missiles nucléaires Pluton

Deux jeunes immigrés invités par M. Mitterrand Le corps blindé mécanisé de s'engager à un niveau de force, tel armée de terre a marqué le défilé qu'il amènerait le gouvernement à la réception de l'Elysée l'armée de terre a marqué le défilé du 14 juillet sur les Champs-

Diida Tazdait, présidente de 'association des jeunes Arabes de Lyon et de sa banfieue (JALB), Nasser Zaïr, étudiant, et le Père Christian Delorme, qui avaient observé une grève de la faim de contre le projet de loi gouvernemental sur l'immigration, figurent parmi les invités à la réception du 14 juillet à l'Elysée. Ils ont an-noncé samedi 12 juillet à Villeur-banne (Rhône) qu'ils avaient été conviés par la président de la Ré-

M. Pierre Méhaignerie, minis-tre de l'équipement et président du CDS, invité du « Forum » de RMC dimanche 13 juillet, a estimé que l'invitation des grées/de la faim lyonnais au pelais présidentiel revenait à « céricaturer (...) l'action du gouvernement a.

L'affaire Greenpeace Publication du texte

de l'accord entre la France et la Nouvelle-Zélande

Le Journal officiel a publié, le dimanche 13 juillet, un décret signé du président de la République sur le rapport du premier ministre et du ministre des affaires étrangères, et relatif à l'accord entre la France et la Nouvelle-Zélande sur la libération des deux officiers français, Alain Mafart et Dominique Prieur, nnés pour le sabotage, le 10 juillet 1985, à Auckland, du ciel public également les trois échanges de lettres, datées du 9 iuillet, entre les deux gouvernements à

Selon une déclaration faite, lundi, par M. David Lange, premier minis-tre néo-zélandais, Alain Mafart et Dominique Prieur seront transférés entre le 22 et le 25 juillet à bord d'un avion militaire à destination d'un lieu non précisé du Pacifique, où ils seront remis aux autorités françaises. En vertu de la médiation du secrétaire général des Nations unies, ils seront ensuite assignés dans l'île française de Hao.

Deux morts à Lisbonne

Lisbonne. - Plusieurs bombes ont explosé, dans la muit de dimanche 13 à hindi 14 juillet, dans trois villes du Portugal, et, à Lisbonne, une explosion a tué deux personnes, blessé une troisième, dans l'appartement d'un lieutenant-colonel. Cette dernière explosion pourrait être due à une bombe, ou bien à une fuite de gaz.

A Setubal, deux bombes avaient été placées sous des voitures, dont l'une appartenait à un concessionnaire de la chaîne nationale « Entreposto». Deux véhicules de cette chaîne ont déià sauté de cette manière dans le passé.

Les deux dernières bombes ont explosé à Evora, à 150 km à l'est de Lisbonne. Ces attentats n'avaient pas été revendiqués lundi en fin de matinée. Des opérations similaires, commises au cours des cinq der-nières années, avaient été revendiquées par un groupe d'extrême gauche, les « Forces populaires du 25 avril ». — (Reuter, AP.)

Le numéro du « Monde » daté 13-14 juillet 1986 a été tiré à 437 272 exemplaires

L'armée de terre adopte le missile antichar ACCP

de la Société aérospatiale

Sur la base du projet de la Société aérospatiale, le ministère de la dé-fense a décidé de développer un nouveau système d'armes antichars à courte portée (ACCP) dont seront tuelle, les unités de l'infanterie française. La fabrication en série commencera en 1988.

L'ACCP est un missile d'un calibre de 160 millimètres, capable, à la vitesse de 280 mètres à la seconde en fin de parcours, d'atteindre une cible mobile jusqu'à 600 mètres de distance et de percer des blindages en acier de 900 millimètres d'épais-5 kg et la munition, elle-même. 11 kg.

N'ayant pas de recul, l'ACCP a été spécialement conçu, à la différence d'autres armes antichars, pour être utilisé à partir d'un local clos, zones fortement urbanisées.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM



Château-Chinon a désormais son Musée du Septennat

CHATEAU-CHINON de notre envoyée spéciale

Instruit par les mésaventures de son prédécesseur des désaéments que peut parfois occasionner à un homme d'Etat la pratique protocolaire des Mitterrand avait indiqué, dès son ion à la présidence de la République, que les cadeaux offerts au chef de l'Etat dens l'exercice de sa charge appartenaient au patrimoine national et qu'il serait souhaitable que tous les Français puissent, en quelque sorte, en profiter. Il avait concrétisé ce projet sans précédent aucun de ses prédécesseurs ne l'avait formé avant lui - en annonçant, en décembre 1984, son intention de faire don au département de la Nièvre, et en particulier à la ville de Château-Chinon, de tous les cadeaux qu'il avait reçus ès qualités, en particulier lors de ses voyages offi-ciels à l'étranger. Geste de sance donc, vis-àde ce département dont il fut le représentant au Parlement penint trente-cinq ans et de la ville qui l'a élu maire de 1959 à

Ce souhait est réalisé. Château-Chinon a en effet insu-guré, samedi 12 juillet, le « Musée du Septennat » en pré-sence de MM. Noël Berrier, président socialiste du conseil général de la Nièvre, Pierre Bérégovoy, ancien ministre, conseiller géné-ral et maire de Nevers, et Rané-Pierre Signe, conseiller général et maire de Château-Chinon.

Bric-à-brac des mille et une nuits

Pour présenter cette collection unique, le musée a investi un bâtiment construit au dixhuitième siècle pour abriter un couvent décié à sainte Claire, désaffecté depuis près de vingt ans. La bâtisse, située au sommet de la vieille ville et offrant un point de vue magnifique sur les monts du Morvan, a été restaurée, respectant à la fois l'architecture originalle et les nécessités muséographiques. Le mēme a suivi attentivement l'évolution des travaux et s'est rendu sur les tieux à trois

Placée sous le signe de la diversité, cette collection offre aux visiteurs une leçon d'histoire

diplomatique française. Compo-sée aujourd'hui de plus de mille et précise de nos relations avec les cinq continents sera mise à jour avec l'arrivée des nouveaux présents acheminés régulière-

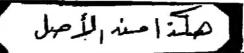
ment par la présidence. Hormis quelques poteries archéologiques, tous les objets exposés sont contemporains : pièces d'artisenat local ou en provenance de manufactures de réputation mondiale, offertes par les chefs d'Etat ou simples hommages anonymes. Objets d'orfèvrerie d'abord, tels que cet ensemble commandé par le roi du Maroc à un orfèvre parisien, destiné à sièger sur le bureau présidentiel, ou encore cette maquette de boutre offerte par l'émir du Catar. En provenance du Moyen-Orient aussi, ce pré-sent du roi Khaled d'Arabie saoudite représentant une « Scène d'ossis » en métaux précieux sur socie d'albâtre et de malachite. Porcelaines, tel ce vase en émail offert par l'empereur du Japon. Admirable travail de bois incrusté d'ivoire que cet éléphant minieture, cadeau du ministre indien de l'information. Véritable bric-àbrac ou, si l'on préfère, trésor des mille et une nuits où se côtoient services de luxe, tapis en soie et tables à jeu marque-

A côté de cas obiets, sont également exposés l'ensemble des clés de villes remises symboliquement au chaf de l'Etat ainsi médailles reçues depuis le début du septennet. De même sont présentés au public, et pour la première fois, les portraits de souverains, somptueusement encadrés et dédicacés à l'intention de M. Mitterrand, ainsi que les décorations reçues lors des déplacements officials.

De nombreux portraits du président français figurent aussi dans cette collection, dons de chefs d'Etat, comme ce montage d'ailes de papillons collées, offert per le général Kolingba, dirigeant de la République centrafricaine ou hommages d'artistes anonymes telle cette tapisserie colombienne ou ce portrait au crayon sud-coréen. Cette initiative presidentielle est unanimement appréciée par les premiers

* Musée du Septennat, 6, rue







The same of the same of the same of

The same of the

est un c deve